



La compil' du Diplomweb

Turquie : quelle candidature à l'UE ?

Turquie : quelle candidature à l'UE ?

QUI croit encore à la candidature de la Turquie à l'Union européenne ?

Officiellement candidat depuis 2005, ce pays de 784 000 km² peuplé en 2014 de 77,2 millions d'habitants reçoit des fonds importants de l'UE dans le cadre de sa candidature... mais fait souvent l'inverse de ce qu'il faudrait pour finaliser cette procédure. Et Bruxelles ne semble plus guère croire à une adhésion de la Turquie, un pays qui pourrait compter en 93 millions d'habitants en 2050.

Personne ne sait véritablement ce que va devenir cette étrange candidature mais personne ne changera la géographie. **Intégrée ou non, la Turquie restera à la périphérie de l'Union européenne.** Dès lors, comment s'en désintéresser ? Ses ambiguïtés à l'égard de Daesh achèvent de convaincre.

Parce qu'il importe de saisir les dynamiques géopolitiques complexes qui sont à l'œuvre en Turquie, cette nouvelle Compil' du *Diploweb.com* rassemble 13 documents qui aident à comprendre ce pays. Vous y trouverez notamment les signatures de Gilles Riaux, Jean Dufourcq, Gérard Chaliand, Tancrède Josseran, Dorothee Schmid, Jean-François Drevet et de votre serviteur. Onze de ces textes sont en français, deux en anglais.

Puisse cette nouvelle Compil' contribuer dans la sérénité à la réflexion commune sur une question déterminante pour l'avenir de l'Union européenne.

Merci pour votre soutien. Géopolitiquement votre.

Pierre Verluise, Directeur du *Diploweb.com*

Les références bibliographiques :

Pierre Verluise (dir.), *Turquie, quelle candidature à l'UE ?*, éd. *Diploweb.com*, 2015. ISBN : 979-10-92676-05-1

Sommaire

Turquie : quelle candidature à l'UE ?	ii
Devenir membre	1
La formation de l'Etat-nation en Turquie et les enjeux de son adhésion à l'Union européenne	4
The Greco-Turkish dispute over the Aegean Sea : a possible solution ?	18
Le dilemme turc de l'Europe communautaire	28
UE : Candidature turque	31
Géopolitique de la Turquie	39
Turquie : repenser l'Empire	44
La Turquie, alliée de toujours des Etats-Unis et nouveau challenger	53
Turquie. S. Ilhan, « Il est dur d'être turc ». Analyse d'un ouvrage souverainiste eurasiste	67
UE-Turquie : perspectives ?	77
UE : Prochains élargissements ? De l'UE-27 à l'UE-36 ou plus ?	83
EU. Which Turkish Candidature ?	97
La Turquie et les Etats-Unis	109
Turquie : dérive sectaire à Ankara	117

Devenir membre

vendredi 1er février 2002, par *Pierre VERLUISE*

Oui, vous avez le droit de soutenir le *Diploweb.com*. Découvrez immédiatement les buts de l'association qui porte le *Diploweb.com* : le Centre géopolitique.

Message de Pierre Verluise, Fondateur du *Diploweb.com*

AUJOURD'HUI, je vous demande de soutenir le *Diploweb.com* en devenant membre du Centre géopolitique, l'association qui soutient ce site.

Nous avons lancé le *Diploweb* en 2000, et au cours des dernières années, j'ai vu avec émerveillement et humilité des centaines de milliers d'internautes devenir lecteurs réguliers du premier site géopolitique francophone, fondé sans le moindre soutien institutionnel. Il est maintenant lu dans plus de 190 pays. Il rassemble, au-dessus des frontières, des auteurs experts et des lecteurs de grande qualité.

Le *Diploweb* n'est pas un site commercial. Il ne le deviendra pas. C'est **média libre et indépendant** qui respecte sa charte : expert, pluraliste et transparent. C'est surtout une communauté de lecteurs qui trouvent ici l'**information** qui leur convient et une aide gratuite à la **formation** pour construire une vie meilleure.

Vous faites partie de notre communauté sans frontière. Bienvenue, vous êtes ici chez vous. Vous donnez du prix à la **liberté** et à l'**indépendance** de l'information géopolitique sur Internet, **alors donnez-lui les moyens de se développer. Si chaque lecteur devenait membre du Centre géopolitique, l'avenir du *Diploweb.com* serait assuré.**

Merci

Pierre Verluise, Fondateur du *Diploweb.com*

1. Les buts du Centre géopolitique

Le « Centre géopolitique - Geopolitics Center » est une association loi 1901, fondée le 15 juin 2003, déclarée à la sous-préfecture de Nogent-sur-Marne le 17 juin 2003, sous le n° 0942017345.

Voici ses buts : « soutenir et promouvoir les activités, travaux et publications de ses membres ; ainsi que de contribuer à la création et au développement

d'œuvres ou conférences pour l'éducation et la formation en histoire, géographie, éducation civique, science politique, relations internationales, stratégie et géopolitique. Elle souhaite contribuer à des synergies entre journaux, revues, sites, éditeurs, chercheurs, équipes de recherche et instituts. » (Extrait des statuts)

Présidente : Marie-Joëlle Poulain ; Directeur : Pierre Verluise, (Directeur du *Diploweb.com*) ; Trésorier : Marc Poulain.

En devenant membre associé du Centre géopolitique, **vous soutiendrez** le développement du site *Diploweb.com*. De plus, vous bénéficierez d'un **droit d'information privilégié** pour les conférences de Pierre Verluise et les événements **explicitement** co-organisés par le *Diploweb.com* sous la mention *Diploweb.com* Pour en être informé, il vous faut vous inscrire d'un clic à la Lettre du *Diploweb.com*. [Voir](#)

Merci de nous adresser le bulletin ci-dessous, avec votre cotisation.

2. Votre bulletin pour devenir membre du Centre géopolitique

Voici le bulletin à imprimer ou recopier sur papier libre

Nous vous remercions de l'adresser complété et accompagné d'un chèque à l'ordre du Centre géopolitique. Puis adressez l'enveloppe à P. Verluise, Centre géopolitique, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France.

Bulletin d'adhésion au Centre géopolitique - Geopolitics Center

Je demande à devenir pour 12 mois (entourer votre choix)

- . **membre associé** du Centre géopolitique : 29 euros.
- . **membre associé, catégorie jeune ou étudiant** (jusqu'à 25 ans, adresser une copie de votre carte d'identité ou d'étudiant) : 19 euros.
- . **membre associé bienfaiteur** du Centre géopolitique : 199 euros et plus.

A compléter pour recevoir votre carte de membre :

Nom :

Prénom :

N° et rue :

Ville :

Code postal :

Pays :

Date d'adhésion :

Signature :

[Retour au Sommaire](#)

La formation de l'Etat-nation en Turquie et les enjeux de son adhésion à l'Union européenne

mercredi 1er mars 2006, par *Gilles RIAUX*

L'auteur :

Doctorant

Le contexte de formation de l'Etat moderne en Turquie éclaire nombre des problèmes soulevés par la candidature turque à l'Union européenne quant au respect de l'Etat de droit ou à la reconnaissance des droits des minorités.

L'omniprésence de l'armée dans l'appareil d'Etat et le rôle de dernier rempart de la nation qu'elle s'est attribuée, sont des héritages de l'Empire ottoman. La reconnaissance d'une pluralité ethnique et religieuse, demandée par Bruxelles, est rendue difficile par les réflexes nationalistes qui, à chaque fois, conduisent à rejouer le drame de Sèvres. Ces spécificités liées à l'histoire de l'Etat en Turquie s'accommodent assez mal avec le projet européen de dépassement de l'Etat-nation. En outre, les milieux nationalistes qui se trouvent dans l'appareil d'Etat voient d'un mauvais œil les réformes imposées par Bruxelles.

APRES UN DERNIER psychodrame diplomatique, le Conseil européen a finalement accepté d'ouvrir des négociations d'adhésion pour l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, le 4 octobre 2005. Cette perspective a ravi le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan qui a déclaré devant un parterre de militants de son parti : « le vrai travail vient juste de commencer. » La Turquie est donc prête à relever le défi de longues et périlleuses négociations. Elles aboutiront peut être, mais pas avant une bonne dizaine d'années, à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Cette adhésion est le but affiché de l'actuel gouvernement turc : elle est même son principal objectif politique. Mais les débats sur l'Union européenne ne sont pas l'apanage du seul gouvernement Erdoğan, ils intéressent l'ensemble de la société turque. Elle est devenue un des sujets fétiches des nombreux éditorialistes que compte la foisonnante presse turque et alimentent nombre de conversations dans les maisons de thé. A propos de l'Union européenne, les débats sont généralement enflammés : souvent peinte comme un modèle de réussite qu'il faut rejoindre, elle est parfois présentée

comme une bête immonde, toute prête à dépecer une nation turque toujours menacée. Les récentes réticences de certains pays européens suscitées par la crise sanitaire de la grippe aviaire ou les procès d'intellectuels « pour insulte à la nation » ont amené à nouveau à s'interroger sur les enjeux particuliers de la candidature de la Turquie à l'Union européenne.

Changer de perspective

Plutôt que de se pencher sur la question - importante - de savoir si la Turquie sera capable de satisfaire les critères imposés par Bruxelles, il est aussi nécessaire de changer de perspective, en s'interrogeant sur ce qui, de l'intérieur, entrave la candidature turque. L'adhésion d'un nouveau membre à l'UE n'est pas à sens unique, c'est un processus dialogique où le candidat et l'UE sont parties prenantes. L'exemple du procès de Orhan Pamuk « pour insulte à la nation turque » à l'automne 2005 est particulièrement éclairant. Cette personnalité mondialement reconnue de la littérature turque a déclaré à un journal suisse qu'un million d'Arméniens moururent entre 1915 et 1916. La simple évocation des massacres perpétrés par l'Etat ottoman sur les populations arméniennes pendant la Première guerre mondiale a entraîné l'ire des milieux nationalistes. Ils se sont empressés d'accuser Orhan Pamuk d'être à la solde des Arméniens et de vouloir brader la Turquie. Ces diatribes semblent totalement surannées vue d'une Europe qui a su regarder et juger, non sans difficultés, les périodes les plus sombres de son histoire. Ces diatribes nationalistes ont contribué à décrédibiliser la candidature turque. Pourquoi la Turquie montre-t-elle tant de difficultés à regarder son passé en face ?

Le concept de nation en Turquie

Cet exemple invite à s'intéresser au concept de nation en Turquie et aux représentations qu'elle véhicule. Ankara est bien connu pour son nationalisme ombrageux. Jusqu'à récemment, les tensions entre la Grèce et la Turquie rendaient bien improbable une candidature turque à l'Union européenne. A l'époque, le moindre îlot de la Mer Egée était le sujet d'âpres disputes entre Athènes et Ankara qui déployaient tout leur attirail nationaliste afin de démontrer leur conviction. Plus d'une fois, ces disputes ont failli dégénérer et se transformer en affrontement armé. Les relations entre les deux pays se sont améliorées de manière surprenante, avec ce que l'on a appelé la diplomatie des séismes. Elle est le fruit d'un assouplissement des deux partis qui ont su mettre en veilleuse leurs penchants nationalistes. Cela a permis de faire tomber le principal verrou à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, la Grèce renonçant à utiliser son veto à l'adhésion d'Ankara. Le 11 décembre 1999, le Conseil européen de Helsinki

décide que la Turquie est un pays candidat, qui a vocation à rejoindre l'Union sur la base des mêmes critères que ceux qui s'appliquent aux autres pays candidats. C'est bien en mettant un peu en sourdine son orgueil national que la Turquie a pu véritablement se lancer dans la course à l'adhésion.

Cette question de la nation est une donnée essentielle à analyser pour comprendre l'enjeu de la candidature turque. En Turquie, les représentations et les pratiques arbitraires liées à la nation déterminent nombre de prises de position à propos de l'Europe. A cet égard, la situation turque s'apparente à celle de plusieurs pays européens qui peinent à articuler l'Union européenne à leur nation. En effet, l'Union européenne en tant que tentative inédite de dépasser l'Etat-nation remet en cause toute une tradition politique solidement enracinée dans certains pays occidentaux, au premier rang desquels figurent la France. Elle pose la question du passage d'un modèle où la nation est l'unique dépositaire de la souveraineté, à une situation plus complexe où différents niveaux de pouvoir se partagent une souveraineté qui, en dernier ressort, est le fruit d'un compromis.

Découvrir les obstacles à l'adhésion à l'Union européenne

Essayer de découvrir les obstacles à l'adhésion à l'Union européenne qui existe en Turquie n'est pas une chose aisée, surtout lorsque les enquêtes d'opinion montrent que la population turque y est très largement favorable. Une des données qui rend la perspective européenne si populaire est bien évidemment la prospérité. Pour les classes populaires turques, l'Europe signifie avant tout le bien-être matériel. Au sein des nouvelles classes moyennes, la question de l'Etat de droit devient plus importante. Qu'est-ce qui peut donc s'y opposer ? Dans une approche culturaliste, ces questions sont très secondaires car elle fait de la religion l'obstacle in fine à l'adhésion. Ce serait donc à cause de son essence que la Turquie ne peut adhérer à l'Europe. Elle est musulmane à 99% et les infimes communautés non musulmanes ne sont qu'un reliquat d'un temps qui n'est plus. Pourtant, c'est au moment l'AKP, un parti qui ne cache pas sa filiation islamiste, arrive au pouvoir que la Turquie devient très demandeuse d'Europe. Il est vrai que l'approche culturaliste tend à présenter le jeu politique turc comme une opposition entre des laïcs pro-européens et des islamistes dont l'agenda caché ferait de l'Europe au mieux une manne financière, au pire un moyen de répandre la religion musulmane[i]. Cette approche peine à expliquer les enjeux du procès d'Orhan Pamuk. Les plus féroces adversaires de cet écrivain qui dans ses romans a exploré le passé ottoman de la Turquie, se recrutent dans les milieux ultra nationalistes bien souvent hostiles à l'islam politique. Le procès de cet intellectuel ne pose pas problème à la religion mais à la nation. Or, c'est bien sur les questions relevant de la nation et des pratiques de l'Etat qu'achoppent les

relations entre la Turquie et l'Union européenne. Le problème kurde en représente la plus malheureuse manifestation. A force de vouloir nier toute spécificité kurde, l'Etat turc a mis en place tout un appareil coercitif qui a culminé dans une véritable guerre entre 1984 et 1999 faisant plus de 35 000 victimes. L'utilisation massive de la torture dans le sud-est anatolien a contribué à sa généralisation dans l'ensemble du pays, certes pas dans les mêmes proportions. Cette guerre a aussi entraîné un retard pour cette région qui cumule tous les indicateurs du sous-développement : natalité et analphabétisme élevés, forte mortalité infantile, profond retard économique. Pour Jean-François Pérouse, une normalisation du sud-est anatolien passe « par un dépassement d'une vision trop exclusive et défensive de l'Etat-nation[ii]. »

C'est cette conception spécifique de l'Etat-nation qu'il convient d'analyser pour comprendre un des principaux enjeux de la candidature turque à l'Union européenne. Cela oblige à se plonger dans l'histoire de ce pays et à analyser le processus de formation de l'Etat moderne puis de la nation. Ce processus est antérieur à la proclamation de la République de Turquie en 1923. Mustafa Kemal n'a pas créé ex nihilo un Etat moderne, il est aussi l'héritier des réformes ottomanes du 19ème siècle. A la mort de son prestigieux fondateur, la République devient conservatrice. La nation passe alors au service de l'Etat pour le légitimer. Ces deux périodes seront successivement étudiées dans cet article.

1. La formation de l'Etat moderne en Turquie

Les représentations véhiculées par la nation en Turquie sont liées à son histoire et aux rapports qu'elle entretient avec l'Europe depuis plus de deux siècles. Il est vrai que ces relations sont complexes : l'Occident exerce à la fois attraction et répulsion sur la Turquie mais il a surtout constitué une menace. Pourtant, jusqu'au siège de Vienne en 1670, ce sont les Turcs qui inquiétaient et fascinaient les puissances européennes. Avec l'affaiblissement de l'Empire ottoman, cette inquiétude et cette fascination ont diminué et se sont transformées en une forme de mépris.

Le contexte géopolitique de la formation de l'Etat en Turquie

Au 18ème siècle, la situation géopolitique au Moyen Orient se trouve bouleversée par le développement des grands empires coloniaux. L'Empire russe est alors en pleine phase d'expansion vers le sud et les mers chaudes. Il exerce une formidable pression sur les provinces ottomanes de Crimée et des Balkans. Cette pression est relayée par l'idéologie de défense de l'orthodoxie qui se met en place à Moscou : les Russes se doivent de protéger les nombreuses minorités orthodoxes de l'Empire ottoman. Istanbul ne peut faire face aux armées tsaristes

et se rend compte de sa faiblesse. D'autre part, les puissances de l'Europe de l'ouest prennent pied dans les provinces arabes de l'Europe ottomane. La France ouvre la marche avec l'expédition de Bonaparte en Egypte. Dans ses travaux, Henry Laurens a magnifiquement montré l'impact de l'expédition française sur les terres de Pharaon[iii]. La modernité révolutionnaire constitue un choc pour les populations musulmanes qui doivent apprendre à se situer par rapport à elle. Les principales idéologies qui structureront l'espace politique moyen-oriental sont à comprendre comme une tentative de réponse aux défis posés par le formidable développement des puissances européennes. Ces dernières commencent à exercer leur domination sur des territoires musulmans qui jusqu'ici étaient indépendants. Cet épisode de la légende napoléonienne contribue aussi à l'intégration de l'Empire ottoman dans le jeu des puissances européennes ; il devient ce « vieil homme malade de l'Europe » sur lequel se penchent les grandes chancelleries européennes.

Les provinces balkaniques ne sont pas en reste, elles qui forment le cœur de l'Empire en fournissant les plus grands serviteurs de l'Etat et les plus gros contingents de l'armée. Elles sont touchées par les idées nouvelles de la Révolution française. De part les contacts liés à leur intense activité commerciale, les Grecs sont les premiers à s'enthousiasmer pour les idées de liberté et de nation. Ces idées si mobilisatrices sont portées par l'intelligentsia et les classes montantes qui remettent en cause la domination de la Sublime Porte. Ils parviennent à mobiliser la population qui se soulève contre le pouvoir ottoman. Grâce à l'appui des puissances occidentales incitées par leurs opinions publiques naissantes à intervenir, les insurgés grecs obtiennent l'indépendance en 1830. Les Bulgares et les Serbes reprendront le flambeau des luttes de libération nationale. Ces guerres qui ensanglanteront pendant un siècle les provinces européennes de l'Empire ottoman, feront basculer son centre de gravité vers l'Anatolie. Ce basculement provoque une diminution du nombre de chrétiens qui vivent sous souveraineté ottomane. Par conséquent, la religion islamique devient un trait d'union des populations de l'Empire et les sultans ottomans découvrent la carte de la solidarité musulmane. De plus, les minorités chrétiennes de l'Empire commencent à être perçues comme des ennemis de l'intérieur, prêts à s'allier aux puissances étrangères pour renverser le pouvoir ottoman.

Les représentations que l'Empire ottoman va se faire de l'Europe se mettent en place dans ce contexte difficile que l'on a pudiquement pris l'habitude d'appeler la question d'Orient. Istanbul se sait doublement menacé : de l'extérieur par des puissances européennes en pleine expansion et de l'intérieur, par les mouvements nationaux qui d'abord apparaissent dans les provinces balkaniques et se soulèvent contre Istanbul. Pour faire face à ces multiples défis où éléments de

géopolitique interne et externe s'imbriquent, les élites ottomanes prennent conscience qu'il n'est plus possible d'ignorer superbement ce qui se passe en Europe. Il est nécessaire de copier ce en quoi les Européens les surpassent.

Moderniser l'Etat pour répondre aux défis des puissances européennes

C'est sur les champs de bataille que la supériorité européenne a paru la plus évidente, surtout pour un Empire ottoman qui s'était construit grâce à ses victoires militaires. Il faut donc mettre au point une armée moderne capable de rivaliser avec celles des pays européens. Pour cela, il faut maîtriser les nouvelles techniques militaires au premier rang desquels figure l'artillerie. Pour réussir ces transferts de technologie, la Sublime porte revisite son ancienne tradition et fait venir des spécialistes occidentaux comme elle le faisait au quinzième siècle. Cependant revisiter cette ancienne tradition n'est pas suffisant pour avoir une armée capable de rivaliser avec celles des grandes puissances. L'Empire ottoman a aussi besoin d'un corps d'officiers moderne qui soit rompu aux techniques militaires les plus récentes. Pour cela, il faut tout d'abord dissoudre le corps des janissaires qui constituent un des piliers du système ottoman. Une fois cette délicate entreprise réussie^[iv], il est nécessaire de mettre en place un système éducatif où de jeunes ottomans soient formés au métier militaire. Cette formation ne se limite pas aux seules disciplines strictement militaires. La langue française est ainsi enseignée, donnant accès aux œuvres en langue française qui auront un impact majeur sur la culture politique de ces nouveaux groupes sociaux. La philosophie positiviste ou la sociologie de Durkheim trouvent un large écho en Turquie. La création d'un corps d'officiers moderne est essentielle pour comprendre la Turquie moderne. La Sublime porte offre à ce groupe social une fonction éminente dans l'Empire et les moyens de la remplir. Grâce à leur formation moderne, ils se frottent aux nouvelles idées politiques venues d'Occident. En retour, les officiers se dévouent corps et âme à l'Etat : ils sont créés par et pour l'Etat. En Turquie, chaque fois que ce dernier sera en péril, les officiers se sentiront le devoir de tout faire pour le sauver.

La trame historique qui vient d'être décrite court tout au long du 19ème siècle. Face à des menaces intérieures et extérieures qui se rapprochent de plus en plus, le pouvoir ottoman sait qu'il n'a pas d'autre alternative que de se moderniser. Cette modernisation, appelée les Tanzimat, est imposée par le haut : elle répond au modèle du despote éclairé. D'abord circonscrite au domaine militaire, elle touche de proche en proche l'ensemble de la société ottomane et impulsent des éléments de modernité dans les structures sociales. Elle n'est évidemment pas rectiligne et de nombreux groupes sociaux s'y opposeront estimant que cette

modernisation leur nuit.

Sauver l'Etat sur les décombres de l'Empire ottoman

L'histoire de la Turquie prend un tour tragique pendant la Première Guerre mondiale qui joue un rôle d'accélérateur de l'histoire. Engagé au côté des Empires centraux, l'Empire ottoman ne survivra pas à la défaite. Alors que les principales minorités de l'Empire ont déjà acquis une conscience nationale, la population turque reste quelque peu en retrait, en dépit de l'apparition d'une intelligentsia nationaliste. Cette dernière parvient au pouvoir au sein du Comité Union et Progrès. Il réussit à écarter définitivement l'ancienne élite ottomane. François Georgeon qualifie leur pouvoir de « dictature d'une coterie[v]. » La politique ultra nationaliste du Comité Union et Progrès et les contraintes de la guerre accélèrent la décomposition de l'Empire ottoman. Sa structure multinationale implose avec l'extermination des populations arméniennes d'Anatolie, puis avec les échanges de populations grecques et turques des provinces égéennes. En plus, l'Empire ottoman paie son engagement auprès de l'Allemagne et de l'Autriche quand sonne la victoire des Alliés. Les vainqueurs se partagent un Empire aux abois : la France, l'Angleterre et l'Italie s'octroient des zones d'influence, réservent des territoires à la Grèce et créent une Arménie indépendante et un Kurdistan autonome. A la signature du traité de Sèvres qui entérine ces décisions en 1920, l'Empire ottoman est réduit à un Etat croupion, replié sur le nord du plateau anatolien.

Face à ce traité perçu comme une totale injustice se lève un groupe d'officiers avec à leur tête Mustafa Kemal qui jouit d'un prestige militaire acquis sur les champs de bataille de la Première Guerre mondiale. Il faut prendre en compte ce que peut représenter ce traité de Sèvres pour ces hommes. Confirmant la disparition de l'Etat auquel ils se sont voués, ce traité est inacceptable. C'est aussi dans ce sens qu'il faut comprendre l'aventure kémaliste. Plus qu'une seule volonté de modernisation et d'ouverture à l'Europe, elle est un formidable sursaut national. D'anciens officiers de l'armée ottomane mobilisent la population en s'appuyant sur les notables locaux pour libérer le pays. Depuis Ankara où il a établi son quartier général, Mustafa Kemal assure le leadership tant militaire que politique. Profitant de la lassitude des armées européennes, de la faiblesse de l'armée grecque et de l'impréparation arménienne, il parvient à libérer en deux ans les provinces perdues. Cette reconquête aboutit à la sanctuarisation d'un territoire qui deviendra celui de la République de Turquie. Après de difficiles négociations avec les puissances alliées, la Turquie obtient l'annulation des dispositions prises à Sèvres, au traité de Lausanne, en juillet 1923. La Turquie est reconnue comme un Etat indépendant et souverain dans les frontières héritées de

la guerre de libération nationale ; c'est de là que provient la Turquie moderne.

Créer la Turquie moderne pour rompre avec le passé ottoman

Une fois la paix conclue, Mustafa Kemal confirme cet acte de naissance par une série de réformes institutionnelles fondatrices. D'abord il supprime le sultanat et instaure une République pour rompre avec le passé ottoman. Cette rupture est renforcée par l'abolition du califat en 1924. Elle met fin à la légitimité religieuse ottomane à dominer le monde musulman. Ces bouleversements institutionnels sont suivis de toute une série de réformes audacieuses qui veulent arrimer la Turquie au monde moderne : suppression des écoles et tribunaux religieux, adoption des codes juridiques européens, interdiction du port de l'habit traditionnel, instauration de l'alphabet latin au détriment des lettres arabes, promotion du rôle de la femme. Ces réformes se doublent de la mise en place d'un nationalisme qui exalte les valeurs anté islamiques des Turcs et fait de l'Anatolie leur sanctuaire originel. L'appel à la prière se fait dorénavant en turc, langue dont est extirpé le maximum de termes arabes et persans. Les Hittites sont présentés comme les ancêtres des Turcs ce qui permet de légitimer l'antériorité de la présence turque en Anatolie. Par ailleurs, la religion est soumise au politique et intégrée dans l'appareil d'Etat. La direction des affaires religieuses est chargée de former, nommer et rétribuer de véritables fonctionnaires religieux et ce, avec les deniers de l'Etat. Seule l'école juridique hanafite (la plus importante en Turquie) est reconnue par la direction des affaires religieuses. Les confréries religieuses sont dissoutes et les minorités islamiques hétérodoxes non reconnues.

Ainsi une version officielle de l'histoire qui gomme la dimension pluriculturelle et pluriconfessionnelle de l'Empire ottoman se met en place. Elle se diffuse dans l'ensemble du pays grâce à l'école et à différents organismes culturels. La langue turque et le territoire anatolien tendent à se confondre pour former la nation. Symboliquement Ankara devient la capitale de la Turquie moderne. Ce transfert a une double signification : la rupture avec un passé islamique et ottoman, totalement rejeté, et le recentrage sur l'Anatolie, territoire où s'exprime la pureté originelle turque.

La décennie des années 1920 est cruciale pour comprendre la Turquie

A partir du début des années 1930, le rythme des réformes se ralentit. C'est pourquoi la décennie des années 1920 est cruciale pour comprendre la Turquie contemporaine car c'est à cette période que se mettent en place toutes ses institutions et que s'affirme la rupture avec la période ottomane. Cependant il ne

faut pas perdre de vue les fortes continuités qui existent avec la période précédente. Comme le dit Stéphane Yerasimos, « c'est la question de la souveraineté nationale qui a guidé la République kémaliste, dès avant 1921, et a fortiori à partir de 1924. Un acteur politique de premier plan, l'armée, pilier de l'Etat ottoman, et, par conséquent, de l'Etat républicain surveille la scène politique et y intervient aussi[vi]. » L'habitus de ceux qui ont fondé la République de Turquie s'est formé pendant les dernières années de la période ottomane, une période trouble où la disparition de l'Empire ottoman semblait inéluctable. Cette hypothèse était inacceptable pour ce jeune corps d'officiers formé à l'occidentale et totalement dévoué à l'Etat. C'est bien dans l'idée d'un ultime sursaut que se sont insurgés les officiers qui ont pris la tête de la guerre de libération nationale. Pour ne pas disparaître, il fallait faire face à la menace conjointe des mouvements des nationalités et aux appétits des puissances occidentales. Cet habitus est à l'origine d'une définition proprement géopolitique de la nation turque, une nation toujours menacée par les puissances extérieures et des ennemis intérieurs. Les conséquences de cette définition proprement géopolitique sont doubles. D'une part, la Turquie reconnaît les frontières issues de Lausanne comme légitimes[vii] Elle n'a jamais émis de revendications concernant les populations d'origine turques vivant en dehors de Turquie. En revanche, Ankara a toujours facilité la venue et l'intégration de ces populations sur son territoire[viii]. D'autre part, toute manifestation d'une identité collective non conforme avec le discours officiel de la République est perçue comme une menace de sécession qui justifie l'emploi de la force pour l'interdire.

2. La nation turque au service des intérêts de l'Etat

En 1938, la mort de Mustafa Kemal oblige la République à devenir conservatrice : elle se doit d'entretenir et de faire fructifier l'héritage du fondateur et père de la nation turque. En plus, la mort du Père fondateur coïncide avec le début de la Seconde Guerre mondiale. Celle-ci vient hanter une mémoire turque meurtrie. Elle incite Ankara à adopter un profil bas pour ne pas reproduire les erreurs du passé. La difficile gestion de ce lourd héritage conduit les successeurs du glorieux leader à mettre en place un dogme entourant la nation et son père fondateur, Mustafa Kemal, devenu Atatürk. Dès cette époque, toutes les décisions politiques sont interprétées à l'aune de cet héritage et de ce qu'aurait fait Mustafa Kemal dans de telles conditions. Le kémalisme tend à se substituer au nationalisme comme idéologie de la République de Turquie. Il faut avant tout éviter de détruire ce qui a été fait dans les premières années de la jeune République : les grandes réformes sont enfermées dans un reliquaire qu'il est interdit d'ouvrir.

L'épisode Menderes et le rôle de l'armée dans la vie politique turque

L'épisode Menderes est particulièrement éclairant et annonciateur de la vie politique turque de la deuxième partie du 20ème siècle. Un certain nombre de députés du parti kémaliste profite de l'ouverture au multipartisme pour créer une nouvelle formation politique, le parti libéral. Moins étatiste et plus libéral, le nouveau parti bénéficie de l'appui de la bourgeoisie d'affaires et des grands commerçants et propriétaires terriens, ainsi que d'une paysannerie rétive aux trop brutales réformes kémalistes. Adnan Menderes, qui dirige le parti démocrate est élu à la surprise générale Premier ministre en 1950. Pendant cette période marquée par un fort dynamisme de l'économie turque, le nouveau Premier ministre remet en cause certains dogmes kémalistes comme la laïcité. C'est un véritable tournant dans l'évolution du pays. La bureaucratie et l'armée kémalistes doivent apprendre à partager le pouvoir avec la bourgeoisie commerciale et les notables ruraux. Cette cohabitation n'est pas sans heurts. Surtout que pour obtenir les suffrages de l'électorat paysan, les libéraux font des concessions en matière religieuse. L'appel à la prière se fait à nouveau en arabe et non plus en turc comme l'avait voulu Mustafa Kemal. Ces remises en cause et la dérive vers un pouvoir personnel incitent l'armée à intervenir en 1960. Le gouvernement démocrate est renversé. Menderes est traduit en justice et sera exécuté avec deux autres dirigeants du parti libéral. Cet épisode inaugure une série d'interventions de l'armée dans la vie politique turque au nom de l'intérêt supérieur de la nation et de son « Père » Mustafa Kemal. Il réaffirme le rôle central qu'occupe l'armée en Turquie, que ce soit à l'époque impériale ou républicaine. Les forces militaires considèrent qu'elles ont un rôle à jouer dans la société : leur fonction n'est pas juste d'assurer la sécurité extérieure mais d'être aussi la garante de la continuité de la République de Turquie et des principes ayant présidé à sa fondation. L'intervention de l'armée dans le jeu politique devient dès lors légitime : si l'héritage est menacé par une formation politique qui ne respecte pas les principes du kémalisme, l'armée se réserve le droit de prendre le pouvoir. Elle le redistribue ensuite à un pouvoir civil censé les respecter. Ce processus, initié en 1960, s'est répété par deux fois, en 1971 et en 1980. Depuis cette date, l'armée semble s'être peu à peu désengagée du jeu politique. Elle continue de jouer un rôle décisif comme en 1997. Elle a alors su peser de tout son poids pour acculer à la démission le gouvernement islamiste de Erbakan dont la politique s'attaquait trop à la laïcité.

La nation encadrée par les structures étatiques

L'armée n'est pas la seule garante du kémalisme, toute une série d'institutions

appartenant à l'appareil d'Etat est appelée à la rescousse. Le pouvoir judiciaire occupe une place essentielle pour assurer le respect des principes fondamentaux de la République. En effet, la haute magistrature est largement dominée par l'intelligentsia kémaliste. L'article 312 du code pénal prévoit une peine de prison de plus d'un an pour toute considération ou action « visant à diviser la société selon les critères de race, de langue et de religion. » Il se révèle efficace pour lutter contre une opposition politique défendant la diversité de la société turque. Cette vision est récusée dans l'orthodoxie kémaliste qui nie cette diversité, perçue comme une menace. En mars 1997, une loi est votée qui permet à tout citoyen de se porter partie civile et d'engager une action en dommages et intérêts pour une insulte à Atatürk[ix]. Le pouvoir judiciaire n'hésite pas à intervenir sur la scène politique en faisant interdire les partis qui ne respectent pas les principes kémalistes. Plusieurs fois, les formations islamistes sont interdites et obligés à réapparaître sous une nouvelle appellation[x].

Il existe aussi des autorités administratives indépendantes chargées de veiller au respect des principes kémalistes. Les décisions qu'elles prennent vont souvent à l'encontre du respect de la liberté d'expression. Le YÖK (Conseil de l'enseignement supérieur) a pour mission, à la suite du coup d'Etat de 1980, de faire le ménage dans les universités qui avaient été un des foyers de contestation politique dans les années 1970. Chargé d'organiser l'enseignement supérieur, il vise à contrôler les universités pour éviter toute politisation des étudiants et à y promouvoir le kémalisme. Le RTÜK (le conseil supérieur de la radio et de la télévision) est chargé de contrôler les programmes en fonction des valeurs de la nation turque[xi]. En fonction de ce critère extensible à loisir, il peut interdire la diffusion d'un programme spécifique ou suspendre la diffusion d'une chaîne. Certes, ces décisions sont avant tout motivées par la protection de la jeunesse et les mœurs, mais elles peuvent aussi avoir des raisons politiques[xii].

Le rôle de l'école

Comme souvent, l'école se trouve aussi mise à contribution. Elle est chargée d'inculquer aux nouvelles générations les bases du kémalisme et le respect d'Atatürk ; le portrait du fondateur trône dans chaque salle de classe du pays. La fête de l'enfant, qui a lieu chaque 23 avril, est l'occasion de grands rassemblements dans les stades du pays. Les écoliers y présentent toujours des démonstrations gymnastiques de masse sur le modèle de celles qui avaient cours dans l'ancien bloc communiste à l'époque de la Guerre froide. Ce jour n'est qu'un exemple dans le formidable déploiement de patriotisme auquel a recours l'Etat turc. Plusieurs jours fériés commémorent annuellement les dates importantes de la fondation de la République. Elles doivent être l'occasion de grandes

démonstrations de l'attachement de la population au régime. Ces manifestations peuvent prendre un tour exceptionnel comme la célébration du 75ème anniversaire de la fondation de la République de Turquie. Avec près de 4 500 évènements recensés dans tout le pays[xiii], elle apparaît comme un véritable morceau de bravoure en la matière. Cette omniprésence des références à la nation et à son fondateur dans l'espace public véhicule sans relâche la vulgate kémaliste et incite tout un chacun à participer à sa promotion. Par exemple, il peut être assez mal vu de ne pas s'immobiliser le 10 novembre à neuf heures moins cinq en l'honneur de la mort de Mustafa Kemal. Ce geste peut être interprété comme un manque de respect à la personne d'Atatürk. Tous ces rituels rythmant la vie quotidienne poussent à toujours penser et agir en fonction de cette référence indépassable au Père de la nation : cela peut tout aussi bien être en opposition qu'en accord, mais toujours en fonction.

La difficile gestion de l'héritage kémaliste

Pour Etienne Copeaux, tout cet héritage kémaliste s'est sédimenté en ce qu'il a appelé le consensus obligatoire. Il le définit comme « un ensemble d'opinions, de jugements, de comportements publics exigés du citoyen, à propos de certaines valeurs (le kémalisme et ses principes), de certains faits ou évènements du présent (la guerre du Kurdistan, la présence de l'armée turque à Chypre) ou du passé (le génocide des Arméniens), de certaines institutions (le contrôle de l'armée sur le gouvernement)[xiv]. » Devant rassembler tous les Turcs autour de sujets sur lesquels il est impossible de transiger, le consensus obligatoire permet au pouvoir de justifier son action sans avoir à affronter la critique car il se situe dans la continuité des principes du kémalisme, au premier rang desquels figure le nationalisme. Le consensus obligatoire est la conséquence de la volonté de Mustafa Kemal d'incarner la nation turque et ses vertus. Certes, tout Etat qui s'attribue une nation, surtout s'il est jeune a besoin de grandes figures patriotiques autour desquelles le peuple puisse se rassembler. Mais la période de la fondation de la République exerce un magistère moral difficile à dépasser sur la vie politique et culturelle en Turquie, elle sert de référence cardinale. Or, c'est à cette époque que les représentations liées à la nation turque se mettent en place, que se définissent les éléments censés menacer la Turquie, des éléments sur lesquels il ne faudrait jamais transiger. Les thèmes qu'évoque Etienne Copeaux dans sa définition sont bien ceux sur lesquels bute la candidature turque : la question de Chypre, le problème kurde, le génocide arménien ou la place de l'armée dans le système politique. Pour y trouver des solutions, la Turquie a besoin de se retourner sur son passé pour sortir de ce complexe de Sèvres. Les menaces impérieuses auxquelles a fait face la génération de Mustafa Kemal n'existent plus. Aujourd'hui la Turquie est un Etat respecté sur la scène

régionale. En revanche, il fait face à un défi formidable, celui de l'intégration à l'Union européenne. Pour être relevé, ce défi suppose la prise en compte du contexte de formation de l'Etat et de la nation en Turquie afin de permettre leur dépassement.

Conclusion

Le contexte de formation de l'Etat moderne en Turquie éclaire nombre des problèmes soulevés par la candidature turque à l'Union européenne quant au respect de l'Etat de droit ou à la reconnaissance des droits des minorités. L'omniprésence de l'armée dans l'appareil d'Etat et le rôle de dernier rempart de la nation qu'elle s'est attribuée, sont des héritages de l'Empire ottoman. La reconnaissance d'une pluralité ethnique et religieuse, demandée par Bruxelles, est rendue difficile par les réflexes nationalistes qui, à chaque fois, conduisent à rejouer le drame de Sèvres. Ces spécificités liées à l'histoire de l'Etat en Turquie s'accommodent assez mal avec le projet européen de dépassement de l'Etat-nation. En plus, les milieux nationalistes qui se trouvent dans l'appareil d'Etat voient d'un mauvais œil les réformes imposées par Bruxelles. A chaque fois, elles limitent leur champ de compétences. Sans pouvoir le clamer ouvertement, les tenants du kémalisme sont loin d'être aussi pro-européens qu'il n'y paraît. Cette Europe signifie pour eux la fin de leur domination sur l'appareil d'Etat et de leur prétention à définir seuls l'intérêt national.

Néanmoins, depuis le coup d'Etat de 1980, différentes mobilisations sociales ont mis à mal la prétention hégémonique de l'Etat à définir la nation. En 2006, la nation n'est plus seulement l'apanage des kémalistes, elle est aussi revendiquée par d'autres acteurs[xv]. Cette extension s'est accompagnée d'un reflux idéologique qui a vidé la nation turque d'une partie de sa substance et de sa capacité de mobilisation politique. Le nationalisme qui, au 20ème siècle, a été la principale force de mobilisation politique est devenu une idéologie refuge. Il peut permettre à différents milieux sociaux d'exprimer leur crainte de voir leur place dans la société menacée par les évolutions de la Turquie contemporaine. Il est donc capable de mobiliser par défaut. A bien des égards, ces évolutions soulignent l'héritage jacobin que la Turquie a reçu de la France. La gestion de cet héritage est un enjeu crucial pour la Turquie d'aujourd'hui. Elle a besoin de reposer les termes de son contrat social pour inclure la population dans sa diversité et que l'Etat renonce à ses prétentions à l'hégémonie. La perspective d'adhésion à l'Union européenne peut inciter et aiguiller la Turquie dans cette difficile entreprise.

Copyright 20 février 2006-Riaux / www.diploweb.com

Notes de l'article

[i] Alexandre del Valle, *La Turquie dans l'Europe : un cheval de Troie islamiste*, Syrtes, Paris, 2004 et Emmanuel Razavi et Alexandre del Valle, *Le dilemme turc : ou les vrais enjeux de la candidature d'Ankara*, Syrtes, Paris, 2005.

[ii] Jean-François Pérouse, « Reposer la question kurde » in Semih Vaner, *La Turquie*, Fayard, Paris, 2005, p. 387.

[iii] Henry Laurens, *L'Orient arabe. Arabisme et islamisme 1798 à 1945. Le Royaume impossible. La France et la genèse du monde arabe*

[iv] Refusant de se plier aux nouveaux règlements militaires, les janissaires se révoltent en 1826. Mahmoud qui dispose de l'appui des ulama en profite pour dissoudre le corps des janissaires et les fait massacrer.

[v] François Georgeon, « La mort d'un Empire (1908-1923) in Robert Mantran, *Histoire de l'Empire ottoman*, Paris, Fayard, 1989, p. 617.

[vi] Stéphane Yerasimos, « L'obsession territoriale ou la douleur des membres fantômes », dans Semih Vaner, *op. cit.*, p. 44.

[vii] La question de la province de Mossoul et du sandjak d'Alexandrette ne sont pas abordés dans cet article.

[viii] La Turquie a massivement accueilli des Turcs de nationalité bulgare à la fin des années 80 qui fuyaient les politiques discriminatoires de Jivkov et la misère.

[ix] Radikal, 27/03/97.

[x] Ce fut le cas en 1972, 1980 et 1998.

[xi] www.rtuk.org.tr/rtuk.htm

[xii] En mai 2003, la chaîne Mesaj de Bursa a été suspendue pour des propos jugés non-conformes avec le principe de laïcité.

[xiii] Nicolas Monceau, « The 75th anniversary of the Republic of Turkey and the 700th anniversary of the Foundation of the Ottoman State », in S. Yerasimos, G. Seufert, K. Vorhoff, *Civil Society in the Grip of Nationalism*, IFEA, Paris, 2000, p. 289.

[xiv] Etienne Copeaux, « Le consensus obligatoire », in Isabelle Rigoni (dir.) *Turquie : les mille visages*, Paris, Editions Syllepse, 2000, p. 90.

[xv] Yerasimos Seufert

[Retour au Sommaire](#)

The Greco-Turkish dispute over the Aegean Sea : a possible solution ?

vendredi 10 avril 2009, par *Didier ORTOLLAND*

L'auteur :

Didier Ortolland is Coordinator of the Geopolitical Atlas of Maritime Spaces ; he writes here in a personal capacity

The evolution of the Law of the Sea, which gives countries new spaces of sovereignty and areas of jurisdiction without specifying their delimitation, is the source of the dispute between Greece and Turkey in the Aegean Sea. This article sets out possible solutions for the delimitation of territorial waters, the continental shelf and exclusive economic zones with reference to the established related jurisprudence and the practice of the states, while taking into consideration the equity and security requirements of both countries.

As part of its strategy of geopolitical synergy, www.diploweb.com is pleased to present this article, which first appeared in *Défense nationale et sécurité collective*, February 2009, pp. 74-87.

IN THE course of the last 40 years, Greece and Turkey have found themselves on the brink of war because of their basic opposition concerning the exercise of sovereignty on the waters of the Aegean Sea. Historical factors weigh heavily : Turkey lost most of its European territories in the nineteenth and twentieth centuries (see map), while Greece maintained cultural hegemony over the area as well as the shoreline of Anatolia since ancient times : Constantinople fell into the hands of the Ottomans five centuries earlier (1453) but the Greek populations remained until recently on the eastern bank of the Aegean Sea. The Treaty of Lausanne dated 24 July 1923 led to the flight of 1.3 million Greeks from the regions of Smyrna and Eastern Thrace, and of 400,000 Muslims who left Western Thrace to settle in Turkey. There are two opposing historical realities coupled with resentment.

The territorial division resulting from the Treaty of Lausanne [1]and the Treaty of Paris of 10 February 1947 [2]seemed relatively stable ; Greece logically had almost all of the islands of the Aegean Sea, populated by Greeks since ancient

times. However, the evolution of international law, following the Second World War, and particularly after 1958, [3] has hampered the status quo.



Greece's borders since 1830

In effect, the Greek islands are scattered all over the Aegean Sea, reaching the coast of Turkey ; particularly in the case of Lesbos, Chios, Kos, Rhodes and Samos. Some smaller islands are even closer, such as Megisti (Castellorizo) located towards the south-east only 1,300 m from the Turkish coast. This situation has become very complicated with the evolution of the Law of the Sea.

The Law of the Sea and the Greco-Turkish dispute

The evolution of the Law of the Sea is at the source of the Greco-Turkish dispute in the Aegean Sea. The exercise of sovereignty of the coastal states on the waters situated beyond their territory has been accepted since the eighteenth century ; this territorial sea was at the time limited to 3 nautical miles (n miles). With technological progress, the states felt the need to enlarge their waters to ensure security and to exploit the marine and subsoil resources. This extension of areas under sovereignty (territorial waters) and under jurisdiction (continental shelf and exclusive economic zone) is the source of many disputes, including those of the Aegean Sea. Due to the difference between states giving greater importance to free navigation and those concerned foremost about their security or the exploitation of marine resources beyond their territory, the 1958 Convention on the Territorial Sea and the Contiguous Zone said nothing about the maximum breadth of the territorial waters. Some countries have meanwhile decided to extend it to 12 n miles ; it has been the case for France since 1971. The exploitation of hydrocarbons of the continental shelf, beyond territorial waters, developed rapidly. The Convention on the Continental Shelf of 29 April 1958 recognized this right. Finally, the concept of exclusive economic zone (EEZ) which allows the exercise of jurisdiction over 200 n miles was to be acknowledged by the United Nations Convention on the Law of the Sea concluded at Montego Bay

in December 1982. Many countries did not wait for the signing of the Convention to establish EEZs beforehand ; France did so in 1976. These developments disturbed the relative stability of the Aegean Sea respected since the end of the Second World War and raised a controversy regarding territorial waters and the continental shelf.

Territorial waters

Greece has extended its territorial waters to 6 n miles by an Act of September 1936. Greek territorial waters thus cover 43.5 per cent of the Aegean Sea while Turkish territorial waters represent only 7.5 per cent. If the territorial waters of the two countries were brought to 12 n miles, 71.5 per cent of the Aegean Sea would be under Greek sovereignty and 8.7 per cent Turkish. The area of high sea would be reduced from 49 per cent to 19.7 per cent. If the two countries established EEZs, the remaining space (19.7 per cent) would fall entirely under the jurisdiction of Athens. [4] This explains why Turkey has always exerted pressure on its neighbour, claiming that the enlargement of Greek territorial waters to 12 n miles would represent a *casus belli*. The Turkish Parliament endorsed this stance with a resolution adopted in June 1995, shortly after Greece's ratification of the Montego Bay Convention. The difficulty arises from the fact that, under the Convention, 'ships of all States, whether coastal or land-locked, enjoy right of innocent passage' in the territorial waters of another state. This right involves restrictions for military vessels and submarines (which are required to navigate on the surface) and could be regulated by the coastal state. If the Greek territorial waters were extended to 12 n miles in the Aegean Sea, Turkish warships coming from the Bosphorus or from Izmir would be subject to the limitations of the 'right of innocent passage' or even to regulations adopted by Athens to link the central Mediterranean Sea.

The continental shelf

In November 1973, the Turkish government allotted fuel research zones to the Turkish State Petroleum Company in the area located between the Greek islands of Lesbos, Skiros, Limnos and west of Samothrace. In July 1974, it further issued new permits extending this zone to the West and claimed a new narrow portion of the continental shelf located between the Greek islands of the Dodecanese and the Cyclades. Greece strongly protested against these two decisions. Turkey nevertheless sent oceanographic vessels to the contested area : the *Candarli* in May-June 1974, and also the *Sismik I*, in August 1976, whose mission brought the two countries to the brink of armed conflict. Their positions could then be summarized as follows :

. *For Greece*, international law, and specially the Convention on the Continental

Shelf, gives the islands the right to exercise jurisdiction on their continental shelf and specifies that the continental shelf between two countries must be defined on a median line basis. [5] Thus, each of the islands of the Aegean Sea has its continental shelf, and the frontiers with Turkey should be defined on the basis of the median line.

. *For Turkey*, the Greek islands do not have rights to exert jurisdiction on the continental shelf, as they are located on the Turkish continental shelf. The 'special circumstances' mentioned by the Convention on the Continental Shelf (Art. 6.2) justify in this case the non-application of the median line method.

Noting that the different positions were leading nowhere, Greece submitted the controversy to the International Court of Justice (ICJ) in August 1976 but Turkey refused to recognize the jurisdiction of the Court, which in the end declared itself incompetent. [6] Since then, the maritime issue has remained and has been aggravated by territorial arguments. [7] International law has, however, evolved, affecting the position of the countries and adding to the controversy. The Montego Bay Convention reinforced the position of Greece in specifying that the coastal states could extend the area of their territorial waters to 12 n miles, while strengthening the Turkish position by removing any reference to the median line in the delimitation of the continental shelf. In effect, according to the Convention, the delimitation of the territorial waters as well as the EEZ 'shall be effected by agreement, on the basis of international law . . . in order to achieve an equitable solution.' (Arts. 74 and 83) Turkey is one of the rare states that have refused to sign the Convention because it refuses the possibility of extending the width of territorial waters to 12 n miles. The Convention cannot therefore be applied to Turkey, in theory, but jurisprudence tends more and more to consider that its principal provisions belong nevertheless to customary law.

Jurisprudence and maritime spaces

Jurisprudence fills the gaps in the Law of the Sea Convention on the delimitation of maritime spaces. The silence of the Convention on the methods of delimiting maritime spaces has been progressively covered by the jurisprudence of the ICJ, which has established applicable principles ; the Court has thus defined the notions of equidistance/special circumstances for the delimitation of the territorial sea, and of equitable principles/pertinent circumstances for the continental shelf and the EEZ, which involves—to simplify matters—tracing a provisional median line to check if the result is equitable. Considering the many special circumstances presented by the Aegean Sea, one may suppose that the result in this case would not be equitable. Several decisions regarding contentious cases highlight useful guidelines for the delimitation of the maritime

spaces. [8]

. *The decision of February 1969* on the continental shelf of the North Sea underlines the right of each state to benefit from the entire continental shelf which 'represents the natural extension of its territory under the sea'. It has also specified that there should be a reasonable relation between the extent of the zones belonging to each state and the length of its shoreline (proportionality criterion).

. *The decision of June 1977* on the continental shelf of the English Channel and the Channel Islands specified that the principle of the natural extension of territory did not have an absolute value and could be restricted in particular circumstances, which resulted in limiting the maritime space of the Channel Islands to 12 n miles embedded within the French continental shelf.

. *The decision of June 1993* regarding the maritime delimitation between Greenland and the Norwegian island of Jan Mayen specified that a substantial disproportion between the length of the coast and the allotted maritime surface justifies a correction of the equidistance method.

The applicable law and jurisprudence developed in recent years may thus determine the main principles in delimiting the maritime space of the Aegean Sea, while taking into consideration the fundamental concerns of the two states (equity, security).

The delimitation of territorial waters

The Montego Bay Convention stipulates that 'every State has the right to establish the breadth of its territorial sea up to a limit not exceeding 12 n miles. . .'. If international law does not impose a restriction to this rule, some states have meanwhile decided to limit the breadth of their territorial waters to allow a high sea passage between their territorial waters : Japan has voluntarily limited its territorial sea to 3 n miles to avoid territorializing its straits ; the same goes for Estonia and Finland to allow the Russian fleet access to St Petersburg within international waters without having to transit through territorial waters of its neighbours, [9] thus avoiding the regime of 'innocent passage'. Given a territorial sea limited to 6 n miles, Turkey actually has access to the Turkish straits from the Mediterranean through international waters ; the port of Izmir is likewise accessible without passing through Greek waters. With the extension of the territorial waters to 12 n miles, the territorial waters of the Cyclades and the Dodecanese would be connected, and Turkey would be obliged to pass through Greek waters to reach Istanbul. However, a narrow zone of high seas remains between Chios and Lesbos to reach Izmir.



A possible delemitation of Aegean waters

A solution to the dispute in the Aegean Sea could be based on the voluntary restriction by Greece of the breadth of its territorial waters in areas sensitive for navigation (in particular between the Cyclades and the Dodecanese, between Lesbos and Chios, between Antipsara and Kalogeri, and between Rhodes and Karpathos) in order to maintain a high sea corridor of 3 to 5 n miles wide, whose use could be regulated for commercial ships [10] and totally free for military vessels. In all other areas, Greece may extend its territorial waters to 12 n miles. [11] There are overlapping cases when coasts are adjacent or are facing each other and the space between them is less than 24 n miles. In this case, the Law of the Sea Convention proposes the application of the principle of equidistance except where historical titles or special circumstances [12] are involved. That is the case for the Greek islands facing the Turkish coast, particularly Lesbos, Samos, Chios and the Dodecanese islands including Rhodes, as well as—more to the East—the island of Megisti (Castellorizo) situated in front of the Turkish city of Kas. The two countries seem to agree on this point.

Delimitation of the continental shelf

This begins where the territorial waters end, so its extent is based on the breadth of the territorial waters, whether this is 3, 6 or 12 n miles. The Turkish claims (made in 1973 and 1974) begin beyond 6 n miles of the territorial waters of Greece, but since that date international law (Montego Bay Convention) accepts a maximal breadth of 12 n miles without restriction. There are four zones, with different characteristics :

. *North of the Aegean Sea* : there is an area of high sea beyond 12 n miles measured from the islands of Limnos, Hagios Eustratos, Lesbos, Scyros and Psara. Turkey could claim the entire zone on the basis of the decision of June 1977 (the Channel Islands 'landlocked' within the French continental shelf) but Greece could assert that the circumstances are different, since the space is much

more limited than in the Channel or the Bay of Granville. The creation of a Joint Development Area [13] could partly satisfy the claims of both parties, determination of the sharing of benefits being the most delicate aspect. [14] Jurisdiction on the continental shelf may be distinct from jurisdiction on the water column (EEZ).

. *Central Zone* (off the Gulf of Kusadasi) : the proposals for the Northern Zone could apply to the area beyond 12 n miles of each country (creation of a Joint Development Area-see map).

. *Southern Zone* (between the Cyclades and Dodecanese) : Turkey claims a narrow space starting at 6 n miles from the Cyclades and Dodecanese. The implementation of 12 n miles in this area would leave small pockets of non-exploitable high seas that the principle of equity seems to allot to Greece, the total freedom of navigation for warships being guaranteed in this zone by the creation of an international corridor 3 to 5 n miles wide.

. *Area between Rhodes and Megisti* : the right of these two islands to territorial waters of 12 n miles cannot be questioned, the maritime space being large enough. The assignment of jurisdiction on the continental shelf and the water column (EEZ) is, however, debatable for Megisti because of the disproportional length of the coastline. [15] This disproportion is less obvious in the case of Rhodes but, due to its location, the full application of the median line for the delimitation of the continental shelf and of the EEZ could be unfair for Turkey and could justify a limited application for Rhodes.

The exclusive economic zone

Greece could freely extend its EEZ in all other areas of the Aegean Sea situated beyond 12 n miles. One may also consider separating the exercise of jurisdiction on the continental shelf from that of the EEZ. The jurisprudence on the 'natural extension of the territory under the sea' being applicable only to the continental shelf, Greece might claim jurisdiction on the water column above the Joint Development Areas. However, the delimitation in the Mediterranean (south-east of Rhodes) should follow that of the continental shelf. [16] The international corridor could be given an international status but some competences such as anti-pollution control of commercial ships could be given either to Greece, since this corridor touches on its 12 n miles, or to both countries, or to another entity to be determined.

The Contiguous Zone

A coastal state may carry out checks to 'prevent infringements of its customs, fiscal, immigration or sanitary laws and regulations within its territory or

territorial sea' in an area of 24 n miles measured from its baselines, that is to say up to 12 n miles outside the external limit of its territorial waters. In the Aegean Sea the two states could exercise this right within the limits fixed above, with the exception of the Joint Development Areas and the corridor.

In 1993 the European Council determined the so-called 'Copenhagen criteria', making it possible to evaluate Turkey's progress in preparation for membership. These criteria included in particular 'its determination to solve eventual border controversy in conformity with the principle of peaceful settlement of disputes as stipulated in the United Nations Charter, including, if applicable, the recognition of the authority of the International Court of Justice.' The framework of negotiations, determined by the Intergovernmental Conference of 3 October 2005, opened following the decision to begin negotiations in December 2004, confirms these criteria. It is also specified that during the period prior to possible membership, Turkey shall progressively align its positions with those of the EU in international organizations, which logically implies its adherence to the Montego Bay Convention.

This is a difficult element in the negotiations of which we cannot foresee the outcome. Turkey's membership of the EU would imply a radical change in its conceptions with regard the Law of the Sea and its recognition of the authority of the International Court of Justice. The jurisprudence of the Court is not necessarily against the positions of Ankara, particularly on the continental shelf, but Turkey should drop its claims regarding the breadth of territorial waters. Another solution would involve voluntary arrangements of this rule in the context of a bilateral agreement or an ad hoc arbitration after determination of mutually agreed parameters which might take into account the suggestions made in this article.

Copyright February 2009-Ortolland/Défense nationale et sécurité collective.

Défense nationale et sécurité collective is a publication whose purpose is to tackle all—national and international—political, economic, social and scientific issues by considering them from the viewpoint of defence. This specific aspect enabled it to outlive WW II and later on all the crises, hardships and regime changes that followed. Its readers in France all still share a common interest in defence and security, despite any differences in opinion, origins or political sensitivity. [See](#)

Notes

[1] The Treaty of Lausanne of 24 July 1923 questioned the Treaty of Sèvres of

10 August 1920 which had amputated the former Ottoman Empire of its Arab provinces, Anatolian Armenia and Eastern Thrace and the region of Smyrna (Izmir). After Lausanne, the Arab regions of the Middle East remained under the mandate of France and the United Kingdom, but Turkey received the region of Smyrna and Eastern Thrace.

[2] The Dodecanese islands (Rhodes and neighbouring islands) were ceded by Turkey to Italy by the Treaty of London in May 1913. The Treaty of Paris of 10 February 1947 placed the islands under the sovereignty of Athens.

[3] Adoption of the Convention on the Continental Shelf and the Convention on the Territorial Sea and the Contiguous Zone.

[4] The issue on the size of territorial waters has consequences on the airspace, which in general covers the territorial waters. Athens considers that its airspace measures 10 n miles wide around its territory but Ankara only recognizes 6 n miles. A number of incidents have taken place during control operations of the airspace. Two Greek and Turkish fighter aircraft collided in May 2006.

[5] Article 6.2 of the Convention on the Continental Shelf dated 29 April 1958.

[6] Decision of 19 December 1978 : the International Court of Justice declared itself incompetent considering reservations of Greece on the jurisdiction of the International Permanent Court of Justice (which had preceded the ICJ) for the 'issues related to the territorial status of Greece'.

[7] Turkey claims in effect that Greece can exercise sovereignty only on the islands that have been nominally ceded by the Treaties and questions the sovereignty of Athens on the islet of Imia/Kardak and on the island of Gavdos. This claim was formulated only in 1995.

[8] See in particular Didier Ortolland and Jean-Pierre Pirat, *Atlas Géopolitique des espaces maritimes* (Courbevoie : Technip, 2008).

[9] It is also the case of Sweden and Denmark for the Danish straits and of Chile for the strait of Le Maire.

[10] The trade of hydrocarbon raises the risk to the environment : importance of the transit via Bosphorus (70 million tons per year) and the forthcoming opening of the Bourgas-Alexandroupolis pipeline, which will allow the transport of 35 million tons more starting in 2009 and 50 million tons thereafter.

[11] It is worth noting that Turkey, is not against the principle of a 12 n miles width, as it applies it in the Mediterranean Sea, off Cyprus.

[12] Montego Bay Convention, Art. 15.

[13] Turkey had suggested recourse to this type of arrangement in the 1970s.

[14] There is no rule in this matter ; many agreements provide for an equal, others an unequal, sharing of revenues.

[15] The surface area of Megisti is only 12 sq. km and the island has 430 inhabitants ; the ratio of the length of the coastline is favourable to Turkey.

[16] Turkey, which protested in March 2004 against the negotiation of an agreement on the maritime delimitation between Egypt and Cyprus, seems to claim an area reaching beyond the equidistant in the area.

[Retour au Sommaire](#)

Le dilemme turc de l'Europe communautaire

vendredi 25 décembre 2009, par *Jean DUFOURCO*

L'auteur :

Contre-amiral (2ème section). Rédacteur en chef de la revue *Défense nationale*

L'auteur étudie deux avenir possibles de l'Union européenne, avec ou sans la Turquie.

ON développe facilement le paradoxe suivant : les Européens ne souhaitent pas l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne mais la jugent inéluctable ; les Turcs veulent l'adhésion mais l'estiment impossible.

Magie de la formule mais approximation politique qui masque une dynamique décisive, celle d'une Union européenne qui dispose d'un pouvoir intégrateur considérable pour transformer les Etats candidats. La réalité est en fait bien simple, la clef de l'adhésion réside d'abord et avant tout dans la capacité des Turcs à adapter suffisamment la Turquie aux exigences de l'acquis communautaire des 27 autres Etats de l'Union européenne. Elle ne dépend pas, comme certains le pensent, de la capacité des Européens à adapter les critères d'adhésion à la nécessité stratégique d'intégrer la Turquie dans l'Union européenne.

Quelle nécessité d'ailleurs ? On en voit bien les inconvénients mais bien malin celui qui saurait énumérer les avantages, politiques, économiques et sociaux d'intégrer la Turquie dans l'Union. Les 75 millions de Turcs ne sont-ils pas déjà des partenaires à part entière des 500 millions d'Européens ? Difficile aussi de prétendre que la Turquie est la bordure ultime, la porte orientale de l'Europe politique et géographique alors que sa diplomatie révèle brillamment tous les jours la vraie nature géostratégique de la Turquie : tampon et plaque tournante régionale, centre de gravité et d'arbitrage intercontinental branché sur Moscou, Kiev, Tbilissi, Erevan, Damas, Jérusalem ...

Alors où est le vrai paradoxe de l'adhésion turque ? De fait les négociations d'adhésion ont ouvert en Turquie de nombreux chantiers politiques, économiques, juridiques et sociaux qui agissent comme de puissants facteurs de modernisation. Mais il y a sans doute une limite politique à la transformation de la Turquie en un Etat européen standard, une limite que le président B. Obama tout à sa vision

stratégique n'a pas vue en voulant forcer les négociations, une limite que les partis et les syndicats turcs ont eux bien évaluée et qui explique le pessimisme ambiant. Il y a sans doute également une limite à l'indéfinition des frontières de l'Europe communautaire, une limite qui gêne moins les puissances maritimes comme le Royaume-Uni ou les Etats-Unis que les puissances continentales comme la France, l'Allemagne ou la Russie, familières des aléas des frontières terrestres.

D'où cette tension qui ne s'apaise pas autour de l'adhésion turque. Le vrai paradoxe, c'est que la mécanique d'adhésion a délégué au peuple turc le soin de définir le format géopolitique de l'Union européenne. La construction européenne qui n'a pas su se renforcer suffisamment avant de s'élargir dans la précipitation de la fin de la Guerre froide est aujourd'hui placée devant un dilemme qu'elle ne maîtrise pas, faute d'en avoir maîtrisé à temps le processus.

Soit le peuple turc accepte tant bien que mal la modernisation que ses dirigeants lui imposent et ce, d'autant plus que sous la pression anglo-américaine les critères pertinents auront été ajustés. Soit les dirigeants turcs jettent progressivement l'éponge et choisissent une autre voie, une voie de puissance régionale d'équilibre entre Asie et Europe. L'histoire n'est pas écrite et nul ne peut prédire de quel côté la Turquie va pencher. Ce qui est sûr, c'est que du choix turc dépendra pour longtemps le profil de l'Union européenne. Mais là un autre paradoxe apparaît qui pourra troubler plus d'un Européen dans ses convictions, c'est qu'à l'analyse, ces deux voies dessinent sans doute des types d'Union européenne également viables, bien différents certes mais également stables et prospères.

Deux avatars possibles

Tentons d'esquisser ces deux avatars possibles de l'Union européenne. Après une Turquie qui aura su s'intégrer, viendra automatiquement une Ukraine que la négociation d'adhésion consolidera et sauvera de la partition, avec elle, la Moldavie qui pourra se normaliser, et la Transcaucasie suivra naturellement. L'ensemble ainsi formé ayant retrouvé son homogénéité géographique aura du pour s'unifier s'articuler en profondeur avec la fédération de Russie et l'ensemble slave voisin réalisant ce club européen de l'Atlantique à l'Oural qu'aimait évoquer le général de Gaulle. De même, la nouvelle polarité turque de l'Union européenne donnera une nouvelle chance à l'intégration méditerranéenne et particulièrement à celle de l'Afrique du Nord qui pourra bénéficier d'un partenariat avancé avec l'Union européenne. Qui ne voit l'avantage d'une telle dynamique d'intégration souple de près d'un milliard d'habitants dans une planète mondialisée de 9 milliards d'humains ?

Une Turquie forcée de s'arrêter à la limite politique acceptable de l'effort d'intégration resterait dans la cour de l'Union européenne. Une Union européenne qui se stabiliserait alors sur un ensemble homogène de 500 millions d'habitants reliés par la continuité territoriale, historique et culturelle, une Europe constituée comme une famille élargie. Une Union européenne aux frontières arrêtées qui devrait constituer des partenariats de voisinage stratégique avec les mondes slave et arabo-musulman, voisinage que la plaque tournante turque permettrait d'articuler entre eux. Qui ne voit que cette version permet une intégration plus profonde, politique, économique et sociale et crée les conditions d'un solide pôle occidental européen ?

L'histoire reste à écrire et le dilemme turc de l'Union européenne n'est pas ce cauchemar que l'on dit.

Copyright décembre 2009-Dufourcq

Plus :

Tancredi Josseran, "Turquie : repenser l'Empire La nouvelle politique étrangère turque", publié le 16 septembre 2011 sur ce site [Voir](#)

[Retour au Sommaire](#)

UE : Candidature turque

mardi 1er juin 2010, par *Pierre VERLUISE*

L'auteur :

Docteur en Géopolitique de l'Université Paris-Sorbonne. Directeur du *diploweb.com*. *Distinguished Professor* à GEM. Chercheur associé à la Chaire Raoul Dandurand (UQAM, Canada). Co-auteur de *Géopolitique de l'Europe*, Paris, Sedes.

Géopolitique de l'Union européenne et de ses frontières. Dans le cadre de sa candidature à l'UE, que nous enseignent l'économie et la démographie sur la Turquie d'aujourd'hui et de demain ?

ECONOMIE : QUEL RYTHME DE « RATTRAPAGE » ?

Avec un territoire de 784 000 km carrés [1], la Turquie possède une superficie 1,42 fois supérieure à celle de la France, le plus étendu des pays membres de l'UE-27.

La production de richesse est inégalement répartie sur le territoire turc. Pour simplifier, la moitié occidentale est plus riche que la moitié orientale.

42 % du PIB par habitant en SPA de l'UE-27

Comment se situe l'économie turque par rapport à la moyenne de l'Union européenne ?

L'*Annuaire Eurostat 2009* [2] apporte quelques éléments de réponse, avec des données harmonisées et consolidées pour 2007. Il faut relever que les tableaux de cette publication s'avèrent souvent incomplets pour la Turquie, dont les négociations pour l'adhésion sont pourtant ouvertes depuis 2005. Cela ouvre au moins deux possibilités : données inexistantes ou jugées non fiables par ce service de la Commission européenne.

Le PIB de l'UE-27 aux prix courants du marché atteint 12 304 milliards d'euros quand celui de la Turquie se situe à 479 milliards. Cela lui donne un poids économique supérieur à la Pologne (309) mais inférieur aux Pays-Bas (567), deux pays membres bien moins peuplés. Il importe, bien sûr, de prendre en compte le poids humain pour évaluer les résultats de chacun.

Alors que le PIB par habitant au prix courants du marché de l'UE-27 atteint 24 800 euros (comme en Parités de pouvoir d'achat, PPA), celui de la Turquie est de 6 500 euros (et 10 500 en PPA). Autrement dit, le PIB turc par habitant en euros est 3,8 fois inférieur à celui de l'UE-27.

Comparativement aux 12 nouveaux États membres (NEM), la Turquie affiche un résultat supérieur à la Bulgarie (3 800 euros) et à la Roumanie (5 600), mais inférieur aux 10 autres NEM. Par rapport aux autres candidats, la Turquie fait mieux que l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine (2 700 euros) mais moins bien que la Croatie (8 600).

La Turquie se place à 42 % du PIB par habitant en Standard de pouvoir d'achat (SPA) de l'UE-27 base 100. Encore faut-il noter que ce résultat consolidé pour 2007 est inférieur à celui de 1998 (43 %). En effet, les difficultés du début des années 2000 ont induit un décrochage (34 % en 2002 et 2003), ce qui tend à démontrer que le « rattrapage » économique de la Turquie par rapport à l'UE n'est pas nécessairement continu.



Visite de Štefan Füle, membre de la Commission européenne, en Turquie

Crédit © Union européenne, 15 mars 2010 : Egemen Bagis, ministre turc des Affaires européennes et négociateur en chef pour les négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE, à gauche, et Štefan Füle, Štefan Füle, membre de la CE chargé de l'Elargissement et de la Politique européenne de voisinage

La productivité de la main-d'œuvre par personne occupée atteint, en Turquie, 62,4 % du niveau de l'UE-27 sur des séries exprimées en SPA. Il s'agit d'une moyenne nationale qui cache cependant des disparités régionales, la productivité étant plus élevée à l'Ouest qu'à l'Est. Quoi qu'il en soit, ce chiffre situe la Turquie très au-dessus de la Bulgarie (35,7%) et de la Roumanie (41), non loin de la Lituanie (60,7) et de l'Estonie (64,7).

L'annuaire 2009 d'Eurostat n'indique pas les salaires annuels bruts moyens pour la Turquie, mais précise le salaire mensuel minima au 1er janvier 2008 : 354 euros. Celui-ci représente un niveau supérieur à la Bulgarie (113), Roumanie (141), Lettonie (229), Lituanie (232), Slovaquie (243), Hongrie (273), Estonie (278) et Pologne (313). Ainsi, nombre de nouveaux pays membres de l'UE se caractérisent par des salaires minima [3] inférieurs à la Turquie.

Alors que le taux d'emploi atteint 65,4 % dans l'UE-27, il se place à 48,8 % en Turquie. L'explication du différentiel vient pour beaucoup de la répartition par sexe : 68 % des hommes mais seulement 23,8 % des femmes travaillent. D'une certaine manière, cela signifie qu'il existe un large réservoir de main-d'œuvre féminine.

En 2007, le taux de chômage a atteint 7,1 % dans l'UE-27 et 8,5 % en Turquie. Cependant, nombre d'observateurs considèrent que ce chiffre est sujet à caution et probablement sous-estimé. Quoi qu'il en soit, la crise économique a fait plus que doubler cet indicateur.

Croissance et crise de l'économie turque sur les deux dernières décennies

Après une décennie 1990 instable marquée par trois épisodes de tension ou de crises financières significatives (1994, 1997 et 2001), la Turquie a connu pendant quelques années une période de croissance économique tout à fait significative. Entre 2002 et 2007, la croissance moyenne du PIB a été supérieure à 6 % l'an, sous l'effet de réformes structurelles entreprises avec le soutien du Fonds monétaire international (FMI), des efforts mis en œuvre dans la perspective de la candidature à l'Union européenne, du rattrapage post-crise financière, de gains de productivité et d'une croissance des Investissements directs étrangers (IDE).

Cependant, un ralentissement économique a été enregistré dès 2007, notamment sous l'effet d'une moins bonne conjoncture dans l'UE. La crise financière de 2008 a éclaté dans un ciel déjà nuageux. Pour 2009, le gouvernement turc annonce une contraction du PIB de 3,6 %, mais le ministre de l'Economie, Ali Babacan, a admis que ce chiffre pourrait être encore plus important, soit de l'ordre de 5 % selon une prévision du FMI.

La récession s'est surtout traduite par un recul des IDE et des opérations transfrontalières de prêt, des licenciements massifs et une augmentation du taux de chômage, à environ 15 % de la population active, un chiffre officiel bien inférieur au chômage réel - au moins 20 % - selon les spécialistes. Le chômage des jeunes explose : près de 30 % des moins de 25 ans restent sans emploi.

Quelles perspectives économiques ?

Nous manquons encore d'éléments pour avoir une visibilité précise sur la sortie de crise en Turquie. Pour autant, nous pouvons, avec beaucoup de prudence, envisager plusieurs hypothèses.

Située à 42 % du PIB par habitant en SPA de l'UE-27 en 2007, combien d'années faudra-t-il à la Turquie pour en dépasser 75 % ? Aussi longtemps qu'une région de l'Europe communautaire reste en dessous de ce seuil, elle a effectivement droit à des fonds structurels. Ces derniers constituent actuellement le deuxième poste du budget de l'UE.

La réflexion est rendue difficile par plusieurs facteurs. Sans prétendre à l'exhaustivité, en voici quelques-uns. Pour commencer, l'entrée possible d'autres candidats (Balkans) et de la Turquie [4] dans l'UE aurait pour effet d'abaisser le PIB par habitant en SPA de l'UE, dans une proportion difficile à prévoir avec certitude mais qui aurait pour effet statistique de raccourcir la durée de l'octroi des fonds pour les régions proches du seuil. [5] Pour mémoire, le PIB par habitant en SPA de l'UE-27 est près de 11 points de pourcentage inférieur à celui de l'ex-UE-15. Par ailleurs, nous raisonnons par la force des choses sur des données à l'échelle nationale, alors que ces fonds sont distribués en fonction de résultats régionaux. Autrement dit, il existe dans l'Est de la Turquie des régions très pauvres qui resteraient probablement plus longtemps bénéficiaires de fonds. Enfin, rappelons que les années 2002 et 2003 ont prouvé que le « rattrapage économique » n'est pas un processus continu.

En 2007, le PIB par habitant en SPA de la Turquie se plaçait 33 points de pourcentage en dessous du seuil de 75 %. Sans même prendre en compte le possible décrochage induit par la crise de 2008-2009, combien d'années faudrait-il pour porter la majorité des régions turques au-dessus du seuil de 75% ?

Scénario 1 : avec un « rattrapage » [6] moyen de 1,3 % par an - légèrement supérieur au rythme tchèque pour la période 1998-2007 - il faudrait 25 ans ; ce qui porterait en 2032.

Scénario 2 : avec un « rattrapage » moyen de 1,1 % par an, il faudrait 30 ans ; ce qui repousserait l'échéance à 2037.

Scénario 3 : avec un « rattrapage » moyen de 0,8 % par an, il faudrait 41 ans, ce qui conduirait jusqu'en 2048.

Scénario 4 : avec un « rattrapage » moyen de 0,5 % par an - légèrement inférieur au rythme polonais entre 1998 et 2007- il faudrait 66 ans ; ce qui mènerait à 2073.

Quel scénario retenir ? Peut-être aucun des quatre, tant le réel nous surprend toujours ! Pour autant, il serait probablement assez raisonnable de compter au moins trois décennies pour porter la majorité des régions turques au dessus de 75% du PIB en SPA de l'UE, ce qui conduirait au-delà de 2037. Beaucoup dépendrait, cependant, de la dynamique économique des deux composantes

considérées, l'UE comme la Turquie, et de l'usage qui serait fait des fonds communautaires. [7]

QUELLES PREVISIONS DEMOGRAPHIQUES ?

Avec 74,8 [8] millions d'habitants, la Turquie affiche mi-2008 une population inférieure à l'Allemagne (82,2), le plus peuplé des pays membres de l'UE-27. Pour combien de temps ?

Depuis les années 1970, la Turquie est entrée dans la deuxième phase de la transition démographique, avec une fécondité abaissée de plus de 6 enfants par femme en 1960 à 2,2 en 2008. Le taux d'accroissement naturel a diminué de moitié, passant de 27 pour 1 000 habitants en 1960 à 13 pour 1 000 en 2008. La qualité insuffisante de l'état civil invite cependant à considérer ces chiffres comme des estimations. La transition augmente le nombre d'habitants. Les estimations pour mi-2008 envisagent une population de 74,8 millions d'habitants. Ce pays a donc déjà dépassé la population d'autres pays membres de l'UE sur le rivage méditerranéen comme la France, l'Italie et l'Espagne. Aujourd'hui, la Turquie approche de la fin de la transition démographique, avec une fécondité proche du seuil de remplacement en raison de conditions de mortalité encore défavorables. Pour autant, en 2007, l'accroissement naturel de la Turquie a représenté 897 000 personnes, soit 1,8 fois l'accroissement naturel de toute l'UE-27 (483 800).

Le Premier ministre turc prône une augmentation de la fécondité

La baisse de la fécondité en Turquie inquiète une partie des autorités.

« Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a jeté un pavé dans la mare en conseillant aux Turcs d'avoir au moins trois enfants pour éviter le vieillissement de la population, provoquant un tollé dans un pays qui lutte contre la pauvreté et le chômage.

"Nous devons conserver une population jeune. Si vous ne voulez pas que notre population décline, chaque famille devrait avoir trois enfants", a dit le Premier ministre devant un parterre de femmes réunies pour célébrer la Journée internationale de la femme.

M. Erdogan, lui-même père de quatre enfants et musulman pratiquant, a affirmé que *"les enfants sont une bénédiction de Dieu"* et regretté de ne pas en avoir eu davantage.

"Notre population est jeune mais si la tendance actuelle perdure, nous commencerons à vieillir après 2030. C'est une menace. Nous devons maintenir un équilibre", a-t-il estimé. [...]

Les propos du chef du gouvernement, qui dirige un parti issu de la mouvance islamiste, ont été vivement critiqués par les spécialistes et les politiques à l'heure où il est de plus en plus soupçonné de vouloir islamiser la société turque avec des projets controversés, comme celui d'autoriser le foulard islamique dans les universités. [...]

"Ces déclarations sont une grave erreur pour un pays qui veut rejoindre l'Union européenne", alors que l'UE craint de son côté de laisser entrer un pays aussi peuplé, remarque le docteur Saylan.

Le ministre de la Santé, Recep Akdag, un pédiatre père de cinq enfants, a pris la défense du Premier ministre, déclarant que la moyenne d'enfants par famille en Turquie était de 2,1 et qu'en dessous de 2 enfants les normes internationales considéraient la population en déclin ».

Source : Agence France Presse, 13 mars 2008

Frappée par le chômage, la Turquie lutte aujourd'hui contre l'immigration clandestine. Plus de 1 millions de clandestins travailleraient en Turquie, souvent originaires des anciennes Républiques soviétiques ou des Balkans et du Moyen-Orient. Ces clandestins sont contraints d'accepter des salaires extrêmement bas et des conditions de travail particulièrement pénibles. Ils travaillent notamment dans le tourisme, le bâtiment, le textile, la filière cuir et les services. Ainsi, à l'Ouest du détroit du Bosphore, près de 15 % des travailleurs du textile seraient des Roumains.

En 2020, la population de la Turquie pourrait dépasser celle de l'Allemagne

45,3 % de la population turque est actuellement âgée de 0 à 24 ans. C'est pourquoi, en dépit de la forte baisse de sa fécondité, la population turque pourrait continuer à croître de façon significative durant toute la première moitié du 21ème siècle. Il s'agirait d'un effet de vitesse acquise [9], lié à des générations nombreuses en âge de procréer.

Les projections construites par le *World population prospects* indiquent que la population de la Turquie devrait creuser l'écart avec la population de la France, puis dépasser la population déclinante de l'Allemagne fédérale entre 2015 et 2020. En cas d'adhésion, la Turquie serait donc le pays membre le plus peuplé de l'Europe communautaire dans le deuxième quart du 21ème siècle.

En 2025, sa population pourrait atteindre 87,4 millions d'habitants. Ce poids démographique en ferait très probablement le pays le mieux représenté au Parlement européen, mais il faut observer que ses députés, comme ceux de n'importe quel pays, se répartiraient très probablement dans plusieurs groupes politiques.

Conclusion

Explicitement ou implicitement, ces réalités et perspectives économiques comme démographiques pèseront sur l'issue de la candidature de [la Turquie](#) à l'Union européenne. Pour autant, ce processus complexe prend en compte bien d'autres paramètres.

Dans son récent rapport d'évaluation [10], la Commission européenne note ainsi : « *Il convient à présent d'accélérer sensiblement le rythme des réformes. Plusieurs domaines continuent de poser problème, notamment la liberté d'expression, la liberté de la presse, la liberté de culte, les droits des syndicats, le contrôle civil des forces militaires, les droits des femmes et l'égalité entre les hommes et les femmes* » [11].

Il reste, enfin, à convaincre tous les gouvernements et la majorité des opinions des pays membres de la pertinence d'une adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

Faire et publier une traduction

A titre exceptionnel, la publication d'une traduction de ce texte est autorisée à **quatre conditions** :

- . Respecter l'intégrité du texte et mentionner les coordonnées bibliographiques de la version d'origine en français, avec son URL ;
- . Faire traduire par un professionnel agréé, vers sa langue maternelle ;
- . Demander et obtenir une autorisation écrite de l'auteur, Pierre Verluise, via diploweb@hotmail.fr . Préciser à ce moment les preuves de la compétence du traducteur et les signes de la respectabilité du support de publication choisie (site, revue, éditeur...).
- . Adresser un exemplaire justificatif de la traduction sous word **et** en pdf.

Toute traduction ne respectant pas ces quatre conditions est rigoureusement interdite et fera l'objet de poursuites devant les tribunaux de Paris.

Cette étude a été initialement publiée par Pierre Verluise dans la revue *ACCOMEX. Analyse et réflexions sur les marchés extérieurs*. n°89-90, sous le titre "Candidature de la Turquie à l'UE : ce que l'économie et la démographie nous apprennent", pp. 14-17 Turquie. L'incontournable émergent, entre Orient et Occident. Chambre de commerce et d'industrie de Paris. Voir l'ensemble du sommaire et se procurer la revue [Voir](#)

Plus :

Tançrède Jossieran, "Turquie : repenser l'Empire La nouvelle politique étrangère turque", publié le 16 septembre 2011 sur ce site [Voir](#)

Notes

[1] Population & Avenir, n°690, novembre-décembre 2008, p. 21.

[2] Eurostat, L'Europe en chiffres - L'annuaire Eurostat 2009. Disponible en version papier (avec CD-Rom) ou sous forme de fichier électronique, <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/po...>

[3] Certains pays membres de l'UE n'ont pas de salaire minima.

[4] L'Islande, candidate à la candidature, est un pays relativement riche mais en partie ruiné. Cependant sa population est peu nombreuse. Résultat, l'impact de son adhésion sur la moyenne communautaire serait probablement modeste.

[5] C'est ce qui s'est passé lors des élargissements de 2004 et 2007 pour certaines régions de la péninsule ibérique.

[6] Le terme de « rattrapage » économique est discutable - parce qu'il est déterministe - mais la littérature communautaire l'utilise (Eurostat). On considère ici la réduction de l'écart du PIB par habitant en SPA (UE-27 = 100) d'un pays pauvre par rapport à 75 % de la moyenne communautaire. Autrement dit, il s'agit du différentiel de rythme entre le pays considéré et l'UE. Pour calculer combien de temps la Turquie mettrait à atteindre le seuil de 75 % en « rattrapant » l'UE de 1,3 % par an, nous calculons : 33 (= points de pourcentage d'écart entre le PIB par habitant en SPA de la Turquie et le seuil de 75 % de la moyenne UE-27 en 2007) divisé par 1,3 = 25,38. Puis on ajoute à l'année de référence, soit 2007 + 25 = 2032. Il va sans dire qu'il s'agit d'une approximation. Les autres scénarii sont calculés de la même façon.

[7] Classée en 2009 par Transparency international au 61ème rang mondial en termes de corruption, avec un indice de perception de la corruption de 4,4 sur 10 - soit en dessous de la moyenne mondiale - la Turquie doit poursuivre ses efforts pour combattre ce fléau endémique dans bien des secteurs et offrir de meilleures garanties.

[8] Population & Avenir, n°690, novembre-décembre 2008, p. 21.

[9] Dumont Gérard-François (2004), Les populations du monde, Paris, Armand Colin, 2e édition.

[10] Commission des communautés européennes (2009), « Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen, stratégie d'élargissement et principaux défis 2009-2010 », Bruxelles, 14 octobre, COM (2009) 533, 84 p.

[11] Ibid, Page 18.

[Retour au Sommaire](#)

Géopolitique de la Turquie

dimanche 5 décembre 2010, par *Gérard CHALIAND*

L'auteur :

Géopolitologue, spécialiste des conflits armés. Gérard Chaliand est régulièrement professeur invité dans de nombreuses universités étrangères (Harvard, Montréal, Berkeley,...). Il est auteur de plus de 30 ouvrages, dont une quinzaine traduits.

Voici une mise en perspective historique et géopolitique de la Turquie très utile pour bien appréhender le parcours et les projets de ce pays de 76 millions d'habitants.

A PART LE Brésil, les États que nous appelons émergents aujourd'hui sont, en fait, des réémergents. Les États asiatiques étaient, il y a trois siècles à peine, de grandes puissances (Chine, Inde moghole, Iran safavide, etc.).

La puissance majeure du Moyen-Orient

La Turquie, héritière de l'Empire ottoman, est devenue, en moins d'une décennie, la puissance majeure du Moyen-Orient. C'est en grande partie dû à la montée au pouvoir de l'AKP, le parti « islamiste modéré » de Recep Erdogan, d'une croissance économique vigoureuse et d'une politique extérieure intelligemment menée. Dès 2003, la Turquie se démarquait des États-Unis en se refusant de laisser transiter les troupes américaines par son sol pour investir l'Irak de Saddam Hussein. Elle arguait, à cet égard, du prix économique qu'elle avait dû payer lors de la première guerre américaine contre l'Irak (1991). Au fil des années, l'économie se libéralisait tandis qu'une série de réformes permettait de rendre celle-ci plus dynamique. Dans le même temps, le nouveau gouvernement parvenait à briser le pouvoir parallèle qu'exerçait l'armée depuis des décennies. Fondée sur une économie dynamique, la nouvelle géopolitique de la Turquie est en partie inspirée par un universitaire que le premier ministre Recep Erdogan a nommé ministre des Affaires étrangères : Ahmed Davutoglu. Celui-ci veut établir des relations non conflictuelles avec tous les voisins et, depuis deux ou trois ans, des avancées en ce sens ont eu lieu avec la Russie - confortées par des accords économiques concernant l'énergie -, l'Iran d'Ahmadinejad, l'Arménie et la Syrie : ces quatre pays étant d'anciens rivaux ayant un contentieux historique avec la Turquie.

Retour sur un parcours

L'Empire ottoman était à son apogée sous Soliman le magnifique, au XVI^e siècle. Dès le début du siècle suivant, un déclin économique apparaissait, marqué encore par l'excellence d'un outil militaire à la discipline exemplaire. En 1683, les Ottomans assiégeaient Vienne pour la seconde fois. En vain, mais on ne constata aucun recul. Celui-ci s'amorça au XVIII^e siècle, sous l'action conjuguée des Habsbourg et de la Russie. Les réformes (Tanzimat) du début du XIX^e siècle ne débouchaient pas. Le conservatisme l'emportait. La supériorité de l'Europe, à l'heure de l'industrialisation, s'accompagnait d'une expansion coloniale de plus en plus vigoureuse. L'Algérie était perdue, bien que la présence ottomane tendait à être surtout nominale. Tout se précipita après l'indépendance grecque (1830). La période qui commença, avec les insurrections balkaniques et la défaite face aux Russes (1878) fut une agonie d'une quarantaine d'années, prolongée grâce à la Grande-Bretagne. Celle-ci voulait surtout empêcher la Russie d'accéder aux détroits. L'Égypte était perdue (1892). Un sursaut nationaliste amena la révolution de 1908 où l'Empire proclama l'égalité de tous les sujets, quelle que soit leur religion, tout en prônant une modernisation. Puis, les jeunes Turcs s'orientèrent vers un panturquisme qui se transcrivit par une alliance, fin 1914, avec les empires centraux (Allemagne, Autriche-Hongrie). À cette époque, l'Empire ottoman avait perdu la Libye (1911) et les derniers territoires détenus dans les Balkans (Albanie, Macédoine, Thrace). L'humiliation des Jeunes Turcs était extrême. Il restait, en dehors de l'Anatolie, le Proche Orient arabe et les côtes de la péninsule arabique avec les lieux saints, le califat était turc.

Au cours de la guerre, l'Empire réprima la révolte arabe en Syrie et combattit celle qui se réclamait des hachémites au Hedjaz, avec l'aide des Britanniques. Après 1915 les minorités territoriales sont éliminées de façon radicale et concertée. Au premier chef, les Arméniens, ainsi que les Grecs du Pont et les minorités chrétiennes comme les Assyriens.

Mustapha Kemal

La Turquie vaincue de 1919, grâce au génie de Mustapha Kemal, échappait au dépeçage colonial et parvint à battre les Grecs à l'Ouest et les Arméniens à l'Est au cours de la guerre de libération et transforma la situation avec le Traité de Lausanne (1923).

En ce début du XX^e siècle, le prestige de l'Europe (occidentale) qui domina l'ensemble du monde asiatique et africain de façon directe ou indirecte, à l'exception du Japon, fut considérable. Elle était le modèle de la modernité et de la puissance, c'est elle qu'il s'agissait, à l'instar du Japon, d'imiter et d'égaliser.

Mustafa Kemal supprima le califat et opéra une véritable césarienne culturelle en imposant un nouveau droit emprunté aux règles européennes, en latinisant l'alphabet et promulguant une laïcité. C'est cette rupture brutale avec la tradition religieuse et culturelle qui est remise en cause avec la montée, par ailleurs moderniste, de l'AKP.

Entre la signature du traité de Lausanne et 1925, la Turquie kémaliste réclamait le vilayet (province) de Mossoul, à prédominance kurde, que la Grande-Bretagne avait adjoint à l'Irak dont elle avait le mandat. En 1925, la Société des Nations (SDN), qui reflétait le rapport de forces internationales de l'époque, attribua le vilayet à la Grande-Bretagne. La Turquie, avec les importantes transformations décrétées par Moustafa Kemal, se construisit avec volontarisme comme un État jacobin, celui des seuls Turcs.

Une succession de révolte kurde furent matées de 1925 à 1937. Le panturquisme n'était plus évoqué. L'isolat turc était entouré d'États hostiles : URSS, Iran, Syrie, Bulgarie, etc. Sagement, la Turquie s'abstint de prendre part à l'alliance des forces de l'Axe et, dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, apparut comme portée à soutenir le camp anticommuniste. La participation turque à la guerre de Corée (1950 - 1953) facilita son adhésion à l'Otan (1952) qui sanctuarisa le pays.

Durant la Guerre froide, la Turquie faisait partie de tous les pactes anticommunistes et apparaissait aux nationalistes des pays arabes comme un État qui fut, au début du XXe siècle, tyrannique. La Turquie se caractérisait par un anticommunisme militant en politique extérieure et, à l'intérieur, comme un État jacobin réprimant ses minorités ethniques (Kurdes notamment) ou religieuses (Alevites entre autres). À intervalles irréguliers, l'armée intervenait pour imposer ce qui lui paraissait devoir constituer la ligne correcte (1980).

Les relations de la Turquie avec Israël

Depuis, la Turquie qui est un des rares États musulmans à avoir reconnu Israël, a mener avec ce pays, et conjointement avec la Jordanie, des manoeuvres militaires communes.

Le ton changea en 2008 lorsqu'après l'incursion israélienne à Gaza : le Premier ministre turc Recep Erdogan interpella l'israélien Shimon Peres en reprochant à Israël la brutalité de son intervention. Plus récemment, mais de façon extrêmement spectaculaire, la Turquie en appuyant l'expédition du navire Mavi Marmara, qui cherchait à lever le blocus de Gaza, mettait Israël en position inconfortable. L'arraisonnement du navire turc avait constitué un succès politique. En provoquant neuf morts du côté turc, il a donné une popularité nouvelle à la Turquie auprès des Arabes, sinon des musulmans. Un triomphe

« diplomatique ». En tout cas, à peu de frais, avec habileté, sans rompre ses relations avec Israël, la Turquie retrouvait en Orient une place qu'elle n'occupait plus depuis bientôt un siècle.

Quelles intentions ?

La géopolitique de la Turquie, aujourd'hui, s'articule sur un projet ambitieux. Perçue par les Européens comme une région géographique qui permet de transiter entre l'Asie et l'Europe, la Turquie se perçoit elle-même comme un territoire central à partir duquel on rayonne vers l'Orient arabe, l'Iran, le Caucase, la Russie, l'Europe, l'Asie centrale. Son influence est également relayée, de façon plus discrète, par le réseau des écoles de l'organisation de Fetulah Gulen, à large échelle internationale.

Sur le plan diplomatique, le nouveau rôle que s'attribue la Turquie s'est marqué par l'initiative, prise conjointement avec le Brésil, de se présenter en 2010 comme une alternative nouvelle dans le dossier du nucléaire iranien.

L'influence nouvelle de la Turquie est sensible en Irak où son attitude à l'égard de la région autonome du Kurdistan d'Irak s'est modifiée. Un consulat turc a été ouvert à Erbil, ainsi qu'une université et diverses écoles, tandis que la Turquie reçoit du pétrole et bientôt du gaz en provenance de cette région dans laquelle ses entrepreneurs et hommes d'affaires sont également très actifs.

Les relations de la Turquie avec l'Iran n'obéissent pas à l'embargo décrété par Washington (sauf pour les armes), mais tiennent compte des intérêts économiques et énergétiques de la Turquie qui, bien sûr, reste un allié des États-Unis et un membre de l'Otan. L'influence turque, État essentiellement sunnite, est sensible au Liban et les relations avec la Syrie ont été épurées des tensions qui régnaient entre les deux États depuis des décennies (attribution par la France des vilayets d'Alexandrette à la Turquie en 1939). La Jordanie reste un partenaire stratégique et l'influence turque s'exerce jusqu'en Afghanistan où les troupes (non combattantes) sont présentes et épaulent les Ouzbeks et leur chef, Dorstom, fréquemment reçu en Turquie.

La Russie, hier perçue comme rivale, est considérée comme un partenaire énergétique (gazoduc *Bluestream*) et commercial, même si, à l'égard du Caucase Nord (Tchéchénie, etc.) comme de la Transcaucasie (Azerbaïdjan, Géorgie) les intérêts politiques divergent.

Avec l'Arménie, les avancées sont restées surtout symboliques et il n'est pas question d'ouvrir la frontière, ou d'établir des relations diplomatiques tant que le problème du Karabakh perdure, ni de reconnaître le génocide de 1915.

L'Asie centrale turcophone constitue un des axes de la politique d'influence turque et ceci jusqu'au Xinjiang chinois. Le Premier ministre turc, Recep Erdogan ne déclarait-il pas, en 2008, après la mort de 750 Ouïgours provoquée par la répression chinoise qu'il s'agissait d'une « sorte de génocide » ?

Quel est l'avenir de la candidature turque à l'Union européenne ?

Quelle que soit, récemment, la diversification des échanges, l'Union européenne reste le partenaire commercial majeur de la Turquie. Celle-ci est toujours candidate à l'UE, tout particulièrement depuis 1999. Sa candidature est largement soutenue par les États-Unis qui poursuivent, tant en Asie centrale qu'au Moyen Orient, des objectifs similaires à ceux de la Turquie : réduire l'influence de la Russie en Asie centrale, appuyer les revendications des Ouïgours au Xinjiang, renforcer d'une façon générale le sunnisme pour affaiblir l'influence de l'Iran d'Ahmadinejad. En Europe, on peut noter, depuis le conflit bosniaque une diplomatie turque active au lendemain de la chute de l'Union soviétique, en direction de l'Albanie, du Kosovo, et de tous les reliquats historiques constitutifs à la longue occupation ottomane des Balkans.

Il est difficile de trancher avec certitude sur les chances de la Turquie (76 millions d'habitants en 2010) d'adhérer à l'Union européenne au cours des années à venir. Certains États européens, à commencer par la Grande-Bretagne, y sont largement favorables, d'autres, comme l'Allemagne et la France ne le sont pas. La crise actuelle ne facilite pas l'adhésion et tenants et opposants ont des arguments valides. Quoiqu'il en soit, la Turquie apparaît aujourd'hui comme l'État le plus important du Moyen Orient. Une place qui fut jadis celle de l'Égypte de Nasser et, plus récemment, celle de l'Iran du Shah. On voit mal, dans l'avenir, qui pourrait lui disputer ce rôle.

Tout observateur sérieux des relations internationales devra donc, dans l'avenir, porter une attention toute particulière à la Turquie et à sa diplomatie.

Copyright Décembre 2010-Chaliand/Diploweb.com

Plus

Une étude de Pierre Verluise, "UE : Candidature turque". Dans le cadre de sa candidature à l'UE, que nous enseignent l'économie et la démographie sur la Turquie d'aujourd'hui et de demain ? [Voir](#)

[Retour au Sommaire](#)

Turquie : repenser l'Empire

La nouvelle politique étrangère turque

vendredi 16 septembre 2011, par *Tancredi JOSSERAN*

L'auteur :

Diplômé en Histoire de Paris-IV Sorbonne. Auteur de *La nouvelle puissance turque, l'adieu à Mustapha Kemal*, Ellipses, 2010, 219 p.

Géopolitique de la Turquie. Jusqu'alors passive et arcbutée sur la défense du pré carré anatolien, l'arrivée au pouvoir de l'AKP en 2002 a bouleversé la politique étrangère turque, démontre T. Jossieran. Abandonnant sa position statique, la Turquie a pris une orientation dynamique et multidimensionnelle. Grand artisan de ce changement le ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoglu entend rompre avec l'amnésie culturelle qui en privant la Turquie de son identité profonde a coupé le pays de son environnement. T. Jossieran construit sa présentation sur des écrits d'A. Davutoglu, dont son livre intitulé *Strategik Derinlik*.

DE TOUS les ministres des affaires étrangères turques, la personnalité d'Ahmet Davutoglu (1959-) est la plus atypique. Ce qui détonne chez Davutoglu, est cette capacité à allier compétences sociales, diplomatiques et absence d'ambition politique nationale. Bien qu'issu d'une famille pieuse de Konya, Davutoglu a fait ses études secondaires au lycée allemand d'Istanbul. Très tôt, il s'oriente vers une carrière universitaire et occupe plusieurs postes à l'étranger. Marqué par son séjour en Malaisie, il observe un pays musulman capable de concilier pluralisme institutionnel, économie de marché sans pour autant rejeter dans les limbes sa tradition spirituelle. Tout l'inverse de la Turquie « victime » d'une occidentalisation à marche forcée. Proche des Frères musulmans, ses écrits sont traversés par une préoccupation récurrente : la crise du monde moderne et de l'universalisme occidental. Le caractère uniformisateur de la civilisation occidentale aboutit à la disparition des cultures locale. Cette agonie devient jour après jour plus criante avec le développement des moyens de communication. De très simples activités de l'existence humaine : « *Comme boire du Coca-cola ou porter un jeans sont interprétées comme la victoire de l'universalisme, de la culture démocratique humaniste* » [1]. En réalité, malgré sa suprématie matérielle, l'occident doute, victime du règne de la quantité. Aussi la « *conception*

du monde de l'islam n'est pas complémentaire de celle de l'occident, elle en est l'alternative » [2]. Davutoglu souligne l'opposition radicale entre les deux civilisations. Depuis l'abolition du califat et l'imposition au monde islamique du cadre politique et social occidental avec le modèle de l'Etat-nation sécularisé, les sociétés islamiques vivent dans la schizophrénie. L'islam politique au XX siècle a été une tentative désespérée de restaurer un équilibre perdu. Mais la fin de la guerre froide et l'émergence d'un monde multipolaire ont changé la donne. Dans cette perspective la mondialisation est une chance pour l'islam s'enthousiasme Davutoglu : elle dissout les Etats-nations, encourage le réveil des identités, en un mot, elle réintroduit le concept de civilisation. En raison de son histoire et de sa géographie la Turquie est la mieux préparée à prendre les rênes de ce retour à la tradition.

La Turquie annésique

La République turque a été consacrée en 1923 par une double rupture politique et culturelle. En faisant table rase du passé théocratique et cosmopolite de l'empire ottoman, Mustafa Kemal, a voulu arrimer son pays à la modernité. Miroir négatif de l'identité turque, l'islam a été extirpé de la mémoire collective. Religion civique du nouvel Etat, la laïcité est devenue le point de départ et d'aboutissement obligatoire du projet d'ingénierie sociale des élites kémalistes.

Les conséquences de cette lobotomie culturelle ont été désastreuses souligne Davutoglu. Le retrait et le désintérêt marqué d'Ankara pour l'ancien espace ottoman a créé un décalage. « *Ainsi à Bagdad et à Damas où comme dans les autres capitales arabes, le turc était parlé, une fracture dans la société s'est creusée* ». [3] Pire à partir de 1950, l'adhésion à l'OTAN pétrifie la politique étrangère turque. L'alignement sur l'Occident en toutes circonstances, devient le mot d'ordre de la république kémaliste. Alors que les soldats ottomans avaient été en première ligne en 1911 dans le désert libyen de Trablusgarp contre les visées expansionnistes européennes en Afrique du Nord, « *cinquante ans plus tard, membre fidèle de l'alliance occidentale, nous avons apporté notre soutien à la France dans sa lutte contre les musulmans d'Algérie* » [4]. La Turquie se coupait de son environnement géoculturel sans pour autant récolter de réelles contreparties comme le prouvent les rebuffades essuyées dans sa marche vers Bruxelles. La crise de Chypre en 1964 est révélatrice de cette situation [5]. Ankara se retrouve isolée face à la Grèce qui peut paradoxalement compter sur le soutien des pays arabes et de l'opinion publique occidentale.

La fin de la guerre froide et le retour de la dynamique civilisationnelle ont été un choc terrible pour les élites républicaines. Confiantes dans l'orientation unilatérale de leur politique étrangère, ses élites repliées sur le réduit national anatolien

portaient un regard maladif sur les velléités de diversification. Ainsi « *Tout étudiant apprenant le russe ou l'arabe était considéré comme un agent communiste en puissance ou un partisan de la réaction* » [6]. Il faut donc sortir de l'axiome enseigné dès l'école primaire selon lequel : « La Turquie est entourée de trois côtés par la mer, et sur quatre par l'ennemi ». Une politique étrangère embourbée dans une impasse statique rend impossible la coordination du potentiel national et au final le déploiement stratégique.

L'impératif de la puissance

« *La Turquie jusqu'à une époque récente pouvait être considérée comme ayant des muscles forts, un estomac fragile, des problèmes cardiaques et un cerveau médiocre. En d'autres termes, elle avait une armée puissante, mais une économie erratique, manquait de confiance en soi et était dépourvue de réflexion stratégique* ». [7] **A partir de ce constat Davutoglu place la puissance au cœur de son analyse.** Elle est la dynamique du changement. Mais le Ministre turc subordonne la puissance à l'identité. Le fait de ne pas avoir « *d'identité claire, condamne au manque d'initiative, à l'autisme* » [8]. Si une société n'est pas « *la dépositaire de ses propres orientations et si elle s'effraie de ses propres dynamiques pour se complaire dans l'immobilisme, elle court alors de graves périls* ». [9] Inversement, les pays qui ont un ordre du jour précis sont enclins à acquérir des responsabilités. Chaque société développe une représentation de l'espace à partir d'un axe géographique spécifique, cette perception renvoie à son expérience historique, elle forme la structure mentale qui influe sur la politique étrangère. La planification stratégique découle donc de la mentalité stratégique. Davutoglu logiquement reprend à son compte la distinction opérée par Clausewitz entre tactique et stratégie. La tactique est utilisée sur les champs de bataille. La stratégie est l'art de gagner les guerres. Dans « *cette situation, il y a peu de différence avec la diplomatie : seul les moyens utilisés pour parvenir aux objectifs différent* » [10]. La grande misère de la politique étrangère de la République réside dans son incapacité à combiner dans un cadre opérationnel, tactique et stratégie. Ainsi sa tactique varie en fonction des pays, d'où une stratégie générale faible sans vue d'ensemble. Au final le niveau tactique rejaillit sur le plan stratégique et en réduit d'autant plus la marge de manœuvre globale.

Profondeur stratégique

A ce stade du raisonnement Davutoglu introduit son concept clef de profondeur stratégique dont il a tiré le livre éponyme. La profondeur stratégique raisonne en terme de système. Un système est un ensemble de composants qui interagissent en vue de parvenir à un but déterminé. Les relations internationales sont

comparables aux lois scientifiques. Des données interagissent recouvrant les moyens des Etats modernes : démographie, économie, ressources naturelles, culture, histoire, communication, emplacement géographiques, volonté politique [11]. En substance, un système produit de la synergie entre ses éléments. Cette synergie nécessaire au fonctionnement du système n'est possible que s'il est mis en tension par un objectif opératif [12]. Le système a un besoin vital de profondeur. Elle lui procure la résilience indispensable à sa survie. Or pour Davutoglu « *La perception de la Turquie comme un réduit influe sur les rapports avec son environnement en instaurant des limites rédhitoires. A partir du moment où on instaure une profondeur stratégique les coups de l'adversaire s'amortissent* » [13]. En effet, remarque Davutoglu, chaque pays possède un bassin qui reflète son espace de manœuvre géostratégique. Héritière de l'empire ottoman, auréolée de son ancien titre de guide de la communauté islamique, la Turquie dispose d'un large champ de manœuvre inexploité. En cercle concentrique cette espace s'étend de Sarajevo au Caire pour le premier, du Maroc à l'Indonésie pour le second.

La Turquie en raison de son emplacement, est l'un des rares pays à pouvoir arguer d'une réelle centralité sur l'échiquier planétaire. Ainsi, si « *l'Allemagne est le cœur de la Mitteleuropa Europa, elle est située loin de l'Amérique et de l'Afrique. La Russie est le pays au centre de l'Europe et de l'Asie mais éloigné de l'Afrique. L'Iran est le pays d'Asie centrale par excellence mais excentrée par rapport à l'Europe et l'Afrique. **Du point de vue global, la Turquie possède une position géographique optimale.** Elle est située en Asie et en Europe et dispose d'un accès direct au continent noir à travers la Méditerranée* » [14].

Retour vers le futur

Si Ahmet Davutoglu ne rejette pas le qualificatif de néo-ottoman, il n'en demeure pas moins critique quant à l'incapacité de la Porte au moment de son déclin à juguler la pénétration occidentale. Dans ce tableau sombre une période fait exception à ses yeux : le règne du Sultan Abdülhamid II (1876-1909). Retournant contre les Européens l'arme de l'instrumentalisation des minorités, le « Sultan Rouge » réactive la charge de Commandeur des croyants. La stratégie est à double détente. D'une part, elle vise à créer une zone d'influence en dehors des frontières ottomanes, de l'autre elle cherche à freiner l'appétit des puissances coloniales en se posant comme la protectrice des musulmans partout dans le monde [15]. En réalité, le néo-ottomanisme prend ses racines au XIX^{ème} siècle à l'époque des Tanzimat. Oscillant entre modernité et tradition, ses représentants comme le poète Namik Kemal, réfléchissent sur la possibilité d'une synthèse entre démocratie et islam. Par la suite, le néo-ottomanisme désigne à l'époque de

la République tout un courant national-libéral groupé autour du défunt Président Turgüt Özal. **Dubitatif envers le kémalisme, ils opposent 800 ans de grandeur impériale à 80 ans d'atrophie républicaine. La réappropriation du passé ottoman est une psychothérapie.** La société renoue avec sa plus longue mémoire. Elle est également un moyen en s'inspirant du multiculturalisme de l'empire de trouver une solution à la lancinante question kurde. En se déplaçant du passé vers l'avenir à l'aide de la grammaire civilisationnelle ottomane, la Turquie panse ses plaies et réintègre son environnement régional. Concrètement cette politique se décline en 4 grands principes :

. **Une politique zéro problème avec les voisins.** Trop longtemps la Turquie a vécu dans la mentalité de la forteresse assiégée. Conséquence de cet autisme géopolitique à la fin des années 90 s'était formé un axe Greco-syro-iranien. La contestation d'Athènes sur la délimitation du plateau continental en mer Egée rejoignait le refus syrien de voir les ressources hydrauliques du Tigre et de l'Euphrate verrouillées par la Turquie. A cela s'ajoutait l'instrumentalisation réciproque par Damas et Téhéran du terrorisme kurde. Mais avec la guerre en Irak (2003) les lignes ont bougé. Un rapprochement spectaculaire s'est opéré avec la Syrie désireuse de desserrer l'étreinte américano-israélienne. Ankara estime qu'un dialogue avec Téhéran est préférable à une confrontation stérile. Plutôt que vouloir humilier l'Iran, il faut l'accompagner dans la quête d'un nucléaire civil. Tel est le sens de l'accord tripartite intervenu avec le Brésil en 2010. En Irak, la Turquie vise avant toute chose à préserver le cadre unitaire de l'Etat. Toutefois, la diplomatie turque entretient des contacts à haut niveau avec le gouvernement kurde d'Erbil. Du moment où le pas effectif de l'indépendance n'est pas franchi et où les Kurdes collaborent dans lutte contre le PKK, une large autonomie est envisageable. Les relations sont au beau fixe avec la Russie. La Turquie a adopté une attitude prudente au moment de la crise géorgienne en 2008. A cela une raison majeure, l'approvisionnement en gaz et en pétrole dépend majoritairement de Moscou. Plus décevant est le bilan sur la question chypriote. Le plan Annan en 2004, favorable à la Turquie, prévoyait la réunification de l'île dans le cadre d'une structure confédérale très lâche sans droit de retour des populations expulsées. Pour ces raisons, il a été massivement repoussé par la partie grecque. Avec l'Arménie on touche du doigt les limites de cette politique. La volonté de normaliser les rapports avec Erevan et d'ouvrir la frontière a déclenché une crise avec l'Azerbaïdjan, république turcophone alliée dont 1/7e du territoire, le Haut-Karabagh, est occupé par l'Arménie. La résolution des contentieux avec un voisin, en génère avec un autre... En définitive, cette approche un peu irénique omet la possibilité que les voisins de la Turquie aient des intérêts distincts de ceux d'Ankara...

. **Une politique multidimensionnelle.** Libérée de la pesanteur des blocs, la politique turque se déploie en trois anneaux décroissants :

- . Le monde arabo-musulman ;
- . L'Asie centrale ;
- . L'Europe avec les Balkans.

Trop longtemps la Turquie a fait figure de fourrier de l'impérialisme occidental. Aussi le veto à la guerre en Irak (1er mars 2003) a eu un impact considérable sur l'opinion publique orientale. Au sein des organismes occidentaux la Turquie se veut l'avocate des pays musulmans. A l'occasion de la désignation du nouveau secrétaire général de l'Alliance Atlantique (sommet de Strasbourg du 3 avril 2009), Ankara a mis son veto à la nomination de Fog Rasmussen, en raison des équivoques du Premier ministre danois au moment de l'affaire des caricatures du Prophète. En outre, depuis 2004 la Turquie préside l'Organisation de la Conférence islamique. Les rapports avec Israël reflètent cette évolution. Unique pays musulman à avoir reconnu l'Etat hébreu dès 1948, la Turquie a pendant plusieurs décennies intégrée Israël dans une alliance de revers contre les pays arabes. Les différends avec la Syrie et l'Irak réglés, cette alliance n'a plus de raison d'être. Au contraire, critiquer Israël permet à Ankara de consolider dans la rue arabe une légitimité qui lui faisait jusqu' alors cruellement défaut. Néanmoins, les diplomates turcs sont conscients des lignes rouges à ne pas franchir. Le fait d'entretenir pour un pays gouverné par des islamistes des relations civilisées avec Tel- Aviv est un formidable passeport de respectabilité.

En direction de l'Asie Centrale, la Turquie, préconise Davutoglu, a tout intérêt à se rapprocher du groupe de Shanghai sous la baguette de Moscou et de Pékin. Les républiques turcophones sont autant de relais de la profondeur stratégiques d'Ankara dans une région riche en ressources énergétiques.

Sans rejeter l'orientation européenne, Davutoglu estime qu'il serait absurde de sacrifier sur l'autel de l'adhésion une liberté de mouvement chèrement acquise. Dans l'esprit du Ministre, une Europe démesurément dilatée autoriserait une dose d'intergouvernementalité et laisserait à la Turquie toute latitude pour développer une politique en accord avec son histoire et ses traditions.

. **Un nouveau langage diplomatique.** Conséquence de l'orientation multidirectionnelle de sa politique, Ankara souhaite devenir le point de passage obligé des initiatives de paix dans la région. Cette intercession loin d'être une ingérence de l'extérieur est au contraire perçue par les Turcs comme une médiation de l'intérieur. En février 2006, Abdullah Gül répondait aux critiques suscitées par la visite du leader du Hamas Khaled Maschal : « *Qui d'autre plus*

que moi peut être concerné par la Palestine ? Tous les titres de propriété et les archives de Palestine, d'Israël et de Jérusalem sont en notre possession. Quand un problème émerge au Moyen-Orient, Istanbul est l'endroit de leur résolution. Archives, registres cadastraux, plans, cartes sont entre nos mains ; dans ce cas, ne suis je donc pas concerné par le Moyen-Orient ? ». [16] Les règles protocolaires ont également évolué. En novembre 2008 à l'occasion du voyage officiel du souverain saoudien, Gül et Erdogan en contradiction avec les règles d'usage rendirent visite en premier au roi au Swiss Hôtel d'Ankara. Justifiant leur attitude, le Président et le Premier Ministre turc arguèrent du fait qu'il s'agissait d'une marque de respect envers une personne plus âgée...

Autre versant de ce nouveau langage : l'élément humain. Sans l'appoint de la société civile la diplomatie se réduit : « *à une force étatique grossière* ». [17] Elle légitime l'action politique et permet de jeter des ponts entre les institutions et le pays réel. Dans l'esprit des islamistes turcs, le concept de société civile renvoie principalement aux confréries religieuses. Certaines comme celle de Fethullah Gülen jouent à travers un réseau éducatif mondial un rôle majeur dans la formation de élites des pays émergents.

. **Une politique rythmique.** La politique étrangère se conçoit comme une série d'opérations logiquement liées entre elles, sans à coups, unies par un objectif final commun, chacune atteignant des buts intermédiaires et gradués. **L'objectif : la constitution d'une profondeur stratégique ; la méthode : une offensive diplomatique continue ; les moyens : une poursuite opérative prolongée, sans arrêts ni pauses.** Concrètement les relations bilatérales sont entretenues par des visites et des entretiens constants. Rien qu'en 2003, le Ministre des affaires étrangères et les membres du gouvernement visitèrent 60 pays. Dans le même temps la Turquie recevait en visite officielle 9 Présidents, 14 Premiers Ministres, 25 Ministres des Affaires Etrangères. Mais c'est insuffisant juge Davutoglu. La Turquie compte à peine 1464 diplomates contre 5809 pour la France et 2541 pour l'Espagne.

La Turquie au centre du monde

Flanc sud-est de l'Alliance atlantique, **la Turquie est restée en dormition [18] pendant des décennies. Le grand dessein d'Ahmet Davutoglu est de la tirer de sa léthargie en renouant avec un passé et une tradition spirituelle prestigieuse.** Débarrassée du rigide carcan kémaliste, la Turquie gagne en autonomie dans l'espace et le temps. **D'Etat périphérique la Turquie doit passer à celui d'Etat pivot et parvenir au stade de puissance globale.** Il n'y a pas de diplomatie d'une ligne résume Davutoglu, « *mais une diplomatie de la surface. Cette surface est la terre entière* ». [19]

Faire et publier une traduction de cet article du *Diploweb*

A titre exceptionnel, la publication d'une traduction de **certains textes** publiés sur le site *Diploweb.com* peut être autorisée à **quatre conditions** :

- . Respecter l'intégrité du texte et mentionner les coordonnées bibliographiques de la version d'origine en français, avec son URL ;
- . Faire traduire par un professionnel agréé, vers sa langue maternelle ;
- . Demander et obtenir une autorisation écrite du Directeur du *diploweb.com*, Pierre Verluise, via diploweb@hotmail.fr . Préciser à ce moment les preuves de la compétence du traducteur et les signes de la respectabilité du support de publication choisie (site, revue, éditeur...).
- . Adresser un exemplaire justificatif de la traduction sous word **et** en pdf.

Toute traduction ne respectant pas ces quatre conditions est rigoureusement interdite et fera l'objet de poursuites devant les tribunaux de Paris.

Notes

[1] Ahmet Davutoglu, *Alternative Paradigms*, University Press of America, Boston, 1994, p. 195.

[2] *Idem*.

[3] Ahmet Davutoglu, *Strategik Derinlik, (Profondeur Stratégique), Kure yayinlari*, Istanbul, 2001.p.57.

[4] *Ibid*.p.54.

[5] Il s'agit de la première crise de Chypre en 1964. Tentés d'intervenir militairement les Turcs sont violemment réprimandés par le Président américain Johnson qui adresse à cette occasion une lettre humiliante à son homologue turc.

[6] *Ibid*.p.58.

[7] *Qantara.de*. 7 aout 2009, Nimet Seker, « A shift in Turkish foreign policy : Turkey's strategic depth »

[8] *Op.cit*.(3).p.33.

[9] *Ibid*.p.10.

[10] *Ibid*.p.31

[11] Ibid.p.17.

[12] Jean Lopez, Berlin, Economica, Paris,2009,p.79.

[13] Ibid.p.46.

[14] Sam.gov.az,Javid Valiyev,"Where is Azeirbaijan positioned in strategic depth ?"

[15] Op.cit.(3).p.53.

[16] Mustafa Sen, « Transformation of turkish islamism and the rise of the Justice and development party », in, islamization of Turkey under the AKP rule, Routledge, New-York 2011.p.61.

[17] Op.cit.(3).p.37.

[18] Dans l'islam, la 18e sourate du Coran évoque le récit de jeunes dormants. Ils sont demeurés dans une caverne durant 309 ans lunaires, ce qui correspond à 300 ans solaires. Ils décident d'y rester car la société extérieure et corrompue et les empêche de pratiquer leur foi. Cette légende connaît en Turquie à Ephèse une version chrétienne.

[19] Hürriyet Daily News, 4 janvier 2010, Fulya Özerkan, « Architect of deep strategy concept unveils new foreing policy ».

[Retour au Sommaire](#)

La Turquie, alliée de toujours des Etats-Unis et nouveau challenger

mercredi 21 décembre 2011, par *Dorothee SCHMID*

L'auteur :

Spécialiste des politiques européennes en Méditerranée et au Moyen-Orient, est actuellement responsable du programme « Turquie contemporaine » à l'Ifri. Ses travaux portent sur les développements de la politique interne en Turquie et sur les nouvelles ambitions diplomatiques turques

Membre de l'OTAN depuis 1952, la Turquie est un allié traditionnel des États-Unis, malgré des désaccords sur des dossiers comme Chypre ou l'Irak. Depuis la fin de la guerre froide, et particulièrement après l'arrivée de l'AKP au pouvoir, les relations entre les deux pays se sont toutefois tendues. Il va désormais falloir trouver un équilibre entre le besoin de reconnaissance d'une Turquie toujours plus ambitieuse à l'échelle régionale et les impératifs de sécurité américains.

Dans le cadre de ses synergies géopolitiques, le Diploweb.com est heureux de vous présenter cet article de Dorothee Schmid publié sous ce même titre dans le n°3:2011 de la revue *Politique étrangère* (Ifri), pp. 587-599.

L'INTENSE activité de la diplomatie turque, particulièrement au Moyen-Orient, embarrasse depuis quelques années plus d'une puissance établie. Si les Français s'inquiètent de la présence croissante des Turcs sur leurs terrains d'influence arabes, les États-Unis éprouvent quelque difficulté à s'accommoder des ambitions retrouvées d'un allié qui leur fut toujours précieux, mais également de la volatilité nouvelle de ses positions.

Ankara avait en effet habitué Washington à plus de retenue et de régularité. Ayant intégré dès 1952 la communauté disciplinée de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) comme puissance régionale d'appui, elle y rendait aux États-Unis des services intermittents mais rarement négociables, en échange d'un rattachement souple à la sphère de protection américaine. Pilier oriental de l'Alliance, la Turquie assurait la surveillance de sa frontière sud-est, Washington ne se permettant que rarement de commenter les accidents politiques intérieurs turcs, entre coups d'État à répétition et répression des minorités.

Ce *gentlemen's agreement* stratégique a duré près de 40 ans, malgré quelques désaccords importants sur Chypre ou l'Irak. Mais la fin de la guerre froide et le 11 septembre 2001 ont créé les conditions de l'émancipation de la diplomatie d'Ankara, au moment même où son rôle central se confirmait au Moyen-Orient. Assumant d'une manière différente sa vocation de pays pivot, la Turquie entame alors une reconversion imprévue : longtemps plate-forme avancée de l'Occident au Moyen-Orient, elle se pose depuis quelques années en porte-parole auprès de l'Occident d'un monde arabo-musulman qui n'en finit pas de se décomposer et de se recomposer, et échappe de plus en plus à la maîtrise de Washington. L'équation stratégique américaine doit intégrer cette échappée orientale, avec des incertitudes majeures : il est en effet encore difficile d'évaluer si la Turquie a les moyens de ses ambitions dans la région et jusqu'à quel point ses intérêts y divergent de ceux des États-Unis.

Une Turquie toujours centrale

L'histoire et la géographie ont assigné à la Turquie une fonction centrale dans le système de la guerre froide : république laïque façonnée par Mustafa Kemal Atatürk sur le modèle des États-nations européens, elle est la sentinelle de l'Occident à sa frontière orientale. Cette fonction de rempart reste essentielle dans le calcul stratégique américain, mais évolue et se complexifie avec le temps.

Les fonctions géopolitiques d'un pays pivot

Les fondements du rapport turco-américain sont d'ordre sécuritaire. La situation géographique de la Turquie définit son importance dans la perception stratégique des États-Unis : le pays est au carrefour de deux continents et de plusieurs zones d'influence historique - russe, iranienne, etc. ; le Bosphore et les Dardanelles sont des verrous ; les principales routes énergétiques désenclavant les ressources de la Caspienne et du Moyen-Orient passent par le territoire turc ; et les sources du Tigre et de l'Euphrate se situent également en Turquie, ce qui en fait le château d'eau du Moyen-Orient. Fardeaux ou atouts, ces éléments offrent à la Turquie un choix de positionnement stratégique : elle peut être frontière, ou intermédiaire. Les décideurs américains tentent, depuis la fin du XXe siècle, de jouer sur ces deux vocations, selon leurs propres objectifs dans la région. La Turquie est pour eux un pays pivot, à même d'articuler des ensembles géopolitiques indépendants, mais aussi vulnérable car exposé, dans une région parcourue de tensions [1]. Le contrôle de la charnière turque est essentiel pour maîtriser la problématique moyen-orientale, en bonne harmonie avec l'ensemble européen. Pendant toute la guerre froide, la Turquie a été le poste avancé de surveillance de l'Occident à l'est, face à l'ennemi soviétique ; dans la décennie qui suit la chute du Mur, elle a

été pensée comme bouclier contre l'islam radical.

La Turquie n'était donc pas, jusqu'à l'ouverture de l'ère AKP (Adalet ve Kalkinma Partisi, Parti de la justice et du développement, d'origine islamiste, actuellement au pouvoir) en 2002, un enjeu stratégique en elle-même, mais bien un partenaire pour les dossiers géopolitiques régionaux. La relation bilatérale turco-américaine est fondée sur des intérêts stratégiques partagés, le niveau des relations économiques est faible, le dialogue politique existe, mais apparaît, jusqu'à une période récente, dénué de relief et de complicité. Cependant, Washington sait que la fonction d'intermédiaire géopolitique assignée à la Turquie est fragile et craint aujourd'hui plus que jamais que l'allié ne passe dans l'autre camp. Ancrer la Turquie à l'ouest est donc le premier objectif poursuivi par toutes les Administrations américaines depuis les années 1940. Cela passe, dans un premier temps, par le bénéfice du plan Marshall et par l'intégration à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) - alors que la Turquie n'est pas entrée dans la Seconde Guerre mondiale ; par son admission à l'OTAN en 1952, en même temps que la Grèce, pour participer à la guerre de Corée ; puis par le lobbying en faveur du rapprochement de la Turquie avec la Communauté économique européenne (CEE) puis de son adhésion à l'Union européenne (UE). Les États-Unis entérinent ainsi sans état d'âme la double appartenance géographique et identitaire de la Turquie, contrairement à une Europe qui doute encore de ses frontières et dont l'imaginaire collectif reste marqué par des *a priori* négatifs, héritages des « turqueries » d'un Empire ottoman autrefois menaçant [2].

Un allié traditionnellement remuant

Partenaire stratégique, allié, mais pas forcément ami : c'est ainsi que la Turquie elle-même perçoit les États-Unis, une grande partie de l'opinion turque cultivant un antiaméricanisme de principe qui s'exprime par crises face aux grands événements internationaux. Les sondages d'opinion le démontrent : le sentiment antiaméricain se renforce étonnamment en Turquie au fil des décennies, nourri d'incidents objectifs et de représentations fantasmées, qui heurtent le nationalisme turc [3]. Imprégnées de culture politique européenne, voire française, les élites kémalistes traditionnelles n'ont jamais considéré les États-Unis comme un modèle de société ou d'organisation politique [4]. Ce sentiment antiaméricain est partagé par la gauche turque, sur fond d'anti-impérialisme, et par une bonne partie de l'armée et de la classe politique, qui se sentent négligées par Washington et lui prêtent régulièrement des intentions malveillantes à l'égard de la Turquie ; nombre de théories du complot circulent ainsi, attribuant la paternité des coups d'États militaires successifs à l'intervention occulte des

Américains [5].

Seul le président Turgut Özal a fait preuve, dans la classe politique turque, d'une américanophilie réelle, coïncidant dans le temps, heureusement pour Washington, avec la première guerre du Golfe. Cette méfiance traditionnelle vis-à-vis des États-Unis se résorbe cependant en partie depuis l'arrivée de l'AKP aux affaires, ce dernier s'appuyant davantage sur de nouvelles élites anglophones, que leurs origines anatoliennes n'empêchent pas d'être plus en phase avec la mondialisation, et qui prisent surtout le modèle américain de liberté religieuse.

En pratique, la relation stratégique turco-américaine n'a jamais fonctionné de façon impeccable au-delà des années 1950. La Turquie est restée un allié compliqué et les accroc s n'ont pas manqué. La substance de la relation étant d'ordre sécuritaire, l'Administration américaine a longtemps fermé les yeux sur les petits accommodements de la Turquie avec la *doxa* démocratique occidentale. Les épisodes de confrontation sont en revanche réguliers dans le cadre de l'OTAN. Les Turcs ont ainsi gardé le souvenir très vif de plusieurs désaccords historiques où la puissance américaine a imposé ses vues contre les priorités nationales turques, d'où une amertume persistante. Les États-Unis se sont opposés à la Turquie sur la question chypriote en 1964 et en 1974, décrétant à l'époque un embargo sur les armes à destination de la Turquie ; dans les années 1980, l'aide militaire à la Turquie sera calibrée sur celle accordée à la Grèce, avec un ratio de sept pour dix. Mais les difficultés s'accumulent surtout du côté de l'Irak, où la préférence américaine pour les Kurdes inspire aux Turcs un malaise persistant. Fin 1991, une *no-fly zone* est établie dans le nord de l'Irak par les États-Unis, la France et le Royaume-Uni pour protéger les insurgés kurdes irakiens de la vengeance programmée de Saddam Hussein. Les Turcs se résolvent à contrecœur aux opérations *Provide Comfort* et *Poised Hammer*, mises en œuvre à partir de la base d'Incirlik, construite près d'Adana, au sud de la Turquie, aux premiers temps de la guerre froide. Les Turcs acceptent également les sanctions prévues contre l'Irak, malgré la perte économique manifeste que cela implique pour eux. Ils assistent surtout à partir de ce moment-là avec inquiétude à l'autonomisation progressive du Kurdistan irakien, où la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (Partiya Karkerên Kurdistan, PKK), active en Turquie depuis 1984, commence à installer ses bases. L'ensemble de ces concessions marque durablement les esprits, et explique bien des réactions turques pour la suite de l'histoire irakienne.

1991-2001 : la décennie du basculement

La Turquie a pu craindre d'être marginalisée par la fin de la guerre froide ; elle s'est au contraire trouvée libérée d'une partie de ses obligations anciennes, tout

en gagnant la possibilité de jouer d'autres rôles. La décennie 1991-2001, qui s'ouvre avec la première guerre du Golfe et s'achève avec le 11 septembre, apparaît ainsi *a posteriori* comme la décennie du basculement de la relation turco-américaine. Pour des raisons tenant à la fois aux circonstances régionales et à la trajectoire nationale des deux partenaires, l'équilibre des forces, traditionnellement très favorable aux Américains, bascule insensiblement du côté de la Turquie.

Dès les années 1990, l'alliance turco-américaine se consolide en se diversifiant ; la Turquie devient un partenaire multifonctions, pouvant contribuer à la résolution de bon nombre des difficultés diffuses posées par un système international instable. Elle est ainsi pleinement intégrée à l'équation de stabilisation de l'Europe balkanique et participe aux forces de maintien de la paix en Bosnie, au Kosovo, en Macédoine. Mais c'est le 11 septembre 2001 et ses suites qui la poussent au devant de la scène, en faisant un protagoniste essentiel des plans de Washington au Moyen-Orient. Les États-Unis considèrent à l'époque qu'une Turquie laïque, encore largement sous l'emprise des militaires, peut servir de digue contre la vague islamiste. Ce schéma de défense se double après le 11 septembre du fantasme d'une Turquie modèle politique, incarnant la démocratie musulmane avancée que l'Administration américaine rêve de répandre au Moyen-Orient.

L'impact du 11 septembre sur la Turquie est cependant ambigu. Traditionnellement en quête de réassurance identitaire, elle se trouve à l'époque mise en scène comme pays de l'entre-deux par des décideurs occidentaux devenus huntingtoniens, dans un monde découpé en zones antagonistes. Pensée comme « pont » entre les civilisations, ou comme instrument du dialogue avec un monde musulman hostile aux États-Unis, elle prépare dès ce moment sa reconversion et le réveil de sa vocation orientale assoupie.

Le pacte imprécis : la dérive de la relation turco-américaine

La relation turco-américaine traverse manifestement aujourd'hui une phase de réajustement houleux. Depuis le déclenchement de la seconde guerre du Golfe, accidents, désaccords et mésententes s'accumulent entre la première puissance mondiale et l'aspirant *challenger* qui a fait du Moyen-Orient le laboratoire de son renouveau économique et diplomatique. Cette dérive inquiète Washington, tandis qu'elle semble nourrir une forme d'exaltation à Ankara : la Turquie a cessé d'être un faire-valoir et fait comprendre qu'elle travaille désormais avant tout pour son propre compte.

La crise de 2003, tournant ou révélateur ?

La première crise de confiance significative entre les deux alliés a lieu le 1er mars 2003. Elle prend tout le monde par surprise et laisse le champ libre à des interprétations multiples. Ce jour-là, la Grande Assemblée nationale turque refuse le passage et le stationnement en Turquie de 62 000 militaires américains en route vers l'Irak. Les leaders de l'AKP, qui disposent pourtant d'une solide assise au Parlement, n'ont pas réussi à réunir la majorité absolue des voix ; la discipline de parti n'a vraisemblablement pas été strictement respectée, face à une opinion publique turque massivement opposée à la guerre en Irak. Le lendemain, le chef d'état-major de l'armée turque affirme pourtant qu'il apporte son soutien à l'opération américaine. Le secrétaire d'État américain adjoint à la Défense Paul Wolfowitz qualifie la prise de position turque de « grosse erreur », et les États-Unis agitent des menaces de rétorsion financière [6].

La crise est progressivement surmontée. La Turquie rejoint la coalition du côté des pays fournissant un appui logistique aux opérations, et obtiendra une compensation pour services rendus. Depuis 2003, la moitié des avions cargos militaires à destination de l'Irak sont bien partis de la base d'Incirlik. Mais le vote de 2003, qui a définitivement remis en cause la fiction d'un soutien turc automatique aux décisions de Washington, concentre toute la complexité d'un rapport empoisonné par le ressentiment turc. Pour compenser les brimades subies depuis 1991 sur le dossier kurdistanaï, les Turcs ont donné libre cours à leurs divergences internes, et l'anarchie chronique de leur système de décision, que les Américains rebaptisent traditionnellement « instabilité », a accouché d'un blocage. La Turquie a infligé aux États-Unis un traumatisme majeur : elle cesse dès ce moment d'être considérée comme un allié fiable. La relation turco-américaine s'intensifie cependant, car les difficultés bilatérales impliquent de multiplier les consultations, mais tout se joue désormais sur le mode du rapport de forces. Les deux États entrent dans un système de marchandage permanent. La question irakienne devient le baromètre de la relation pendant quelques années de tâtonnements, désaccords et accusations mutuelles de trahison - les Turcs accusent les Américains de soutenir le PKK et mènent des opérations au Kurdistan irakien pour y traquer la guérilla, tandis que les Américains soupçonnent les Turcs de faciliter le passage d'Al-Qaida. Tout s'apaise progressivement à partir de 2008 : l'Irak devient le lieu privilégié du redéploiement de la puissance turque, au point qu'elle s'y impose comme relais politique naturel au moment du retrait américain.

Le modèle politique turc, entre « islam modéré » et « islamisme »

Un nouveau paramètre essentiel entre maintenant en jeu pour façonner la perception américaine de la Turquie. Celle-ci est gouvernée depuis 2002 par un

parti d'origine islamiste, très préoccupé cependant durant ses premières années tests de démontrer son attachement à la modernité occidentale. L'AKP, que sa sociologie rend plus américanophile que les élites turques classiques, devrait en principe être l'ami de Washington ; il semble *a priori* être le candidat idéal pour incarner le fantasme américain d'un « islam modéré », ennemi de l'islam radical djihadiste que Washington combat ouvertement depuis le 11 septembre.

La place et l'influence réelle des islamistes dans le système politique turc ont pourtant toujours préoccupé les Américains, et l'État ami musulman a déjà failli basculer du mauvais côté en un moment de l'histoire récente. Parvenu au pouvoir en 1996 grâce à l'une de ces péripéties électorales dont la Turquie est coutumière, Necmettin Erbakan, le leader du Refah Partisi (Parti de la prospérité), parti islamiste ancêtre de l'AKP, s'était rapidement embarqué dans une surenchère islamique en interne comme en politique étrangère. Lorsque l'armée turque le persuada, moins d'un an plus tard, de démissionner, Washington se contenta d'affirmer à la fois son attachement au sécularisme et à la démocratie - deux préférences malaisément démontrables par un coup d'État militaire, fût-il qualifié par les analystes de *soft*, en comparaison de ceux qui avaient rythmé les décennies précédentes [7].

L'installation de l'AKP aux affaires ouvre une autre période ambiguë. Lorsque ce parti néo-islamiste, qui se décrit volontiers comme « musulman démocrate », à l'instar des démocrates chrétiens européens, gagne largement les élections de 2002 et se retrouve au Parlement en tête-à-tête avec les sécularistes du vieux parti kémaliste, le Parti républicain du peuple (Cumhuriyet Halk Partisi, CHP), beaucoup d'observateurs craignent une islamisation rapide de la Turquie. Quelques années plus tard, et malgré les gages d'ouverture donnés par l'AKP sur certains dossiers intérieurs qui s'avèrent fondamentaux au moins pour faire avancer le processus d'adhésion à l'UE (droits des Kurdes, place de l'armée dans le jeu politique, etc.), le soupçon d'un « agenda caché » islamique demeure [8].

Le contenu des télégrammes diplomatiques américains récemment révélés par WikiLeaks en dit long sur le malaise américain face à l'expérience AKP. On y lit des descriptions peu flatteuses du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, que l'ambassade américaine à Ankara perçoit comme un fondamentaliste islamique peu cultivé et peu ouvert, obsédé par le pouvoir et développant une tendance à l'autocratie, évoluant de surcroît dans un milieu très corrompu. L'appartenance d'une partie de son entourage à une confrérie islamique dérange les diplomates américains, de même que ses largesses envers des banquiers islamistes et son obstination à ne s'informer que par des journaux islamistes. En bref, le biais religieux imprègne les analyses des décideurs américains, également très inquiets de la montée de l'antisémitisme en Turquie [9].

L'échappée orientale de la diplomatie turque

Si l'évolution du paysage politique turc intéresse désormais plus sérieusement l'Amérique, c'est qu'elle a un impact évident sur les choix de politique étrangère du pays. L'activité diplomatique incessante et tous azimuts de la Turquie fascine beaucoup d'observateurs : puissance montante incontestée dans son environnement régional, elle s'impose sur de nombreux dossiers qui intéressent les États-Unis. À leur arrivée aux affaires, les cadres dirigeants de l'AKP n'avaient, à l'exception du président Abdullah Gül, qu'une faible expérience de l'international. Une décennie plus tard, le bilan diplomatique de l'équipe est impressionnant, mais les nouvelles options turques au Moyen-Orient sont une source régulière d'inquiétude pour Washington.

La politique étrangère turque est menée tambour battant depuis presque trois ans par le [ministre Ahmet Davutoglu](#), ancien universitaire ayant développé une vision originale et turco-centrée du système international. Si ses premiers écrits le rattachent clairement à une généalogie islamiste, sa rhétorique actuelle insiste sur la portée du *soft power* et met en scène la Turquie comme une puissance bienveillante, acteur majeur dans son environnement régional immédiat mais désireuse d'intervenir bien au-delà [10]. Le Moyen-Orient est devenu le laboratoire d'action privilégié de ce ministre atypique, dont les ambitions ont rapidement été décrites aux États-Unis comme « néo-ottomanes », car se déployant dans les anciens espaces d'influence de l'Empire [11].

La présence turque au Moyen-Orient se renforce de plusieurs façons et embarrasse les États-Unis pour diverses raisons. Pour concrétiser son ambition de *soft power*, Ankara signe des accords de libre-échange et de libre circulation avec plusieurs pays arabes, dont la Libye et la Syrie, et se confirme comme acteur économique de premier plan sur des terrains encore difficilement praticables pour les entreprises occidentales, comme l'Irak. Sa diplomatie de médiation cherche à se rendre indispensable dans toutes les configurations de conflit : elle intervient comme médiateur entre la Syrie et Israël en 2008, s'interpose régulièrement entre les factions palestiniennes rivales du Fatah et du Hamas, ou entre les parties libyennes après mars 2011 ; défendant le principe d'une solution politique sur le dossier du nucléaire iranien, elle tente, en tandem avec le Brésil, de retarder l'adoption de nouvelles sanctions internationales contre Téhéran. Sa capacité à gérer des relations parallèles avec les différents centres de pouvoir en Irak, de Bagdad au gouvernement régional kurdistanaï, tout en défendant les intérêts de la minorité turkmène, montre aussi que la Turquie sait organiser son influence dans le jeu politique interne de ses voisins quand ses intérêts vitaux (énergétiques, mais aussi politiques dans le cas des Kurdes) sont en jeu. La

brouille est en revanche consommée avec Israël après l'épisode du Mavi Marmara au printemps 2010 ; la mort de neuf militants turcs lors de l'assaut des forces spéciales israéliennes contre le navire qui tente de forcer le blocus de Gaza propulse la Turquie comme héraut de la cause palestinienne.

Toutes ces avancées confortent le désir d'indépendance de la Turquie et lui permettent de marchander sa coopération avec les États-Unis sur des dossiers essentiels. Si elle s'est immédiatement jointe à la coalition en Afghanistan en 2001, elle s'y met en scène comme seul membre musulman de l'Alliance, n'y a pas envoyé de troupes combattantes et refuse d'y renforcer ses effectifs quand les États-Unis le lui demandent. Son positionnement dans l'OTAN apparaît d'ailleurs de plus en plus décalé. Au printemps 2009, la crise de la nomination du secrétaire général - Ankara bloquant dans un premier temps la candidature de Anders Fogh Rasmussen, l'ancien Premier ministre danois ayant soutenu en 2005 le quotidien *Jyllands Posten* dans l'affaire des caricatures de Mahomet -, a marqué le début d'une série de coups d'éclat destinés à valoriser son statut d'allié à part. Au sommet de Lisbonne de décembre 2010, la Turquie se rallie au projet de bouclier antimissile, mais obtient que l'OTAN ne désigne pas nommément l'Iran comme menace. Lors de la crise libyenne, la Turquie commence par s'opposer à l'intervention alliée, avant de rentrer tardivement dans le rang. Toutes ces manifestations d'autonomie incitent certains à prédire un possible retrait turc de l'OTAN ; par le passé, des analystes américains ont déjà pu suggérer que le pays n'y avait plus sa place [12]. C'est en tout cas dans cette enceinte multilatérale que se cristallisent le plus violemment les désaccords turco-américains, mais c'est aussi là, désormais, que se redéfinit en permanence le sens de la relation.

Le contenu précis des ambitions turques au Moyen-Orient est difficile à mesurer, de même que la capacité du pays à tenir ces ambitions dans un environnement qui se dégrade chaque jour, mais la rhétorique officielle reste impressionnante. Au soir de son nouveau triomphe électoral du 12 juin 2011, le Premier ministre Erdogan a ainsi prononcé à Ankara un « discours du balcon » illustrant la dimension identitaire de sa nouvelle politique étrangère et le désir de leadership des Turcs dans la région [13]. Dans un élan inédit remarqué des observateurs turcs et internationaux, le Premier ministre turc y affirmait que le résultat des élections turques était salué « à Bagdad, à Damas, à Beyrouth, à Amman, au Caire, à Tunis, à Sarajevo, à Skopje, à Bakou, à Nicosie », citant aussi Ramallah, Naplouse, Jénine, Jérusalem et Gaza, avant de parler de « victoire de la démocratie, de la liberté, de la paix, de la justice et de la stabilité ».

Un effacement américain programmé : quelles responsabilités

pour la Turquie au Moyen-Orient ?

Cette confiance retrouvée de la Turquie dans son destin oriental ne devrait pas forcément inquiéter une Amérique qui peine de plus en plus à mettre seule de l'ordre dans la région. La Turquie étant maintenant en position de négocier sa contribution, il faut comprendre si elle est prête à jouer le rôle de puissance d'appui pour accompagner le retrait américain du Moyen-Orient, ou si elle souhaite s'imposer comme une puissance alternative, défendant une vision du monde différente.

S'accommoder de la nouvelle Turquie

L'émancipation rapide de l'allié jusqu'ici docile rend évidemment les calculs américains beaucoup plus complexes que par le passé. C'est, au fond, la réussite turque au sens large qui nourrit le dilemme américain. Washington a longtemps considéré que le pays était doté d'un fort potentiel économique et diplomatique, tout en notant que ses difficultés intérieures l'empêchaient de valoriser ce potentiel. Morton Abramowitz, ancien ambassadeur américain en Turquie sous l'ère Özal et conseiller de Bill Clinton, reprenait en 2000 l'éternelle interrogation américaine - quand ce pays tellement doté allait-il enfin décoller ? -, soulignant que la Turquie était encore plombée par sa dette extérieure, son instabilité politique et ses blocages identitaires, otage d'une classe politique corrompue et enfoncée dans le sous-développement [14]. Dix ans plus tard, l'étoile montante turque, libérée de bien des contraintes et de la plupart de ses tabous, affiche une *baraka* exceptionnelle et pose finalement bien plus de problèmes à l'ami américain.

Le diagnostic qui s'impose, au vu des accrocs de plus en plus fréquents entre les deux partenaires, est que les États-Unis et la Turquie sont entrés dans une zone de négociation continue afin de trouver un nouvel équilibre qui satisfasse à la fois le besoin de reconnaissance turc et les impératifs de sécurité américains. En dépit de son caractère moins stable, la relation turco-américaine n'a rien perdu de sa qualité stratégique ni de sa portée globale, même si elle se recompose autour de chaque dossier commun. La Turquie ne peut en effet être tenue à l'écart d'aucun des dossiers essentiels sur lesquels les États-Unis sont impliqués au Moyen-Orient. Depuis 30 ans, de l'Irak à l'Afghanistan, elle a aussi démontré qu'elle est un partenaire indispensable pour faire face aux crises imprévues [15]. Lorsque les objectifs concordent, elle demeure un auxiliaire ponctuel indispensable aux États-Unis. De son côté, Ankara ne peut évidemment pas davantage tourner le dos aux États-Unis, car elle ne peut assumer seule des fardeaux stratégiques multiples et dépend beaucoup de l'industrie américaine en matière d'armement [16]. Plus qu'en *challenger*, elle souhaite s'imposer comme partenaire à égalité.

La relation n'a donc rien perdu de son importance, mais elle a perdu ses automatismes. Rien ne coïncide plus de façon spontanée, en termes de besoins, d'intérêts et de priorités : la fin de l'alignement est/ouest et la diversification du portefeuille diplomatique turc ont introduit de nombreux décalages, que les deux partenaires doivent apprendre à gérer aussi bien que leurs convergences. La conduite de la relation requiert donc désormais une ingénierie humaine et technique exigeante. L'Administration américaine a pris acte de la volatilité nouvelle des Turcs et de leur désir d'être réévalués comme alliés, et se montre prête à mobiliser des compétences et du temps. Les canaux de communication entre les deux pays sont aujourd'hui très nombreux et actifs. Washington a beaucoup élargi son spectre d'interlocuteurs au-delà de l'armée et a appris à prendre au sérieux la classe politique et certains piliers de la société civile turque, comme les multiples *think tanks* nés ces dernières années. Les visites d'officiels américains se succèdent en Turquie, du président Obama à Hillary Clinton, en passant par le directeur de la Central Intelligence Agency (CIA), Leon Panetta, ou les délégations de parlementaires américains - qui doivent gérer, à leur niveau, un autre point de désaccord potentiel, autour de la question de la reconnaissance du génocide arménien.

Des dilemmes aux responsabilités partagées : une Turquie relais ?

La principale inquiétude concerne finalement les velléités des Turcs de promouvoir un nouvel ordre international allant à l'encontre des intérêts et des valeurs américains. De ce point de vue, la prétention des Turcs à s'ériger en porte-parole du monde musulman, ou à défendre la place des pays émergents dans le système de gouvernance mondial (notamment via le G20), ébranle régulièrement le cadre de discussion bilatéral. Son crédit étant notoirement affaibli au Moyen-Orient dans ce qui est aujourd'hui le périmètre d'influence des Turcs, Washington est évidemment contraint de prendre en compte les messages que la Turquie y diffuse. Le rôle majeur de la Turquie face à l'Iran dans le contexte irakien et sa capacité de médiation en Afghanistan sont des éléments essentiels dans l'équation de stabilisation régionale. S'il ne leur est pas toujours possible de travailler ensemble, la base d'une bonne entente doit en tout cas être maintenue, car la Turquie pourrait servir de relais modérateur sur tous ces terrains [17].

La diplomatie turque semble elle-même au bord d'un syndrome d'*overstretch* à l'américaine. Présente et active sur tous les terrains à sa portée, du Caucase aux Balkans, elle peine à maintenir sa cohérence et ne déploie pas une vision politique claire. À ce titre, la crise du printemps arabe constitue un test à grande échelle de la capacité des Turcs à assumer leurs responsabilités nouvelles de puissance. La

Turquie est apparue absente face aux événements tunisiens, assez distante face à la révolution égyptienne, exagérément hésitante sur les dossiers libyen et syrien. Il est donc trop tôt pour dire si les essais diplomatiques en cours ouvrent des perspectives nouvelles au service d'une stabilité régionale mise à mal par l'expérience néoconservatrice. Les avancées turques au Moyen-Orient semblent encore souvent dictées par un désir de revanche sur l'histoire : reste à définir un projet viable pour l'avenir.

Copyright 2011-Schmid/Politique étrangère

Plus :

La revue *Politique étrangère*



Politique étrangère est une revue trimestrielle de débats et d'analyses sur les grandes questions internationales. Elle est la plus ancienne revue française dans ce domaine. Son premier numéro est paru en 1936, sous l'égide du Centre d'études de politique étrangère. Depuis 1979, elle est publiée par l'Ifri.

Son ambition est de mettre en lumière l'ensemble des éléments du débat en matière de relations internationales, de proposer des analyses approfondies de l'actualité et d'être un instrument de référence sur le long terme pour les milieux académiques, les décideurs et la société civile. Chaque numéro comporte au moins deux dossiers concernant un événement ou une dimension du débat international, ainsi que plusieurs articles s'attachant à décrypter les questions d'actualité.

Politique étrangère consacre en outre une large place à l'actualité des publications françaises et étrangères en matière de relations internationales.

Formulaire d'abonnement à *Politique étrangère* (Pdf)



Notes

[1] Cette notion de géopolitique classique est régulièrement appliquée à la Turquie par les stratèges américains ; voir l'analyse de P. Marchesin, « Géopolitique de la Turquie à partir du Grand échiquier de Zbigniew Brzezinski », *Études internationales*, vol. 33, n° 1, 2002, p. 137-157. Le concept d'une Turquie pivot est régulièrement développé dans des ouvrages publiés aux États-Unis après le 11 septembre 2001 ; cf. S. Larrabee et I. O. Lesser, *Turkish Foreign Policy in an Age of Uncertainty*, Santa Monica, CA, Rand, 2003.

[2] Z. Önis et S. Yilmaz, « The Turkey-EU-US Triangle in Perspective : Transformation or Continuity ? », *The Middle East Journal*, vol. 59, n° 2, 2005.

[3] Pour une analyse sur plusieurs années des données du Pew Research, voir S. Cagaptay, « Persistent Anti-Americanism in Turkey », *Soner's Desk*, 10 janvier 2010, disponible à l'adresse suivante : . On y suit l'impressionnante plongée américaine post-11 septembre, jusqu'à 14 % seulement d'opinions favorables après l'élection de Barack Obama.

[4] « La République : visions franco-turques », interview réalisée par Dorothée Schmid avec Baskin Oran, Paris, Ifri, « Note franco-turque », n° 6, mai 2011.

[5] Ce contexte psychologique très tendu est finement analysé sur plusieurs décennies par C. Candar, « Some Turkish Perspectives on the United States and American Policy Toward Turkey », in M. Abramowitz, *Turkey's Transformation and American Policy*, New York, Century Foundation Press, 2000, p. 128. Pour une actualisation du malaise turc après la crise de 2003, voir H. Bozarslan, « L'anti-américanisme en Turquie », *Le Banquet*, vol. 2, n° 21, 2004, p. 61-72.

[6] « Wolfowitz Says Turkey Made "Big, Big Mistake" In Denying Use of Land », *The Turkish Times*, avril 2003, n° 317.

[7] S. Arsever, « L'adieu turc à l'ami des Frères musulmans », *Letemps.ch*, 1er mars 2011.

[8] Mentionnant expressément ce danger, un éditorial récent de la presse anglo-saxonne a fait couler beaucoup d'encre en Turquie avant les dernières élections législatives : « One for the opposition », *The Economist*, 2 juin 2011.

[9] N. Bourcier, « WikiLeaks : Erdogan jugé autoritaire et sans vision », *Lemonde.fr*, 30 novembre 2010.

[10] Dans sa thèse de doctorat, le ministre A. Davutoglu proposait une lecture islamisante du système international qui suscita tardivement des commentaires inquiets outre-Atlantique : *Alternative Paradigms : The Influence of Islamic and Western Weltanschauung on Political Theory*, Lanham, University Press of America, 1994 ; voir M. Koplow, « Hiding in Plain Sight », *Foreign Policy*, 2 décembre 2010. L'ouvrage majeur d'A. Davutoglu, *Stratejik derinlik : Türkiye'nin uluslararası konumu* [Profondeur stratégique : la position internationale de la Turquie], Istanbul, Küre Yayinlari, 2001, dans lequel il expose sa vision du monde à 360 degrés à partir du territoire turc, n'a pas été traduit en anglais.

[11] O. Taspinar, « Turkey's Middle East Policies : Between Neo-Ottomanism and Kemalism », Washington, DC, Carnegie Endowment for International Peace, Middle East Center, septembre 2008, « Carnegie Paper », n° 10.

[12] B. Badie, « L'appartenance de la Turquie à l'OTAN est devenue plus coûteuse qu'utile », *Lemonde.fr*, 15 juin 2011 ; D. Pipes, « Does Turkey Still Belong in NATO ? », *Philadelphia Bulletin*, 6 avril 2009.

[13] J.-P. Burdy, « Retour sur le "discours du balcon" et sur la victoire d'un nouveau leader régional », *Observatoire de la vie politique turque (OVIPOT)*, 26 juin 2011, disponible à l'adresse suivante : < ovipot.hypotheses.org/5873>.

[14] M. Abramowitz, op. cit., introduction.

[15] Entretien avec Kadri Gürsel, éditorialiste au quotidien *Milliyet*, juillet 2011.

[16] R. Weitz, « Whither Turkey-US Arms Sales ? », *Turkey Analyst*, vol. 4, n° 11, 2011.

[17] E. Alessandri, « Turkey and the West Address the Arab Spring », *The German Marshall Fund of the United States (GMF)*, « Analysis », 8 juin 2011.

[Retour au Sommaire](#)

Turquie. S. Ilhan, « Il est dur d'être turc ». Analyse d'un ouvrage souverainiste eurasiste

mercredi 21 mars 2012, par *Tancredi JOSSERAN*

L'auteur :

Spécialiste de la Turquie, auteur de « La Nouvelle puissance turque... l'adieu à Moustapha Kemal », Paris, éd. Ellipses, 2010.

Membre de l'OTAN et candidate à l'UE, la Turquie compte un courant souverainiste pour qui la marche vers l'Europe est perçue comme une colonisation qui ne dit pas son nom. Tancredi Jossieran présente un classique important pour connaître ce courant turc. Il s'agit de l'ouvrage de Suat Ilhan, *Türk olmak zordur*, (Il est dur d'être turc), éd. Alfa, Istanbul.

Depuis la fin des années 1980, un courant souverainiste (ulusalci) a émergé en Turquie. Toute l'originalité de ce mouvement réside dans son dépassement apparent du clivage droite-gauche. Il est le fruit d'une convergence de plusieurs traditions politiques différentes. Ainsi, une partie de la gauche kémaliste s'est rapprochée, par l'entremise des cercles militaires, de la droite radicale. Les tenants de cette synthèse conjuguent le rejet de l'impérialisme occidental avec celui de l'affirmation d'une identité nationale et étatique forte. Hostile au processus d'adhésion à l'Union européenne, favorable à la constitution d'un axe continental eurasiste avec Moscou, rejetant la mondialisation libérale, ce courant fait également appel aux grands canons du kémalisme traditionnel : refus des alliances militaires inégales, insistance sur l'idée d'une voie particulière au monde turc.

Suat Ilhan est aujourd'hui l'un des représentants les plus connus de cette mouvance souverainiste. Dans ce livre en forme de manifeste, S. Ilhan brosse un panorama de l'histoire des Turcs et des grands défis auxquels ils sont confrontés.

SUAT ILHAN (1925-), ancien officier supérieur de l'armée turque, breveté de l'Académie militaire et de l'École d'artillerie (l'arme d'élite en Turquie) est un des maîtres de la pensée géopolitique turque contemporaine. Entre 1995 et 2006, il dirige au sein de l'Académie de Sécurité nationale (*Milli Güvenlik Akademisi*), la

chaire de géostratégie. Comme une partie de l'armée sceptique quant au processus d'adhésion, S. Ilhan souligne non sans justesse que les orientations initiales de la politique turque ont été dévoyées, que l'appartenance à l'OTAN, la candidature à l'Union européenne sont autant de pertes de souveraineté et de reniement du kémalisme originel. Bien que rejetant l'islam politique, S. Ilhan établit au nom de la continuité nationale un lien entre les racines antéislamiques des Turcs, l'Empire Ottoman et la République. Toute l'histoire turque est comprise comme celle d'une « culture nationale » dont les traditions ont perduré à travers les âges pour trouver leur accomplissement ultime dans l'Etat kémaliste. Pour S. Ilhan, la Turquie doit devenir un acteur géopolitique à part entière en jouant de sa place centrale dans l'ensemble culturel turcique et non plus être l'objet des manipulations des puissances périphériques. L'idée d'un espace géographique d'envergure continentale amène S. Ilhan à souligner l'inévitable communauté de destin entre la République turque et ses épigones d'Asie Centrale.

Le peuple de la steppe

Au début de l'ère chrétienne, les ancêtres des Turcs, descendent progressivement des forêts sibériennes et atteignent les steppes d'Asie centrale. Ils chassent ou incorporent les populations indo-européennes préexistantes. Cette fusion est à l'origine des caractères spécifiques de la « race » turque. Avec le passage de la taïga à la steppe, les Turcs passent de la civilisation du chasseur-cueilleur à celle du cheval. Ils se meuvent sans difficulté dans les vastes étendues de l'Altaï et harcèlent sans discontinuer la Chine. Le centre de gravité de cet empire est délimité au nord par le lac Baïkal, au sud par le désert de Gobi. Au milieu coule une rivière, l'Orkhon, véritable îlot de verdure perdu dans l'immensité désolée. En ces lieux ont été retrouvées des inscriptions à la fin du XIXe siècle. Elles proclament à la face des siècles la grandeur du peuple turc et mettent en garde contre les dangers de l'acculturation qui guette la horde nomade. Textes fondateurs du nationalisme moderne turc, elles sont le fil conducteur du livre d'Ilhan. Ainsi, bien des vagues de cavaliers après avoir conquis la Chine se sont retrouvées subjuguées par leur conquête et au final absorbées. En ce sens, le titre du livre prend toute sa signification. « *Il est dur d'être turc* », est un avertissement [1]. **Ce qui menace le peuple turc n'est pas tant l'asservissement, la défaite militaire mais l'oubli de ses racines**, la perte de sa plus longue mémoire.

Cavaliers réputés, les Turcs inventent la selle et l'étrier et font de redoutables archers. La distance et l'éloignement dans l'espace en Asie Centrale empêchent la création de forte entité étatique. Aussi la condition première à la survie d'un

groupe organisé réside dans l'utilisation du cheval. Dans l'histoire turque la domestication du cheval est capitale [2]. Elle est la deuxième qualité la plus importante après la fonction guerrière. Suat Ilhan, résume : « *Notre culture, depuis les premiers millénaires, découle de la géographie de l'Asie centrale et a pris la forme d'une culture du cavalier de la steppe* » [3]. Cette caractéristique fait que tout en préservant une culture originale, les Turcs ont été capables d'emprunts à d'autres cultures. « *À la fin des guerres nous avons empêché les autres cultures de fusionner dans la notre, mais nous avons pris dans les autres cultures ce que nous estimions le plus conforme à nos traditions* » [4]. Dans une certaine mesure, S. Ilhan pense retrouver dans l'histoire pré-islamique des Turcs tout ce qu'est censée apporter deux mille ans plus tard la révolution kémaliste : la notion d'égalité entre les sexes, l'idée d'une société organique refusant l'antagonisme des classes, les qualités guerrières inhérentes à la « race » turque. S. Ilhan remarque « *en raison des menaces qui ont pesé dans l'histoire turque, le soldat est un élément essentiel, ses qualités sont primordiales* » [5]. Il retrouve également certaines permanences géopolitiques. La particularité d'un État enclavé en Asie Centrale est de faire face à des attaques venant de tous les côtés. Dans les tables de l'Orkhon, on peut lire : « *La nation turque est menacée des quatre coins cardinaux par ses ennemis* ». De « *telles caractéristiques se retrouvent également dans la Turquie moderne* » selon S. Ilhan [6].

Suat Ilhan est un membre actif de la Haute Fondation Atatürk pour la culture, et la langue et l'Histoire (*Atatürk Kültür, Dil ve Tarih Yüksek Kurumu - AKDITYK*) qui centralise la vie culturelle depuis 1982. Elle est à l'origine de la synthèse turco-islamique, véritable idéologie d'État mise en place par l'armée après l'intervention militaire de septembre 1980. D'après la fondation, l'État a pour devoir de sauvegarder l'identité nationale, les deux piliers en sont la culture des steppes et les valeurs de l'Islam. Dans un contexte de fortes tensions internationales et sociales, où terrorismes de droite et de gauche se répondent mutuellement, l'armée voit en l'Islam la force susceptible de stabiliser la société et d'unifier la nation autour d'un socle commun [7]. La synthèse turco-islamique opère une fusion entre le passé antéislamique des Turcs et la foi de Mahomet. L'Islam a transcendé la culture turque, qui, sans lui, aurait périclité ; mais la turcité a sauvé et propagé l'Islam à travers le monde. Sans les Turcs, l'Islam aurait succombé sous les coups des croisés au XI^e siècle [8] . C'est ici que transparaît dans les écrits d'Ilhan, l'idée d'une destinée manifeste. De tout temps les Turcs auraient été prédestinés à l'Islam. Le passage au monothéisme aurait été rendu possible par une forme d'hénothéisme, la croyance en un Dieu supérieur à tous les autres : « *L'histoire de notre croyance est celle d'une prédilection spéciale. Avant l'arrivée de la croyance en un Dieu unique découlant des religions universelles, le chamanisme et son système de croyance psychique*

donnaient la direction, les coutumes turques étaient destinées à aboutir à une croyance unique. Dans les croyances turques préexistait l'idée d'un Dieu unique ou d'une seule personne divine » [9]. En d'autres termes, il existait une approche nationale de la religion chez les Turcs qui a perduré dans l'Islam, malgré son essence résolument universaliste. S. Ilhan poursuit jusqu'à sa conclusion logique son raisonnement : « Lorsqu'a été décidé le passage à la religion universelle, à l'Islam, l'ultime révélation, l'adoption s'est faite en moins de cent ans... Les Turcs ont reçu la charge de représenter et d'étendre l'Islam, d'en assurer la défense. Pendant neuf siècles, ils ont rendu service à l'Islam » [10].

La révolution kémaliste

De même que la République française n'a jamais caché sa filiation avec la tradition étatiste et centralisatrice de la monarchie, la république turque assume avec l'Empire ottoman une certaine continuité. La révolution kémaliste s'inscrit pour S. Ilhan dans un effort de contemporanisation (*cagdas*) du savoir et des connaissances. Il la situe dans la trajectoire des révolutions française, anglaise et américaine qui embrassent l'Occident du XVIIe au XVIIIe siècle [11] . « Avec la culture occidentale, écrit S. Ilhan, l'objectif est de parvenir étape après étape par s'appropriation les acquis de la modernité, à adopter les changements contemporains en les mêlant à la culture turque » [12] . La Turquie est un pays à cheval sur deux mondes. Il est dès lors normal que les Turcs, peuple de nomades s'emparent de ce qui peut leur sembler utile dans la culture occidentale. Toutefois, il s'agit d'une culture laïque. L'incorporation d'éléments de la civilisation occidentale ne contredit pas l'essence nationale du projet kémaliste. Comme le note S. Ilhan, les « deux cultures religieuses ne se rencontrent pas et la culture turque n'est pas dénaturée » [13] . **La grande erreur commise en Europe est de considérer Mustafa Kemal comme un occidentaliste ou un européiste avant l'heure.** Toute son œuvre politique témoigne du contraire. C'est en luttant contre l'impérialisme occidental à l'occasion de la guerre d'indépendance en 1920 qu'il pose les fondements de l'État républicain. À aucun moment de son existence Kemal n'a utilisé le terme d'occidentalisation, mais a toujours insisté sur la contemporanisation. « Sans guerre d'indépendance, note S. Ilhan, il n'aurait pas pu y avoir d'État indépendant et de modernisation de la société » [14] . Dans cette rhétorique anti-occidentale, S. Ilhan va même plus loin, et n'hésite pas à faire de la guerre d'indépendance, la première victoire du monde musulman au XXe siècle : « L'aboutissement victorieux de la guerre de libération nationale, a de surcroît bénéficié aux pays musulmans et à l'Islam... Elle est le point tournant de la lutte entre Occident et Orient, Islam et christianisme » [15].

Un Islam gallican ?

Dès lors, comment S. Ilhan parvient-il à intégrer l'acquis majeur de la révolution kémaliste, c'est-à-dire la laïcité ? L'auteur reconnaît que c'est une question ardue. Depuis des siècles, la culture turque s'est formée au contact de l'Islam. « *Les bases de la pensée s'appuient sur l'Islam ; les croyances, l'Histoire, les coutumes, les mœurs, le droit, le folklore, la morale, la science... L'Islam est le principal élément qui colore la culture* » [16]. Par conséquent, pour S. Ilhan, il était impensable que le nouvel État se coupe du jour au lendemain de l'héritage islamique. Si coupure il y a, celle-ci doit permettre de libérer le politique du religieux en plaçant la mosquée sous le contrôle étroit de la République. En réalité, **on assiste à la mise en place d'une laïcité concordataire** pour ne pas dire d'un "Islam gallican"... L'Islam n'est « *pas l'idéologie officielle de la République, elle est le système de croyance de la majorité des citoyens turcs* » [17]. Le Ministère des affaires religieuses, le *Dinayet*, est la pierre angulaire de ce système qui permet à la fois d'affirmer la séparation du spirituel et du temporel, tout en maintenant la présence d'un Islam scientiste et national au cœur de la société. Les confréries religieuses n'ont pas à intervenir dans la gestion du culte sous peine de provoquer l'anarchie. L'article 1 du *Dinayet* stipule ainsi que le ministère des affaires religieuses a pour objet le bon fonctionnement des services relatifs à la croyance islamique. « *Elle gère la religion et le culte dans un sens éclairé* » [18]. Le *Dinayet* prend en compte l'histoire turque et les exigences de la laïcité. À juste titre Suat Ilhan rappelle que cette pratique de séparation du temporel et du spirituel n'est pas neuve chez les Turcs, et qu'il existe dès les Ottomans un droit laïc indépendant de la Charia. En outre, lorsque les Turcs venant d'Asie centrale font leur entrée à Bagdad en 1058, leur chef Tughril Beg se voit décerner par le calife abbasside le titre de Sultan. Le Calife, commandeur des croyants, se dépouille de ses prérogatives politiques pour les confier au Sultan et se concentrer sur son magistère spirituel [19]. Atatürk en fait de même lorsqu'il coupe le lien de souveraineté attachant l'État au califat, avant de supprimer définitivement le titre de Calife en 1924.

Un État pivot

La conscience d'appartenance à une aire géographique de taille continentale amène S. Ilhan à poser la question du pantouranisme. La Turquie est à la confluence de trois continents (l'Asie, l'Europe, l'Afrique). Elle contrôle les routes Nord-Sud et Est-Ouest [20]. Le monde turc, à son apogée, va des confins de l'Indus au bord du Nil, de l'Adriatique à la muraille de Chine. Le Taj Mahal en Inde, le pont de Mostar sur la Neretva, la Mosquée Tolun au Caire sont autant de « *traces* » de cette grandeur passée [21].

À l'époque moderne, le contrôle du bassin occidental de la Mer Égée et du Golfe persique était la clef de la position de la Sublime Porte en tant que puissance globale et indépendante. L'Empire Ottoman, dans sa lutte contre le monde occidental fonctionnait, à la « *manière d'un rideau protecteur pour le monde musulman* ». Il entravait la marche des « *puissances impérialistes* », vers l'Afrique, l'Asie. Avec la fin de l'Empire ottoman, c'est l'ensemble du monde musulman qui s'est retrouvé « *encerclé* » [22]. Aujourd'hui, selon S. Ilhan, on retrouve dans la République kémaliste, les mêmes constances qu'à l'époque ottomane : « *La géographie de la Turquie explique aussi bien les périls qui la menacent que les grands atouts qu'elle détient* » [23] . **En raison de ces atouts et de son emplacement stratégique, la Turquie et le monde turc restent un espace convoité.** Aussi, pour S. Ilhan, les difficultés auxquelles se heurte Ankara sont-elles de quatre ordres :

. « *Le choc des civilisations* » : S. Ilhan rapproche la notion de choc de civilisation de celle de guerre de religions puisque la « *religion est le noyau essentiel de toute culture* ». En raison de son dynamisme, de la puissance de son armée, de son poids dans le monde musulman, la Turquie est « *une cible* » [24].

. « *Le mondialisme* » : S. Ilhan pointe du doigt comme autre grand péril la mondialisation à marche forcée. Le mondialisme travaille à effacer les États-nations car il les considère comme « *une forme dépassée* ». Le projet mondialiste est en contradiction fondamentale avec l'œuvre de Mustapha Kemal. « *Atatürk a fondé un État-nation ; la république de Turquie est un État souverain, indépendant, il a été construit de cette façon. Or, le mondialisme occidental prend pour cible Atatürk et l'État-nation. Le mondialisme s'inscrit dans un cadre néo-impérialiste avec la banque mondiale, le FMI et l'OMC* » [25].

. « *L'Union européenne* » : opposé à tout abandon de souveraineté, S. Ilhan est donc logiquement hostile au processus d'adhésion. Un tel processus ne peut qu'aboutir à transformer la Turquie « *en un État vassal* ». **La marche vers l'Europe est perçue comme une colonisation qui ne dit pas son nom. Les mesures d'harmonisation sont assimilées au régime des capitulations.** Comme à l'époque du déclin de l'Empire ottoman, la Turquie est obligée d'abaisser ses barrières douanières, d'accorder des droits toujours plus importants à ses minorités. Plus grave encore, l'entrée dans l'Europe de Bruxelles sonne le glas de l'identité turque. Pour S. Ilhan : « *Nous avons été en lutte 500 ans avec l'Europe, et nous voulons intégrer une telle société. La révolution turque est originale... Nous devons avoir en mémoire l'exemple des Turcs Tabgaç qui se sont fondus en Chine* » [26] .

. « *Le pétrole* » : la Turquie n'a pas de ressources pétrolières mais de par sa

situation géographique elle fait figure de collecteur énergétique [27]. Son emplacement entre zone de production et zones de consommation attise les tensions. Les États-Unis, dans leur souci de contrôle des ressources en hydrocarbures de la planète, veulent éviter que l'Iran ou la Russie puissent contrôler les routes d'approvisionnement énergétique en provenance d'Asie Centrale (10 % des ressources en gaz et en pétrole de la planète). Le tracé du pipeline permettant le désenclavement du pétrole de Bakou via la Turquie illustre cette volonté d'éviter l'espace russe. Le Bakou-Tiflis-Ceyhan (BTC) exporte à travers la Géorgie jusqu'à la Méditerranée la production en gaz et hydrocarbure d'Azerbaïdjan. En outre, le projet Nabucco envisage d'étendre ces pompes énergétiques à l'ensemble de la Mer Caspienne en y adjoignant le Turkménistan.

Le dilemme du monde turc est qu'il est encastré entre la Chine puissance émergente, la Russie puissance renaissante et sujet aux appétits américains. À partir de la fin de la Guerre froide (1990), les États-Unis sont la seule puissance hégémonique. Dès lors, leur politique vise « *à empêcher l'émergence d'une autre puissance globale susceptible de les concurrencer. Chose qui ne peut se passer qu'en Eurasie. Le monde turc du fait de son positionnement entre Russie, Chine, Inde, devient un enjeu* » [28]. Ce projet géopolitique de grande ampleur s'accompagne également d'un volet idéologique. Les révolutions de couleurs qui ont touché les républiques d'Asie Centrale en sont la partie immergée : « *Ils apportent le morcellement en répandant la démocratie, ainsi l'Occident entre et peut prendre plus facilement contrôle de la politique, de la culture, de l'économie* » [29].

Favorable à une réorientation eurasiste

S. Ilhan estime qu'Ankara doit réorienter sa politique dans un sens eurasiste. Il défend une option continentale radicale. Trop longtemps, la Turquie a essuyé les contrecoups des manipulations périphériques des États-Unis. Ce ressac incessant l'a empêchée d'affirmer sa propre spécificité et l'a coupée de son environnement géopolitique naturel. **S. Ilhan estime que la Turquie n'a pas à épouser les desseins des États-Unis dans leur politique de néo-containment à l'égard de la Russie et de la Chine.** Au contraire, la Turquie, État pivot, doit élaborer une politique étrangère indépendante. S. Ilhan est favorable à un rapprochement pragmatique avec Moscou. Il permettrait de faire contrepoids à Washington et en même temps limiterait l'influence de Pékin dans la région [30]. S. Ilhan se réfère à l'Eurasisme. Ce courant intellectuel ancien appelle à l'union de la steppe et de la forêt, des Turcs et des Slaves. Au XXe siècle, l'historien soviétique Lev Goumilev a synthétisé ces données dans un ouvrage fondamental, *Ethnogénèse et biosphère*. Un nouvel ensemble politique à

la croisée de deux civilisations continentales reconstituerait l'empire de Gengis Khan. Au carrefour des routes énergétiques, la Turquie serait en mesure de jouer un rôle décisif sur l'échiquier planétaire et ne serait plus l'otage du bon vouloir de la thalassocratie anglo-saxonne. Le courant eurasiste turc (*Avrasyacilik*) est scindé en deux branches. Le premier dans l'orbite d'[Alexandre Douguine](#) défend un partenariat fort avec Moscou (Dogu Perinçek). Le second estime que sans exclure un rapprochement avec la Russie ou la Chine, le centre de gravité de gravité de la futur eurasiie reste le Turkestan (Ümit Özdag, Suat Ilhan).

Les cercles militaires sont très réceptifs à ces thèses. **L'ancien secrétaire général du Conseil national de sécurité, le général Tuncer Kilinç, a publiquement défendu l'idée d'une sortie de l'OTAN et de l'abandon du processus d'adhésion à l'Union européenne pour un rapprochement avec l'Iran et la Russie** [31].

Avec la fin de l'Union soviétique, la Turquie a tenté de réaffirmer son rôle de chef de file du monde turcique de l'Égée à la Chine. Cependant, concède S. Ilhan, ces aspirations ne se sont pas concrétisées. Beaucoup d'occasions ont été perdues dans la décennie 1990. Mais l'essentiel n'est pas là. Le Touran plus qu'un projet, est un rêve. Il est le point de repère d'un inconscient collectif en quête de grandeur. Les mots tracés sur les stèles de l'Orkhon continuent peut-être à murmurer au vent dans l'immensité de la steppe : « *Princes turcs, nation turque, écoutez ceci ! Comment la nation turque fut rassemblée, comment l'empire fut dirigé, je l'ai inscrit ici. J'ai gravé dans la pierre éternelle toutes ces paroles. Lisez-les et apprenez. Nation turque d'aujourd'hui, princes turcs, retombez-vous dans les erreurs...* » [32].

Copyright Mars 2012-Josseran/Diploweb.com

Plus :

. **Voir la présentation du livre de Pierre Verluise, Géopolitique des frontières européennes. Elargir, jusqu'où ?, 20 cartes en couleur, éd. Argos 2013, diff. Puf**

. **Voir sur le courant néo-eurasiste russe une présentation par Philippe Condé de "L'empire au miroir. Stratégies de puissance aux Etats-Unis et en Russie" , par D. Chaudet, F. Parmentier et B. Pélopidas (Genève-Paris : Librairie Droz, 2007)**

Notes

- [1] Suat Ilhan, Türk olmak zordur, (Il est dur d'être turc), Alfa, Istanbul, 2009.
- [2] Ibid.p.610.
- [3] Ibid.p.13-14.
- [4] Idem.
- [5] Ibid.p.610.
- [6] Idem.
- [7] Etienne Copeaux, Espace et temps de la nation turque, CNRS Editions, Paris 2000.
- [8] Op.cit. (1).p.556.
- [9] Ibid.p.16.
- [10] Idem.
- [11] Ibid.p.674-688.
- [12] Ibid.p.673.
- [13] Ibid.p.714.
- [14] Ibid.p.693.
- [15] Ibid.p.708.
- [16] Ibid.p.726.
- [17] Ibid.p.728.
- [18] Ibid.p.727.
- [19] Ibid.p.729.
- [20] Ibid.p.605.
- [21] Ibid.p.632.
- [22] Ibid.p.556.
- [23] Ibid.p.602.
- [24] Ibid.p.18-19.
- [25] Ibid.p.19-20.
- [26] Ibid.p.20.
- [27] Idem.
- [28] Ibid.p.638.
- [29] Ibid.p.640.

[30] Ibid.p.641.

[31] Hürriyet, 8 mars 2002, "AB disinda, rusya ve Iran'la yeni arayasi girilmeli", (À l'extérieur de l'UE, l'on doit entreprendre une nouvelle approche avec la Russie et l'Iran).

[32] Op.cit. (7). p.168.

[Retour au Sommaire](#)

UE-Turquie : perspectives ?

dimanche 4 novembre 2012, par *COMMISSION EUROPEENNE*

L'auteur :

La Commission européenne est l'organe exécutif de l'Union européenne. Elle représente les intérêts de l'Union dans son ensemble et non les intérêts particuliers des pays de l'UE

Géopolitique de la Turquie et de l'Union européenne. Les négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE ont été ouvertes en 2005. Sept ans plus tard, que devient la candidature de la Turquie à l'Union européenne ?

Le rapport 2012 de la Commission européenne consacré à la Stratégie d'élargissement apporte des éléments de réponse pour la partie européenne. Il confirme une situation de blocage politique déjà identifié dans le rapport 2011. En dépit d'un « programme pour le développement de relations constructives », lancé en mai 2012, la Commission européenne note en 2012 « que la Turquie n'ait réalisé aucun progrès sensible dans la mise en oeuvre intégrale des critères politiques suscite des inquiétudes croissantes. »

Seule une lecture *in extenso* du document, du rapport pays et des conclusions peut rendre compte de la position exacte de la Commission européenne. Afin de contribuer à éclairer le débat public nous présentons ici un extrait du document suivant : Commission européenne, « Communication de la Commission européenne au Parlement européen et au Conseil, Stratégie d'élargissement et principaux défis 2012-2013 », Bruxelles, le 10 octobre 2012, COM (2012) 600 final, 90 p. L'extrait présenté - sans coupe - se place des pages 18 à 21. En revanche, le *Diploweb.com* a pris l'initiative de mettre certains passages en gras. La rédaction n'a pas ajouté d'intertitre pour ne pas influencer la lecture.

« LA TURQUIE est un pays qui compte pour l'UE, du fait du dynamisme de son économie, de sa situation stratégique et du rôle régional important qu'elle joue en contribuant à la politique étrangère et à la sécurité énergétique de l'UE. Déjà largement intégrée dans l'UE grâce à l'union douanière, la Turquie est devenue un précieux élément de la compétitivité de l'Europe. Réciproquement, l'UE reste le principal point d'ancrage de la modernisation économique et politique de la

Turquie. Les deux parties bénéficieraient du renforcement de ces relations.

Le potentiel de la relation UE-Turquie ne saurait être pleinement exploité que dans le cadre d'un processus d'adhésion actif et crédible. Celui-ci reste le cadre le mieux adapté à la promotion des réformes liées à l'UE, la mise en place d'un dialogue portant sur les questions de politique étrangère et de sécurité, le renforcement de la compétitivité économique et une coopération accrue en matière d'énergie, de justice et d'affaires intérieures. Ce processus doit respecter les engagements de l'UE et les conditions fixées.

Dans ce contexte, un programme pour le développement de relations constructives avec la Turquie a été lancé par la Commission en mai 2012 afin de relancer le processus d'adhésion après une période de stagnation et d'apporter un nouvel élan aux relations UE-Turquie. Ce programme n'a pas pour objet de se substituer aux négociations d'adhésion, mais est plutôt un moyen de les **soutenir**. Il met l'accent sur des efforts dans des domaines présentant un intérêt commun, tels que l'alignement de la législation, une coopération énergétique renforcée, les visas, la mobilité et les migrations, l'union douanière, la politique étrangère, la réforme politique, la lutte contre le terrorisme et une participation accrue à des programmes interpersonnels. Six des huit groupes de travail créés dans le cadre du programme pour le développement de relations constructives en vue de soutenir l'alignement sur l'acquis ont tenu leur première réunion. Le soutien actif de la Turquie au programme pour le développement de relations constructives et sa perspective européenne restent essentiels. **Il est dans l'intérêt de l'UE et de la Turquie de redynamiser les négociations d'adhésion, notamment pour garantir que l'UE restera la référence pour la Turquie en matière de réformes.** [1]

Qui plus est, le Conseil a invité la Commission à mettre en place un dialogue et un cadre de coopération élargis entre l'UE et la Turquie, afin d'être à même d'aborder tout l'éventail des questions relatives à la justice et aux affaires intérieures. Il a également invité la Commission à prendre des mesures en faveur de l'assouplissement, progressif et à long terme, du régime des visas, parallèlement à la signature de l'accord de réadmission entre la Turquie et l'UE. Après avoir ratifié ce dernier en juin [2012], il est capital à présent que la Turquie le signe pour permettre la mise en oeuvre de la feuille de route pour l'assouplissement du régime des visas.

Compte tenu du fait que la Turquie a vocation à devenir une plaque tournante pour les approvisionnements en énergie et qu'elle partage certains défis avec l'UE, la Commission et la Turquie ont également décidé de renforcer leur coopération dans un certain nombre de domaines importants liés à l'énergie.

Le dialogue politique avec l'UE sur les questions de politique étrangère et de sécurité s'est considérablement renforcé. Les événements survenus dans le voisinage commun à la Turquie et à l'UE ont confirmé toute l'importance du rôle joué par la Turquie et de sa contribution utile à la politique étrangère et à la sécurité énergétique de l'UE. La Turquie a continué de jouer un rôle constructif en soutenant les mouvements de réforme dans les pays d'Afrique du Nord et du Proche-Orient. La coopération concernant la Syrie est intense. Les réunions tenues dans le cadre du dialogue politique, notamment au niveau ministériel, ont porté sur des questions de politique étrangère présentant un intérêt commun pour l'UE et la Turquie, telles que l'Afrique du Nord, le Proche-Orient, les Balkans occidentaux, l'Afghanistan, le Pakistan et le Caucase du Sud.

Si l'économie turque continue d'afficher une forte croissance, d'importants déséquilibres extérieurs et pressions inflationnistes demeurent toutefois les menaces les plus sérieuses pour la stabilité macroéconomique du pays. La forte incidence de l'emploi informel, la segmentation des marchés du travail et l'achèvement de la réforme de la législation syndicale demeurent des défis. La Commission réfléchit à des moyens de répondre aux préoccupations de la Turquie dans le cadre de l'union douanière, au sujet notamment des accords de libre échange conclus par l'UE avec des pays tiers. Dans le même temps, elle souligne qu'il serait souhaitable de moderniser l'union douanière et nécessaire de trouver une solution aux différends commerciaux qui entravent les échanges entre la Turquie et l'UE. La Commission a demandé à la Banque mondiale d'évaluer le fonctionnement de l'union douanière, dans le but ultime de la moderniser.

La Commission continuera d'œuvrer à la mise en place du programme pour le développement de relations constructives, afin d'apporter un nouveau dynamisme au processus d'adhésion et de permettre une relation plus constructive.

Le fait que la Turquie n'ait réalisé aucun progrès sensible dans la mise en œuvre intégrale des critères politiques suscite des inquiétudes croissantes. La situation relative au respect des droits fondamentaux sur le terrain continue d'être la cause de vives préoccupations, en dépit des améliorations récemment apportées à diverses dispositions juridiques dans ce domaine. Le droit à la liberté et à la sûreté, le droit à un procès équitable et la liberté d'expression, de réunion et d'association sont l'objet de violations récurrentes en raison de l'application disproportionnée de la législation sur le terrorisme et la criminalité organisée. Il importe que la Turquie traite toutes les problématiques liées à l'indépendance, à l'impartialité et à l'efficacité du système judiciaire. La poursuite des restrictions imposées dans la pratique à la liberté des médias et le nombre croissant de procédures judiciaires à l'encontre d'écrivains et de journalistes

demeurent des problèmes graves. La résultante en est une autocensure de plus en plus répandue. La Commission se félicite de l'engagement des autorités turques à présenter rapidement le quatrième train de réformes judiciaires et l'invite à aborder tous les grands problèmes nuisant à l'exercice de la liberté d'expression en pratique.

De plus, la **question kurde** demeure un défi de taille pour la démocratie turque et il est urgent qu'une solution politique lui soit apportée. D'une manière générale, la Turquie doit encore déployer d'importants efforts en vue de se conformer aux normes les plus élevées qui soient en matière de démocratie et de droits de l'homme. Les travaux en cours sur une nouvelle Constitution sont une excellente occasion d'y parvenir.

Les attaques terroristes perpétrées par le PKK, qui figure sur la liste des organisations terroristes recensées par l'UE, se sont considérablement intensifiées, en particulier au cours de ces derniers mois. Elles ont été condamnées fermement et à maintes reprises par l'UE. L'UE et la Turquie entretiennent un dialogue actif sur la lutte contre le terrorisme, considérée comme un aspect important du programme pour le développement de relations constructives avec la Turquie.

La Turquie a gelé ses relations avec la *présidence* tournante du Conseil de l'UE au cours du second semestre 2012, notamment en refusant de participer à toute réunion présidée par la présidence chypriote. La Commission réitère ses fortes craintes à l'égard des déclarations et menaces turques et appelle au plein respect du rôle de la présidence du Conseil, en tant que clef de voûte institutionnelle de l'UE prévue par le traité.

Les pourparlers menés sous les auspices du secrétaire général de Nations unies en vue de trouver une solution globale à la question chypriote sont dans l'impasse depuis le printemps 2012. Une solution globale est dans l'intérêt de toutes les parties, étant donné qu'elle renforcerait la stabilité dans le sud-est de la Méditerranée, offrirait de nouveaux débouchés aux États membres et à la Turquie et donnerait une forte impulsion aux négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE. La Turquie est donc invitée à adopter une attitude positive envers toutes les parties afin de favoriser l'achèvement du processus.

L'UE a aussi insisté sur tous les droits souverains dont jouissent les États membres de l'UE, parmi lesquels figure celui de conclure des accords bilatéraux et celui d'explorer et d'exploiter leurs ressources naturelles [2], conformément à l'acquis de l'UE et au droit international, y compris la Convention des Nations unies sur le droit de la mer. Conformément aux

positions répétées du Conseil et de la Commission ces dernières années, la Commission réitère qu'il est urgent que la Turquie satisfasse à l'obligation qui lui incombe de mettre pleinement en œuvre le protocole additionnel et avance sur la voie d'une normalisation de ses relations bilatérales avec la République de Chypre. Elle s'engage également à éviter toute forme de **menace** [3], source de friction ou action susceptible de nuire aux relations de bon voisinage et au règlement pacifique des différends. L'UE continuera de suivre et d'évaluer les progrès accomplis sur ces questions, conformément aux décisions concernées du Conseil.

La Turquie doit intensifier ses efforts pour apporter une solution aux problèmes bilatéraux non résolus avec ses voisins, y compris les questions frontalières. Un nombre considérable de plaintes officielles ont été déposées par la Grèce et Chypre concernant des violations de leurs eaux territoriales et de leur espace aérien par la Turquie. » [4]

Copyright Octobre 2012-Commission européenne

Plus

. **Voir la présentation du livre de Pierre Verluise, Géopolitique des frontières européennes. Elargir, jusqu'où ?", 20 cartes en couleur, éd. Argos 2013, diff. Puf**

. **Voir sur *Diploweb.com* un article de Trançrède Jossieran, Turquie. S. Ilhan, « Il est dur d'être turc ». Analyse d'un ouvrage souverainiste eurasiste**

. **Voir sur *Diploweb.com* un article de Dorothee Schmid, La Turquie, alliée de toujours des Etats-Unis et nouveau challenger**

Notes

[1] NDRL : Cette formulation doit-elle être comprise comme une crainte de l'UE qu'il en soit autrement, à savoir que l'UE ne soit plus la référence en matière de réformes ?

[2] NDRL : Il s'agirait notamment d'hydrocarbures *off shore*.

[3] NDRL : Comme en 2011, la Commission européenne utilise plusieurs fois en 2012 le mot « menaces » pour qualifier le comportement de la Turquie, un mot lourd de sens et de poids politique pour la suite.

[4] Commission européenne, « Communication de la Commission européenne au Parlement européen et au Conseil, Stratégie d'élargissement et principaux

défis 2012-2013 », Bruxelles, le 10 octobre 2012, COM (2012) 600 final, pp. 18-21
ec.europa.eu/enlargement/pdf/key_documents/2012/package/strategy_paper_2012_fr.pdf

[Retour au Sommaire](#)

UE : Prochains élargissements ? De l'UE-27 à l'UE-36 ou plus ?

dimanche 20 janvier 2013, par *Pierre VERLUISE*

L'auteur :

Directeur du *Diploweb.com*. Directeur de recherche à l'IRIS. P. Verluise enseigne la Géographie politique à la Sorbonne, au Magistère de relations internationales et action à l'étranger de l'Université Paris I. Il a fondé le séminaire géopolitique de l'Europe à l'Ecole de guerre. *Distinguished Professor* de Géopolitique à GEM.

L'incertitude qui règne sur la délimitation des frontières de l'Union européenne contribue à nourrir une inquiétude que les élites européennes sous-estiment volontiers. À l'image d'un boomerang cette préoccupation alimente une prise de distance croissante à l'égard de l'Union européenne.

C'est pourquoi il importe de faire le point au seuil d'une année qui devrait être marquée par l'adhésion de la Croatie, annoncée pour le 1er juillet 2013. Au-delà, quels sont les autres candidats officiels et « potentiels » ? Si tous venaient à adhérer il faudrait parler de l'Union européenne à 36, et non plus à 27. Certains envisagent même de monter jusqu'à l'UE-42, si on intégrait les six pays du partenariat oriental.

Dans le cadre de ses synergies géopolitiques, le *Diploweb.com* est heureux de vous présenter un extrait du nouvel ouvrage de Pierre Verluise, « Géopolitique des frontières européennes. Elargir, jusqu'où ? », illustré de 20 cartes en couleur, éd. Argos, 2013, diffusion Puf. Il s'agit du premier chapitre, publié sous le titre : *Quels prochains élargissements ? Les cartes qui illustrent ce chapitre dans l'ouvrage ne sont pas reproduites ici.*

APRES la Croatie, qui ?

L'Union européenne repousse ses frontières à chaque nouvel élargissement. Ceux de 2004 et 2007 lui ont ajouté douze pays - et près de 100 millions d'habitants. Il s'agit d'une œuvre de politique étrangère qui ne dit pas son nom puisque chaque adhésion est précédée par la reprise - au moins formelle - de l'acquis communautaire. Après l'UE-15, on a parlé de l'UE-25 puis l'UE-27...et bientôt de

l'UE-28.

En effet, **la Croatie** [1] - issue de l'ex-Yougoslavie - a terminé ses négociations d'adhésion avec l'UE en juin 2011. Le 22 janvier 2012, la population croate s'est prononcée favorablement à l'adhésion, à 67 % des suffrages exprimés. La Croatie deviendra le 28e pays membre de l'UE le 1er juillet 2013...si le processus de ratification par les autres pays membres arrive à son terme. Fin 2012, la Commission européenne désigne déjà la Croatie comme un pays « adhérent ».

Quelles sont ses caractéristiques ? La Croatie a une superficie de 56 594 kilomètres carrés. Sa population atteint 4,4 millions d'habitants. L'indice de fécondité [2] se place à 1,5 [3]. Conjugué à un accroissement naturel et un accroissement migratoire négatifs, cela contribue à envisager une légère baisse d'effectifs d'ici 2025. En 2011, la Croatie se place à 61% du PIB par habitant en Standard de pouvoir d'achat [4] de l'UE-27. Ce qui représente presque le niveau de la Pologne (65) [5]. En matière de niveau de vie, la Croatie se place très au-dessus de ses voisins des Balkans occidentaux. En 2012, la Croatie bascule cependant dans la récession. Le pays n'a rien d'exemplaire en matière de corruption. Comme à l'école primaire, la corruption est évaluée de 1 à 10 par l'organisation non gouvernementale *Transparency International*, la moyenne mondiale étant à 5. L'Indice de perception de la corruption de la Croatie demeure assez médiocre : 4 sur 10 [6]. Il est vrai que la Grèce, membre de l'UE depuis 1981, se place à 3,4 légèrement devant la Bulgarie (3,3)... Dans un sens, pourquoi se gêner ? Compte tenu des expériences récentes, la Commission européenne entend se donner les moyens de peser sur la Croatie après son adhésion, via des clauses de sauvegarde qui permettent des restrictions temporaires.

Le rapport 2011 de la Commission européenne prévient que : « [...] comme cela a été le cas lors du cinquième élargissement, le traité d'adhésion comportera une clause générale de sauvegarde économique, une clause de sauvegarde concernant le marché intérieur et une clause de sauvegarde dans le domaine de la justice, de la liberté et de la sécurité. » [7] Le rapport 2012 pointe du doigt certains domaines demandant des efforts urgents : « politique de la concurrence, appareil judiciaire et droits fondamentaux [...]. » [8]

L'impact de l'adhésion de la Croatie pourrait rester relativement mesuré. Son intégration porterait la superficie de l'UE de 4 403 608 kilomètres carrés à 4 460 202 km². La population de l'UE passerait de 503 492 041 habitants à 507 904 178. L'impact macro-économique sur l'UE serait relativement réduit compte tenu de la faible superficie du territoire, de son modeste peuplement et du niveau de développement déjà atteint.

L'Union européenne ne s'arrêtera probablement pas là. Instruite par l'expérience, la Commission européenne devient cependant plus exigeante à l'égard des candidats (I). Il faut d'ailleurs distinguer deux groupes : les candidats officiels et les candidats potentiels (II).

I. INSTRUITE PAR L'EXPERIENCE, LA COMMISSION DEVIENT PLUS EXIGEANTE A L'EGARD DES CANDIDATS

La Commission européenne publie chaque année à l'automne un rapport de suivi des candidatures à l'étude. Il s'agit d'un document public, accessible *via* Internet. Nous croiserons les éditions 2011 et 2012. La Commission attire notamment l'attention sur le nécessaire renforcement de l'État de droit (A) et la nécessité de garantir la liberté d'expression dans les médias (B).

A. Le nécessaire renforcement de l'État de droit

Après avoir affirmé que l'adhésion de la Croatie démontre que « l'UE respecte ses engagements une fois que les conditions sont remplies » [9], la Commission glisse quelques messages. Elle rappelle que les critères et les conditions d'adhésion sont contraignants, ce qui nécessite une volonté politique de la part des candidats, faute de quoi le processus risque de s'enliser. Le collège des commissaires rappelle aussi que les différents bilatéraux entre voisins devraient être réglés par le dialogue et le compromis avant toute adhésion.

S'ouvre alors une partie intitulée de manière significative : questions essentielles.

Dans l'édition 2011 comme dans l'édition 2012, la première concerne l'État de droit. Ce qui témoigne à la fois d'un esprit de continuité et de l'insuffisance des progrès constatés. La Commission prévient : « L'expérience acquise lors des négociations d'adhésion avec la Croatie sera mise à profit pour les négociations futures et en cours avec d'autres pays. À cette fin, la Commission proposera une nouvelle approche en ce qui concerne les questions liées à l'appareil judiciaire et aux droits fondamentaux, ainsi qu'à la justice et aux affaires intérieures. Celles-ci devraient être examinées dès les premiers stades du processus d'adhésion et les chapitres correspondants ouverts en conséquence sur la base de plans d'action, car ils exigent l'obtention de résultats convaincants. » [10] Pour le dire de façon brutale : la Commission a découvert que **l'inertie des comportements sociaux l'emporte sur le volontarisme de Bruxelles**. Très en amont du processus d'adhésion, il convient donc de mettre en place des systèmes judiciaires indépendants. En 2012, la Commission écrit : « **L'omniprésence de la corruption** permet l'infiltration de groupes de criminalité organisée dans les secteurs public et privé. [...] La lutte contre la **criminalité organisée** demeure

une priorité clé et représente un problème majeur dans la plupart des pays visés par l'élargissement. » [11]

L'accès à l'information pose aussi question.

B. Garantir la liberté d'expression dans les médias

Deuxième garantie essentielle : la garantie de la liberté d'expression dans les médias. Après avoir rappelé que la liberté d'expression est un droit fondamental partie intégrante du fonctionnement d'une démocratie pluraliste, la Commission note : « Les pays visés par l'élargissement se caractérisent dans l'ensemble par le pluralisme de leurs médias. Toutefois, dans certains d'entre eux, cette situation s'est dégradée dernièrement, ce qui suscite de vives inquiétudes. [...] Parmi les difficultés auxquelles sont confrontés la liberté d'expression et les médias figurent les ingérences politiques qui se manifestent également parfois par l'intermédiaire du système juridique, le recours au crime et à la corruption pour influencer les médias, et la protection insuffisante des journalistes contre les actes de harcèlement, voire les attaques violentes. Les problèmes économiques concernent le manque de transparence et la concentration de la propriété, l'absence de concurrence loyale et le manque d'indépendance des régulateurs du marché. Dans plusieurs pays visés par l'élargissement, l'application de la législation relative aux médias n'est dans l'ensemble pas satisfaisante. Plusieurs affaires d'agressions commises sur des journalistes, y compris des assassinats, ne sont toujours pas résolues plusieurs années après les faits. » [12] La Commission observe que les médias et les journalistes sont souvent forcés de pratiquer l'auto-censure. Elle appelle de ses vœux la mise en place d'une culture du journalisme critique et indépendant. Les progrès semblent lents puisqu'elle observe en 2012 que : « [...] dans de nombreux pays, la liberté d'expression reste un sujet de préoccupation majeur [...]. » [13]

En 2011 comme en 2012, la Commission met encore en avant d'autres priorités essentielles que nous ne ferons que mentionner : renforcer la coopération régionale et la réconciliation dans les Balkans occidentaux (notamment en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo) ; la reprise économique... L'édition 2012 relève que : « La dépression persistante a très nettement aggravé des conditions sociales difficiles. Le **chômage continue d'augmenter et s'élève maintenant à 21% dans les Balkans occidentaux**. Il est toutefois bien plus élevé en Bosnie-Herzégovine, en Serbie, dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine et au Kosovo. Les jeunes sont particulièrement touchés. Ce qui est plus inquiétant, les résultats favorables atteints avant la crise en matière de réduction de la pauvreté sont en train de s'infléchir. » [14]

Certes, la Commission a des exigences mais elle met des moyens sur la table. Pour la période 2007-2013, l'instrument d'aide de préadhésion bénéficie d'une dotation de 11,6 milliards d'euros. En 2012, la Commission européenne avance : « Pour le prochain cadre financier pluriannuel qui couvrira la période 2014-2020, la Commission a proposé une dotation financière de **14,1 milliards d'euros** au titre du nouvel instrument IAP II, un niveau de financement similaire en prix constants à l'actuel cadre financier. » [15]

Découvrons maintenant les pays considérés.

II. LES CANDIDATS OFFICIELS ET POTENTIELS

Signe que l'Union européenne reste attractive, cinq candidats officiels se présentent à sa porte (A). Il s'agit [16] par ordre alphabétique, de l'ancienne République Yougoslave de Macédoine (ARYM), du Monténégro, de l'Islande, de la Turquie et de la Serbie. Il faut y ajouter trois « candidats potentiels » des Balkans Occidentaux : l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo (B).

A. Les candidats officiels

Présentons-les par ordre alphabétique.

L'ancienne République Yougoslave de Macédoine (ARYM) est issue, comme son nom l'indique de la Yougoslavie. Sa superficie avoisine 26 000 kilomètres carrés. Sa population approche 2,1 millions d'habitants. L'indice de fécondité atteint 1,6 enfant par femme mais le nombre d'habitants devrait rester stable d'ici 2025. L'ARYM se place en 2011 à 36 % du PIB par habitant en Standard de pouvoir d'achat de l'UE-27. Ce qui la met derrière la Bulgarie (45). L'Indice de perception de la corruption reste assez médiocre : 3,9 sur 10. Le rapport 2012 considère que les progrès en la matière sont peu visibles. Plus de vingt ans après son indépendance, l'ARYM reste divisée par des tensions communautaires et politiques dans un cadre multiethnique et multiconfessionnel.

Dans son rapport 2011, la Commission européenne note que l'ARYM satisfait globalement aux critères politiques d'une adhésion... Pour autant, le rapport 2012 mentionne au titre des défis la liberté d'expression, l'État de droit, les relations interethniques, la réforme électorale, la réforme de l'administration publique, le renforcement de l'économie de marché et les relations de bon voisinage.

Le collège des Commissaire déplore une nouvelle fois que : « Les relations avec la Grèce continuent de souffrir du problème de la dénomination du pays. » [17] Une affaire surréaliste pour qui n'est pas Grec ou citoyen de l'ARYM. Parce qu'il existe au nord de la Grèce trois régions dont le nom fait référence à la Macédoine (occidentale, centrale et orientale), Athènes refuse que l'ARYM s'appelle

Macédoine, arguant que ce nom porterait une revendication territoriale sur sa province homonyme. Ce qui bloque son adhésion à l'UE comme à l'OTAN... et explique son nom alambiqué. L'État macédonien est cependant reconnu bilatéralement par 131 États sous le nom de « République de Macédoine ». Depuis le début des années 1990, l'ONU est supposée contribuer à régler cet imbroglio. Bruxelles considère que : « Le règlement de ce litige n'a que trop tardé. » On ne saurait dire moins.

Dans le rapport 2011, l'ARYM se voit rappeler à l'ordre pour une utilisation abusive du régime d'exemption de visas. « [...] à la suite de la suppression du régime des visas, certains États membres de l'UE ont vu le nombre de demandes d'asile introduites par des ressortissants des pays concernés, notamment de Serbie et de l'ancienne République yougoslave de Macédoine, augmenter considérablement, ce qui fait apparaître une exploitation abusive du régime d'exemption de visas. » [18] Résultat, le rapport 2012 précise que : « [...] chaque pays de la région devra prendre des mesures durables et ciblées. De manière plus générale, de nouvelles propositions ont été adoptées en vue de permettre une suspension temporaire des régimes d'exemption de visa en vigueur avec des pays tiers en cas d'afflux soudain de personnes. » [19] Il n'en demeure pas moins que : « Pour la quatrième fois, la Commission recommande que des négociations d'adhésion soient ouvertes avec l'[ARYM]. » [20]

La République d'**Islande** est une candidate d'exception à plus d'un titre. Géographiquement très éloignée des Balkans, elle l'est aussi économiquement et culturellement. En outre, l'Islande a suspendu ses négociations d'adhésion à l'UE mi-janvier 2013. Située entre l'Écosse et le Groenland, la superficie de cette île avoisine 103 000 kilomètres carrés. Cependant, le centre de l'île reste peu habité. L'essentiel des 300 000 Islandais réside sur les littoraux. Contrairement aux autres candidats, l'Islande affiche un PIB par habitant en SPA UE base 100 supérieur à la moyenne puisqu'il atteint 110 points de pourcentage en 2011. Le niveau de vie relatif des Islandais était encore plus élevé au début des années 2000, nous y reviendrons. L'indice de fécondité atteint 2,2 enfants par femme et les prévisions envisagent une augmentation de la population d'ici 2025, en dépit d'un accroissement migratoire négatif. L'Islande s'avère le moins corrompu des candidats, avec un Indice de perception de la corruption de 8,3 sur 10 en 2011. Pour le dire clairement, l'Islande se classe mieux que l'Allemagne (8) et la France (7)... Longtemps, les Islandais se sont trouvés très bien hors de l'UE, tirant nombre d'avantages de leur appartenance à l'Espace économique européen (EEE) comme aux accords de Schengen... tout en conservant leur souveraineté, notamment sur leurs immenses zones de pêche. Leur « vocation européenne » est récente, puisqu'elle fait suite à la faillite en 2008 d'une économie en partie fondée

sur la financiarisation. Subitement, les garanties de l'UE - voire de la zone euro - semblent attractives. Démocratie de longue date, dotée d'une législation proche des canons européens, l'Islande pourrait se voir ouvrir assez facilement les portes de l'UE. Le rapport 2012 affirme que : « L'Union européenne s'enrichira de la solide réputation démocratique de l'Islande » [21], mais ses citoyens sont en droit de se demander si cela suffirait à compenser les incidences politiques des adhésions balkaniques... À la date d'octobre 2012, plus de la moitié des chapitres de négociation ont été ouverts, sur lesquels 10 ont été provisoirement clôturés. La population islandaise semble cependant perdre au fil du temps son enthousiasme pour cette adhésion. Comme la Norvège et la Suisse par le passé, l'Islande pourrait refuser la porte ouverte. Si la suspension des négociations d'adhésion annoncée mi-janvier 2013 n'était pas suivi d'une relance, cela représenterait une forme de camouflet pour Bruxelles [22].

Le **Monténégro** a été partie prenante de la Yougoslavie. Il s'agit du plus petit des pays candidats, avec une superficie de 14 000 kilomètres carrés. Sa population avoisine 600 000 habitants, avec un indice de fécondité de 1,9. Sa population pourrait augmenter d'ici 2025 du fait d'un accroissement naturel positif. Le Monténégro se place à 43% du PIB par habitant en Standard de pouvoir d'achat de l'UE-27. Le Monténégro présente un Indice de perception de la corruption de 4 sur 10.

Officiellement candidat depuis décembre 2010, le Monténégro fait des progrès mais la Commission note en 2011 que : « Des efforts soutenus sont néanmoins nécessaires pour améliorer les résultats dans le domaine de l'État de droit, notamment en ce qui concerne les affaires de corruption au plus haut niveau et de criminalité organisée. » [23] Cela n'empêche pas l'ouverture des négociations d'adhésion le 29 juin 2012. Néanmoins le rapport 2012 précise que : « Le Monténégro devrait consentir des efforts supplémentaires pour améliorer encore ses résultats dans le domaine de l'État de droit de façon à aboutir à une mise en œuvre irréversible des réformes, en particulier en ce qui concerne les affaires de criminalité organisée et de corruption, notamment de haut niveau. » [24] La Commission ajoute : « Combattre la criminalité organisée par tous les moyens du système juridique présente des difficultés particulière pour le pays. » [25] Comprenne qui pourra...

La **Serbie** est officiellement candidate depuis le 1er mars 2012. Ce territoire de l'ex-Yougoslavie a une superficie de 88 000 kilomètres carrés. La Serbie occupe dans les mémoires des guerres balkaniques une place particulière. L'arrestation de Ratko Mladić et de Goran Hadžić et leur transfert vers le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) qui constituaient un obstacle majeur à l'adhésion de la Serbie à l'UE, ont levé un obstacle important. Ratko Mladić a

participé entre 1992 et 1995 à une entreprise criminelle commune qui avait pour objectif de chasser à jamais les Musulmans et les Croates de Bosnie du territoire revendiqué par les Serbes de Bosnie. Pour sa part, Goran Hadžić a participé de 1991 à 1995 à une entreprise criminelle commune visant à expulser par des persécutions la majorité des Croates et autres non-Serbes d'une grande partie du territoire de la République de Croatie.

La population vivant aujourd'hui en Serbie s'élève à 7,3 millions d'habitants, ce qui en fait le plus peuplé des candidats des Balkans occidentaux. Une fécondité de 1,4 enfant par femme et un accroissement naturel négatif non compensé par un accroissement migratoire positif conduisent les démographes à envisager une population aux alentours de 6,8 millions d'habitants en 2025. La Serbie se place à 35% du PIB par habitant en Standard de pouvoir d'achat de l'UE-27. Ce qui en fait le plus pauvre des candidats officiels, de surcroît entré en récession. Il s'agit aussi du plus corrompu, avec un Indice de perception de la corruption à 3,3 sur 10 en 2011. Comme l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Serbie fait une exploitation abusive du régime d'exemption de visas vers l'UE en multipliant les demandes d'asile.

Pied de nez à Bruxelles, le nationaliste populiste Tomislav Nikolic a remporté le 20 mai 2012 l'élection présidentielle en Serbie. Précédemment allié à l'ex-homme fort de Serbie, Slobodan Milosevic, T. Nikolic a immédiatement fait savoir qu'il confirmait l'option européenne de son pays. Bien évidemment, il connaît tous les bénéfices qu'il peut tirer de la poursuite du processus. Pour autant, le premier déplacement du président Nikolic fut pour Moscou. La Serbie semble prête à jouer la partition de la Russie dans sa stratégie énergétique à l'égard de l'UE. Le rapport 2012 constate en Serbie des reculs en matière d'indépendance, d'impartialité et d'efficacité de la justice. La question du Kosovo demeure une difficulté majeure à lever, sans parler de la criminalité organisée. Au mois de juillet 2012, un proche du sinistre S. Milosevic a été nommé ministre des Affaires étrangères : Ivan Mrkić.

La Turquie est depuis longtemps membre de l'OTAN et officiellement candidate à l'UE depuis 2005. Avec une superficie de 784 000 kilomètres carrés, c'est de loin de plus étendu des candidats. Sa population atteint 74 millions d'habitants en 2011, avec une fécondité de 2,1 enfants par femme. En 2025, sa population pourrait atteindre 85,4 millions d'habitants [26]. La Turquie se place à 52% du PIB par habitant en Standard de pouvoir d'achat de l'UE-27 [27]. Ce pays n'est pas exempt de corruption puisque son IPC 2011 est de 4,2.

Les négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE semblent dans l'impasse : aucun chapitre n'a été ouvert de 2010 à 2012. La Commission demande dès 2011

d'importants efforts supplémentaires pour garantir le respect effectif des droits fondamentaux, notamment la liberté d'expression, les droits de la femme et la liberté de religion. Le rapport 2012 déplore « Le fait que la Turquie n'ait réalisé aucun progrès sensible dans la mise en œuvre intégrale des critères politiques suscite des inquiétudes croissantes. » [28] La Commission européenne n'apprécie pas plus en 2012 que l'année précédente les « menaces » turques, par exemple au sujet de Chypre. « La Turquie a gelé ses relations avec la présidence tournante du Conseil de l'UE au cours du second semestre 2012, notamment en refusant de participer à toute réunion présidée par la présidence chypriote. La Commission réitère ses fortes craintes à l'égard des déclarations et menaces turques et appelle au plein respect du rôle de la présidence du Conseil, en tant que clé de voute institutionnelle de l'UE prévue par le traité. » [29] Il ne paraît pas excessif d'exiger d'un candidat qu'il respecte les institutions européennes. D'autant qu'un « programme pour le développement de relations constructives entre l'UE et la Turquie a été [précédemment] lancé en mai 2012 afin de soutenir le processus des négociations d'adhésion [...]. » [30]. Bruxelles cherche à « garantir que l'UE restera la référence pour la Turquie en matière de réforme. » [31] Ce qui revient à envisager que la question se pose.

Après les candidats officiels - dont rien ne dit qu'ils finaliseront tous leur adhésion - considérons plus rapidement les trois candidats potentiels.

B. Les candidats potentiels

Le concept de « candidats potentiels » peut sembler étrange mais il sert depuis plusieurs années à désigner des pays des Balkans occidentaux à qui l'Union européenne souhaite offrir une perspective sans pour autant s'engager trop rapidement.

Présentons-les par ordre alphabétique.

L'**Albanie** fait partie du groupe des Balkans occidentaux mais n'a pas appartenu à la Yougoslavie. Elle a cependant connu un régime communiste du lendemain de la Seconde Guerre mondiale au début des années 1990. Sa superficie est de 29 000 kilomètres carrés. Sa population atteint 3,2 millions d'habitants, avec un indice de fécondité de 1,4. Les prévisions démographiques pour 2025 envisagent 3,3 millions d'habitants. L'Albanie se situe à 31% du PIB par habitant en Standard de pouvoir d'achat de l'UE-27. Il s'agit donc d'un pays très pauvre, ce qui explique son accroissement migratoire négatif. Le pays affiche un Indice de perception de la corruption de 3,1 sur 10, ce qui le place au niveau du Royaume du Swaziland.

Membre de l'OTAN depuis avril 2009, l'Albanie a posé dans la foulée sa « candidature à la candidature » auprès de l'UE. Dès la fin de l'année 2010, les Albanais ont obtenu la levée de l'obligation de visa pour accéder à l'espace Schengen. Le rapport 2012 est moins critique que le précédent. La Commission considère que : « L'Albanie a bien progressé en vue de satisfaire aux critères politiques d'adhésion à l'UE [...]. » [32] Elle a rempli ses priorités concernant le fonctionnement du parlement, l'adoption des lois en attentes, la nomination d'un médiateur et la mise en place de procédures d'audition et de vote pour les grandes institutions. « Au vu de ces progrès, **la Commission recommande que le Conseil accorde à l'Albanie le statut de candidat**, sous réserve que des mesures clefs aient été prises dans les domaines du pouvoir judiciaire et de la réforme de la l'administration publique et que les règles de procédure parlementaire aient été révisées. » [33] L'Albanie pourrait donc passer dans le groupe des *candidats officiels*.

La **Bosnie-Herzégovine** - issue de l'ex-Yougoslavie - s'étend sur 51 000 kilomètres carrés. Sa population atteint 3,8 millions d'habitants, avec un indice de fécondité de 1,3. Les démographes prévoient 3,7 millions d'habitants en 2025. La Bosnie-Herzégovine se place à 29 % du PIB par habitant en Standard de pouvoir d'achat de l'UE-27. Il s'agit donc du plus pauvre des pays candidats potentiels, entré de surcroît en récession courant 2012. Avec un Indice de perception de la corruption à 3,2 sur 10, la Bosnie se met au niveau de la Zambie. Depuis fin 2010 ses habitants son exemptés de visa pour entrer dans l'UE.

Pourtant, la Commission européenne déplore « l'action des représentants politiques continue de refléter l'absence de consensus autour de la direction globale et de l'avenir du pays et de son paysage institutionnel. Aucun consensus n'a été dégagé en vue de garantir et d'améliorer le fonctionnement des institutions, tout en sauvegardant les intérêts des peuples qui composent le pays, notamment au regard de la volonté de l'ensemble du pays d'adhérer à l'UE. » [34] Manifestement excédés, les commissaires considèrent que la nécessité d'établir un environnement politique stable constitue la priorité absolue. Un dialogue politique de haut niveau sur le processus d'adhésion a été initié à Bruxelles en juin 2012 afin de tenter de maintenir la dynamique politique de l'agenda de l'UE en dépit de la crise politique en cours. Le rapport 2012 constate que « les résultats obtenus à ce jour restent en deçà des attentes. » [35]

Le **Kosovo**, issu de l'ex-Yougoslavie, a déclaré son indépendance en 2008... mais la Serbie la conteste et cinq pays membres de l'UE ne la reconnaissent pas. La Russie de Vladimir Poutine a été offusquée par cette déclaration d'indépendance. Les Serbes qui vivent dans le Nord du Kosovo sont pour Belgrade une marge de manœuvre contre les autorités du Kosovo. La superficie de ce dernier se limite à

11 000 kilomètres carrés. La population du Kosovo avoisine 2,3 millions d'habitants, avec un indice de fécondité de 2,5, soit le plus élevé de tous les pays candidats potentiels ou officiels. Sa population pourrait atteindre 2,7 millions en 2025. Eurostat n'indique pas le PIB par habitant en SPA du Kosovo. La *Central Intelligence Agency* indique pour l'Albanie une PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat de 6 500 dollars américains, ce qui place ce pays entre l'Égypte et le Bhoutan. Le poids de [la question géopolitique du Kosovo](#) n'a donc rien à voir avec la superficie ou le nombre d'habitants. Avec un Indice de perception de la corruption de 2,9 sur 10 le Kosovo est le pays le plus corrompu de tous les candidats officiels ou potentiels de l'UE, au niveau du Vietnam.

La Commission européenne et le Kosovo ont lancé en mai 2012 un dialogue structuré sur l'État de droit. Dans son rapport 2012, la Commission annonce l'intention de se concentrer sur l'appareil judiciaire, la lutte contre la criminalité organisée et la corruption. Elle affirme enfin qu'un Accord de stabilité et d'association avec le Kosovo « peut être conclu entre l'UE et le Kosovo même si les États membres de l'UE conservent des points de vue différents sur son statut. » [36]

Conclusion

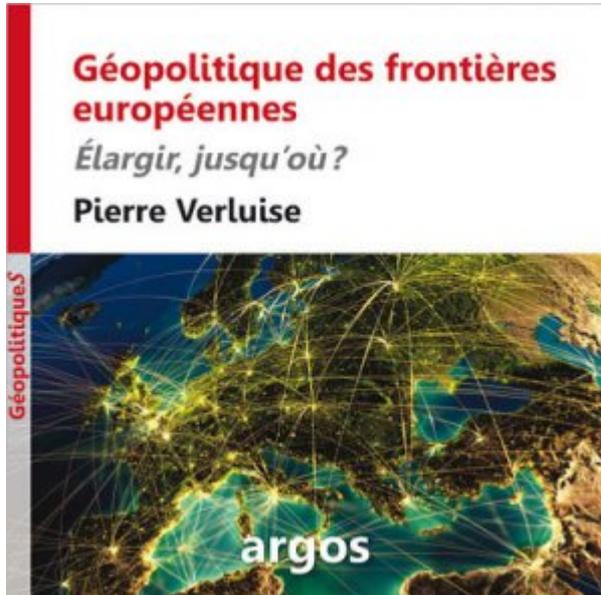
Après la Croatie, qui ? Ce ne sont pas les candidats qui manquent. Sans compter la Croatie, annoncée pour le 1er juillet 2013, ce ne sont pas moins de huit pays - très différents - qui s'inscrivent explicitement dans une perspective d'intégration européenne. Ce qui porterait **l'UE-28 à... l'UE-36**. Si personne ne peut affirmer que tous les candidats officiels et potentiels iront au terme de leur adhésion, il semble probable que les frontières de l'UE évoluent encore. Ajoutons que d'autres pays sont déjà plus ou moins officieusement « candidats à la candidature » à l'UE, dont la Moldavie voire la Géorgie. **Certains pays membres de l'UE ajouteraient volontiers à l'UE-36 les six pays du partenariat oriental : Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Moldavie et Ukraine. Nous arriverions alors à l'UE-42.**

Marquée par la « fatigue des élargissements » précédents, affaiblie par la crise économique, perturbée par la dérive autoritaire de Viktor Orban en Hongrie et la violation de l'esprit des traités européens en Roumanie, l'UE gagnerait probablement à découvrir le principe de réalité.

Copyright 2013-Verluisse-Argos

Plus

. Voir une présentation complète du livre de Pierre Verluise, "Géopolitique des frontières européennes. Élargir, jusqu'ou ?", 20 cartes en couleur, éd. Argos



L'incertitude qui règne sur la délimitation des frontières de l'Union européenne contribue à nourrir une inquiétude que les élites européennes sous-estiment volontiers. À l'image d'un boomerang cette préoccupation alimente une prise de distance croissante à l'égard de l'Union européenne.

Cet ouvrage propose des réponses claires et précises aux questions suivantes :

- . jusqu'ou l'Union européenne compte-t-elle encore s'élargir ?
- . quelles relations l'UE entretient-elle aujourd'hui avec des pays de l'Est qui étaient hier considérés comme des ennemis ?
- . comment s'organisent les relations de l'UE avec le Sud ?

Ainsi, le lecteur peut disposer d'une vision géopolitique des frontières de l'Union européenne.

Se procurer ["Géopolitique des frontières européennes" sur Amazon](#)

. Télécharger le dossier de présentation du livre à l'intention de la presse et des organisateurs de conférences



P. Verluise,

**Géopolitique
des frontières
européennes,
éd. Argos**

1 MO, en couleur

. Ecouter sur France Culture [l'interview de Pierre Verluise par Thierry Garcin pour Les Enjeux internationaux, Union européenne. Jusqu'où élargir l'Europe ?](#)

. Ecouter sur France Inter [l'interview de Pierre Verluise pour Allo l'Europe, "Jusqu'où l'Europe peut-elle s'élargir ?"](#)

Notes

[1] La Croatie est membre de l'OTAN depuis 2009.

[2] Indice de fécondité : nombre moyen d'enfants auxquels une femme donnerait naissance, si les taux actuels de fécondité par âge demeuraient constants pendant toute sa vie reproductive.

[3] Tous les indices de fécondité de ce chapitre sont extraits du n°705 de la revue Population et Avenir, décembre 2011. Il en va de même pour les projections de population en 2025.

[4] Eurostat définit ainsi le PIB par habitant en SPA : « L'indice de volume du PIB par habitant en standard de pouvoir d'achat (SPA) est exprimé par rapport à la moyenne de l'Union européenne (UE-27) fixée à 100. Si l'indice d'un pays est supérieur à 100, le niveau du PIB par tête pour ce pays est supérieur à la moyenne de l'Union européenne et vice versa. Les chiffres de base sont exprimés en SPA, c'est-à-dire dans une monnaie commune qui élimine les différences de niveaux de prix entre les pays, permettant des comparaisons significatives du PIB en volume entre les pays. »

[5] Eurostat, base de données en ligne. Consultation 2012.

[6] Transparency International, IPC 2011.

[7] Commission européenne, « Stratégie d'élargissement et principaux défis 2011-2012 », COM (2011) 666 final, p. 15. Mentionné ci-après sous la référence COM (2011) 666.

[8] Commission européenne, « Stratégie d'élargissement et principaux défis 2012-2013 », COM (2012) 600 final, p. 28. Mentionné ci-après sous la référence COM (2012) 600.

[9] COM (2011) 666, p. 4.

[10] COM (2011) 666, p. 5.

- [11] COM (2012) 600, p. 5.
- [12] COM (2011) 666, p. 7.
- [13] COM (2012) 600, p. 6.
- [14] COM (2012) 600, p. 10.
- [15] COM (2012) 600, p. 22.
- [16] Au 1er octobre 2012.
- [17] COM (2012) 600, p. 44.
- [18] COM (2011) 666, p. 23.
- [19] COM (2012) 600, p. 24.
- [20] COM (2012) 600, p. 29.
- [21] COM (2012) 600, p. 21.
- [22] NDLR. En mars 2015, le gouvernement islandais fait savoir qu'il retire sa candidature à l'Union européenne.
- [23] COM (2011) 666, p. 16.
- [24] COM (2012) 600, p. 14.
- [25] COM (2012) 600, p. 35.
- [26] Cf. le chapitre 2 (Quelle candidature turque ?) de Pierre Verluise, "Géopolitique des frontières européennes. Elargir, jusqu'où ?" éd. Argos, 2013.
- [27] Cf. le chapitre 2 (Quelle candidature turque ?) de Pierre Verluise, "Géopolitique des frontières européennes. Elargir, jusqu'où ?" éd. Argos, 2013.
- [28] COM (2012) 600, p. 20.
- [29] COM (2012) 600, p. 20.
- [30] COM (2012) 600, p. 12.
- [31] COM (2012) 600, p. 19.
- [32] COM (2012) 600, p. 16.
- [33] COM (2012) 600, p. 30.
- [34] COM (2011) 666, p. 17.
- [35] COM (2012) 600, p. 13.
- [36] COM (2012) 600, p. 32.

[Retour au Sommaire](#)

EU. Which Turkish Candidature ?

The Geopolitics of the European Frontiers ? Where Should Expansion Stop ?

dimanche 21 avril 2013, par Pierre VERLUISE

L'auteur :

Director of *Diploweb.com*. Director of Research at IRIS. Pierre Verluise is a lecturer in Political Geography at the Magistère de relations internationales et action à l'étranger, Paris University I, Sorbonne. He founded the seminar on European geopolitics at the Ecole de guerre. He is Distinguished Professor of Geopolitics at GEM.

What can economics and demography tell us about Turkey, today and going forward ?

The advantage of approaching Turkey from the economic and demographic angles is that it enables us to circumnavigate the hypersensitive terrain of cultural □ not to mention confessional □ differences. We should, moreover, remember that France is one of the countries that rejected - much to the disappointment, notably, of Poland - any reference to Christianity in the draught constitutional treaty from which the Treaty of Lisbon is largely inspired. It can be counter-productive on more than one score to dwell unduly on Turkey's belonging to the Muslim zone of influence : firstly out of respect to the majority of the Turkish population, and to the millions of Muslims who are citizens of the European Union or have immigrated to a member country ; and secondly to other candidates for accession, such as Bosnia, which have significant Muslim communities.

Let us therefore look at Turkey in turn from the economic (I), and demographic (II) vantage points.

As part of its interdisciplinary approach to geopolitical analysis, Diploweb.com is delighted to bring you an extract from the new work by Pierre Verluise, *Géopolitique des frontières européennes. Elargir, jusqu'ou ? (The Geopolitics of the European Union Borders, Where should expansion stop ?*, Eska, 2014), illustrated by 20 color maps, published in France by Argos, 2013, and distributed by Puf. The selected extract is in fact the second chapter, published under the title : *Quelle candidature*

turque ? The maps used to illustrate the chapter in the book are not reproduced here.

THE ECONOMY : HOW FAST IS TURKEY CATCHING UP ?

COVERING 784,000 km² (302,700 sq. miles) [1], Turkey is 1.42 times bigger than France, currently the biggest of the EU-27 members.

Geography

“If we compare Turkey in its sub-continental geographical zone, as defined in the UN databases, i.e. western Asia, the size of its territory is advantageous. Of the 18 countries of western Asia, it is second only in area to Saudi Arabia [...]. All the other Mediterranean countries, including France, are smaller than Turkey.”
Gérard-Francois Dumont, *Géostratégiques*, n°30, 2011 (our translation)

The production of wealth is distributed unequally across the Turkish territory. Put simply, the western half is richer than the eastern half.

Let us first see what the Turkish economy is made of and then consider some perspectives in the form of different scenarios.

A. 52% of GDP per capita in purchasing power standards (EU-27 = 100)

In its autumn 2011 edition, Eurostat's *Europe in figures — Eurostat yearbook* [2] presents consolidated data for 1999, 2001, 2003, 2005, 2007 and 2009. In other words the most recent consolidated data go back to 2009, a year overshadowed by economic recession in the EU as much as in Turkey [3].

How does the Turkish economy stand in relation to European Union averages ? It is instructive to examine three metrics : workforce productivity, GDP and GDP per capita.

Pierre Verluise, “The Geopolitics of the European Union Borders, Where should expansion stop ?” Eska, 2014.

Pierre Verluise delivers a master stroke with this work that operates on two levels : as a manual of geopolitics and an essay on the Eastern and Southern borders of the European Union. Thorough and informative, it steps outside the box of back-slapping political correction.



Director of the geopolitical Web site Diploweb.com. [Pierre Verluise](#) closely monitors the development of the European Union and its borders. He is a lecturer in geopolitics at the Sorbonne. He founded the seminar on European geopolitics at the French “War College”. He is Distinguished Professor of Geopolitics at GEM.

This work offers clear, precise answers to the following questions :

- . How far does the European Union still plan to expand ?
- . What relations does the EU now entertain with the Eastern countries that were so recently perceived as enemies ?
- . How is the EU organizing its relations with the South ?

In [Turkey](#) in 2009, workforce productivity per person in employment reached 63% of the EU-27 levels from the available sets of national data expressed in purchasing power standard (PPS) [4]. This is a national average that, however, conceals regional disparities, with productivity being higher in the west than in the east. Notwithstanding, the figure does place Turkey well above Bulgaria (39%) and Romania (47), slightly above Lithuania (56) but just below Estonia (65) and the Czech Republic (72). Close to the average (100) is Denmark (101). At 121, the productivity of the French workforce is nearly twice that of its Turkish counterpart.

In 2009, the GDP of the EU-27 at current market prices attained €11,791 bn while

that of Turkey amounted to €440 bn [5]. This gives Turkey more economic clout than Belgium (339) and Poland (310) but less than the Netherlands (572) and of course France (1,907) and Germany (2,397).

Timeline of Turkey-EU relations

July 2009 : Opening of a chapter on taxation, raising the number of negotiation chapters opened to 11 out of 35. Only one has been closed.

November 2008 : The European Commission declares that Turkey has a viable market economy, marking a crucial stage for accession.

November 2007 : In its annual report on Turkish progress, the Commission estimates that negotiations should take at least 10 to 15 years.

December 2006 : Closure of 8 negotiation chapters, Turkey refusing to apply the so-called Ankara protocol to Cyprus.

October 3 2005 : Accession negotiations with the EU effectively start.

Source : *Touteurope.eu*, 2012.

It is, of course, important to take into account the human factor via the GDP per capita purchasing power standard [6] (UE-27 = 100 [7]). The on-line database offers a figure for 2011 that is not presented as a forecast but that should be treated with caution as Turkey's GDP for the year in question is presented as "not available". Caveats apart, **in 2011, this would give Turkey a score of 52% of GDP per capita in purchasing power standards (UE-27 = 100)**, ranking it above Bulgaria (45) and Romania (49) but below Latvia (58), Poland (65) and a long way behind France (107) and Germany (120), let alone Luxembourg (274).

So Turkey has already travelled some way. In 2005, GDP per capita in purchasing power standards (UE-27 = 100) was 10 percentage points below its 2011 level [8]. In other words, between 2005 and 2011 Turkey has been catching up very fast : its tempo of 1.6 percentage points per year outstrips even the Czech Republic's 1998-2007 performance.

B. What economic prospects ?

We are still short of data offering a clear view of how Turkey is going to emerge from the ongoing crisis affecting the country and more importantly the EU. However, proceeding cautiously, we can put forward several hypotheses, based on the available forecasts for 2011.

With 52% of GDP per capita purchasing power standards (UE-27 = 100) in 2011, how many years will it take Turkey to get past the 75% mark ? Any region in the

European community remaining below this threshold is entitled to substantial structural funding. This is currently the EU's n°2 expense item.

Several factors complicate the prediction. Here is a non-exhaustive list. For starters, the possible accession of other EU candidates would probably - with the exception of Iceland - have the effect of bringing down the EU's GDP per capita purchasing power standards in a proportion that is hard to forecast with certainty but that would have the statistical impact of reducing the duration of funding allowed to regions approaching the threshold. [9] Let us bear in mind here that, in 2011, the GDP per capita purchasing power standards of the former EU-15 was still 10 percentage points above that of the EU-27. This is an eloquent reminder of the wealth gap between the old members and the newcomers. [10] Moreover, while we inevitably tend to think in terms of data on the national scale, these funds are handed out on the basis of regional results. In other words, there are very poor regions in eastern Turkey that would be entitled to funding for a long time. Finally, much will depend on demographic outcomes.

In 2011, Turkey apparently scored 52% of GDP per capita purchasing power standards (EU-27 = 100), i.e. 23 percentage points below the 75% cutoff. If we take this reference point, how many years will it be before the majority of Turkish regions get past this milestone ?

Scenario 1 : if Turkey catches up at an average speed [11] of 1.3% per year - slightly faster than the Czech Republic between 1998 and 2007 - it would take 18 years, i.e. till 2029.

Scenario 2 : at an average speed of 1.1% per year, it would take 21 years, extending the time frame to 2032.

Scenario 3 : at an average speed of 0.8% per year, we are looking at 29 years ; i.e. till 2040.

Scenario 4 : at an average speed of 0.5% per year - just below Poland's performance between 1998 and 2007 - it would take 46 years, i.e. till 2057.

The crisis helps Turkey to close the gap

The economic crisis shakes up the status quo. In 2009, variations in GDP were reduced by 4.4% in the EU compared with 4.8% in Turkey [12]. The dynamics

diverged as from 2010.

The EU is turning in unimpressive, not to say poor performance : 2.1% GDP growth in 2010 ; 1.5% in 2011 ; with zero growth forecast for 2012.

Conversely, Turkey has reported significant improvement : 9% of GDP growth in 2010 ; 8.5% in 2011 ; with 3.3% forecast in 2012.

With the EU slowing down and Turkey gaining momentum, the gap is being cut back faster than could have been envisaged prior to the crises.

So what is the most likely scenario ? None of the above perhaps, such is reality's propensity to surprise ! The slowdown in the economic growth of the European Union is making it easier for Turkey to catch up. **Given the 2011 data, there is every possibility that in the 2030s or the 2040s the majority of Turkish regions will rise above the threshold of 75% of GDP per capita purchasing power standards (EU-27 = 100).** This data will depend on the economic dynamics of each party - the EU and Turkey - on demographic trends and on the use that Turkey will make of European funding in its candidature.

In 2009, *Transparency international* ranked Turkey 61st worldwide in terms of corruption, with a Corruption Perceptions Index of 4.4 out of 10 - i.e. below the world average (5). Turkey, then, still has its work cut out to eliminate the endemic problem that affects many sectors, and offer stronger guarantees. It is worth noting that the situation is not improving, as, in 2011, *Transparency international* still ranked the country 61st in the world with a Corruption Perceptions Index of 4.2 out of 10. This slight downturn (-0.2 points) leaves Turkey in an even less enviable situation than Rwanda (5), Costa Rica (4.8), Kuwait (4.6) and Namibia (4.4). Not without reason, lawyers in Ankara point out that the EU currently has four members that are doing even worse : Italy (3.9 out of 10), Romania (3.6), Greece (3.4) and Bulgaria (3.3).

These very human weaknesses lead us to turn our attention to the demographic viewpoint.

II. WHAT ARE THE DEMOGRAPHIC PROSPECTS ?

Before looking ahead, we should first look back at the situation at the start of the decade.

A. Turkey is approaching the end of a demographic transition

At 74 million in 2011, Turkey had a smaller population than that of Germany (81.8), the most heavily populated of the EU-27 member countries ; but how long

will this last ?

Since the 1970s, Turkey has been in the second phase of a demographic transition, with fertility down by more than 6 children per woman in 1960 to 2.1 in 2011. Gérard-François Dumont points out that : “The situation in Turkey is nonetheless specific, with strong inter-regional differences in fertility. According to data provided by the Turkish national statistics institute, fertility ranges from 1.51 children per woman in the western region of Marmara to 3.46 in South-East Anatolia. Turkey consequently has a regional demographic divide [13].” The dividing line appears to run from the south-west to the north-east with, on one side, five regions with fertility above the national average and, on the other, seven regions where the situation is reversed. The most easterly regions, where the population is made up of mostly of Kurds, have a fertility that is significantly above the national average, with the relative demographic weight of the Kurds apparently progressing.

However, on the national scale, the natural growth rate fell by over half between 1960 and 2011. Overall, the outcome of demographic transition is nonetheless an increase in population.

Mid-2011 estimations pointed to a population of 74 million. Turkey’s population has consequently already overtaken that of other EU members on the Mediterranean rim, notably France, Italy and Spain. Today, Turkey is reaching the end of its demographic transition, with fertility approaching the replacement level as a result of mortality conditions that remain unfavourable. However, in 2009, this did not prevent the natural growth of Turkey alone from reaching 809,000 people, i.e. 1.6 times the natural growth of the whole of EU-27 (509,200).

The Turkish Prime Minister advocates an increase in fertility

The decline in fertility in Turkey is worrying some sections of the authorities.

“The Turkish Prime Minister, Recep Tayyip Erdogan, caused a splash by calling for the Turks to have at least three children to prevent the population from ageing, causing an outcry in a country that is fighting poverty and unemployment.

"We must keep our population young. If you do not want our population to decline, each family should have three children", said the Prime Minister to an audience of women assembled to celebrate International Women’s Day.

Mr. Erdogan, himself a father of four and a practising Muslim, claimed that *"children are a blessing from God"*, and regretted that he had not had more.

"Our population is young, but if the current trend continues, we shall start to age after 2030. This is a threat. We must maintain a balance", he said. [...]

The head of government, leader of a party that has emerged from the Islamist movement, has been blasted by specialists and politicians at a time when he is increasingly suspected of having an agenda to strengthen the influence of Islam over Turkish society, notably through controversial projects such as authorizing the Islamic veil in universities. [...]

"These statements are a bad mistake for a country that is looking to join the European Union", when the EU is already worried about letting in such a heavily populated country, noted Dr Saylan.

Health Minister, Recep Akdag, a paediatrician and father of five, came to the defence of the Prime Minister, declaring that the average number of children in a Turkish family was 2.1 and that, below 2, international standards considered the population to be in decline".

Source : Agence France Presse, March 13 2008 (our translation)

It is worth noting that Turkey is host to illegal immigrants, over one million of whom, mainly from the former Soviet or Balkan Republics or the Middle East, are thought to be working in Turkey. Immigrants are forced to accept very low wages and particularly harsh working conditions. They are employed notably in the tourist, construction, textile, and leather industries and the services sector. West of the Bosphorus, nearly 15% of textile workers are thought to be Romanian.

B ...but in the 2020s, the Turkish population could exceed that of Germany

44.1% of the Turkish population currently lies in the 0 - 24 age group. This is why, despite the sharp decline in fertility, the Turkish population could continue to grow significantly during the whole of the first half of the 21st century. This would be the result of historic momentum [14], linked to the many generations still at an age to procreate.

According to *World population prospects* the population of Turkey should pull away from that of France, then overtake the declining population of Germany some time around 2020-2025. **Accession would therefore make Turkey the most heavily populated country in the European Union in the second quarter of the 20th century.**

In 2025, its population could reach 85.4 million. By 2050, the Turkish population could be around 94.7 million. This demographic weight would very probably give the country the biggest representation in the European parliament, though it should be noted that its parliamentary representatives, like those of any other country, would very probably be spread over several political groups. There

are no obvious reasons why there should be a “Turkish vote”, any more than there is a “French vote” or a “Slovenian vote” at the European Parliament.

Conclusion

So what can economics and demography tell us about Turkey today and tomorrow ?

Turkey has been a member of NATO since 1952

During the Cold War (1947-1990), NATO doctrine was based on the hypothesis that the Warsaw Pact nations could launch a mass attack on Western Europe via Germany. Turkey’s contribution to collective defence should be seen against this backdrop. The role of Turkish forces was to line up on the southern front against some thirty Soviet divisions to prevent the Warsaw Pact countries from maximizing its forces on the western front.

From the economic perspective it seems reasonable to expect the majority of Turkish regions to break through the barrier of 75% of GDP per capita in purchasing power standards (EU-27 = 100) some time between 2030 and 2050. With accession on the agenda, it is important to ensure that the European Union has the necessary financial resources and that Turkey offers sufficient guarantees to optimize the use of European funds.

From the demographic viewpoint, the growth of Turkey’s population could enable the latter to stretch the gap over the population of France, then exceed that of Germany by around 2020-2025. **In other words, Turkey could become the biggest and most heavily populated European Union nation before most of its regions exceed the threshold of 75% of GDP per capita in PPS (EU-27 = 100).** With accession a possibility, it is important to ensure that the citizens of member countries bring their support to the financial efforts that will need to be made over the long term, before and after accession. Explicitly or implicitly, these economic and demographic realities and perspectives will carry weight in Turkey’s bid to join the European Union. Above all, the governments and the majority of public opinion in the member countries need to be convinced that Turkish accession to the European Union really is desirable, and then, should this happen, to give themselves the means to make membership a success for all parties.

However, this complex process factors in other parameters, notably strategic and political.

Turkey causes deadlock in EU-NATO relations

Turkish policy is a major stumbling block in the progress of cooperation between the EU and NATO. Why ? Turkey has been a [member of NATO since 1952](#) and a candidate for European Union membership since 2005 ... while at the same time occupying a member nation, the Republic of Cyprus. Thus Turkey demonstrates its power through its capacity to annoy. It has persistently blocked the signature of a security agreement between Cyprus and NATO. This automatically prevents the exchange of classified information between NATO and the EU and the optimal implementation of the so-called “Berlin plus” [15] agreements. In reality, Turkey is opposed to the involvement of Cyprus in any CSDP mission deploying NATO resources. The disproportionate relationship between the size of a divided Cyprus and the impact of this division on the European Union, as well as on the latter’s relations with NATO may appear utterly incongruous. The deadlock speaks volumes about both the European Union’s inability to contribute to a solution of the Cyprus question and Ankara’s tendency to indulge in power plays in foreign affairs.

It is common knowledge that Washington has been pushing, through the voices of George Bush Jr. then Barack Obama, for Turkish accession to the EU, though of course the USA is not itself an EU member.

On June 7 2012, asked to look ahead at what he thought the next 10 years would have in store for the EU, the former French Minister of Foreign Affairs, Hubert Védrine, told the Canadian review *Global Brief* : “There is a [...] question mark about the geographical extension of Europe. We can say with some certainty that 10 years from now there will be two or three new members. What we do not know, however, is whether Turkey will be among them. We have no way of knowing. We do not know whether the treaty of accession will have been signed and, if so, whether it will have been ratified by every country. It is possible, but we cannot be sure today.” [16]

Turkey’s posture does however seem to have shifted in since 2011, both in terms of its regional environment and the European Union.

The “Arab revolutions” - with all their ambiguities - seem to have made Turkey into a sort of benchmark, at least for a while, even though the subsequent elections in the countries concerned have brought to power forces that would not necessarily identify with all Turkish values. In 2012, as a result of the dramatic situation in Syria, Turkey came even more to the fore, opening its arms not only

to refugees but also to rebel fighters. More generally, Turkey is exhibiting an economic dynamism that is enviable in the region, and that gives buoyancy to geopolitical designs in the countries of the Middle East, notably those that are linguistically close to Turkish.

This new positioning is bolstered by the slowdown in the process of Turkish accession to the European Union. The European Commission's 2011 report on the forthcoming enlargements point to a possible deterioration of relations between the EU and Turkey. The stumbling blocks remain unmoved, and Brussels is not impressed by Ankara's recourse to strong-arm diplomacy. Negotiations are grinding to a standstill. It has to be admitted that the economic situation in the EU and, more than that perhaps, its economic perspectives, make it less and less attractive. It is, however, worth noting that, on February 12 2013, the French Minister of Foreign Affairs, Laurent Fabius, made it known that France was raising its veto on the regional policy chapter of Turkey's European Union membership negotiations.

Copyright 2013-Verluisse.

English Translation : Alan Fell

More

. See the first chapter, "Will the EU Grow Again ? From EU-27 to EU-36 and Beyond ?"

. See the the third chapter, "European External Action Service (EEAS)"

Notes

[1] Population & Avenir, n°690, November-December 2008, p. 21.

[2] European Commission, Europe in figures — Eurostat yearbook 2011, Luxembourg, Publications Office of the European Union, 2011, 692 p.

[3] To take the crisis year 2009 as a yardstick is clearly contentious. However, to default back to 2007 data - i.e. before the crisis impacted in 2008 - is even more contentious as the data is outdated.

[4] European Commission, Europe in figures — Eurostat yearbook 2011, Luxembourg, Publications Office of the European Union, 2011, p. 50.

[5] European Commission, Europe in figures — Eurostat yearbook 2011, Luxembourg, Publications Office of the European Union, 2011, p. 46.

[6] Eurostat : The volume index of GDP per capita in Purchasing Power Standards (PPS) is expressed in relation to the European Union (EU-27)

average set to equal 100. If the index of a country is higher than 100, this country's level of GDP per head is higher than the EU average and vice versa. Basic figures are expressed in PPS, i.e. a common currency that eliminates the differences in price levels between countries allowing meaningful volume comparisons of GDP between countries.

[7] Source : Eurostat, on-line database, June 2012 consultation.

[8] Source : Eurostat, on-line database, June 2012 consultation. NB : in 2005 there was a break in continuity for all countries, complicating comparisons with previous years.

[9] This is what happened at the 2004 and 2007 extensions, for example for some regions in the Iberian peninsula.

[10] Source : Eurostat, on-line database, June 2012 consultation.

[11] Though the concept of economic catch-up process is deterministic, and therefore open to debate, it is used by the EU (Eurostat). Here, we are considering the discrepancy in GDP per capita in PPS (UE-27 = 100) for a poor country compared with 75% of the EU average. In other words, we are talking about the difference between the pace in the country considered and that of the EU. To calculate the time it would take for Turkey to reach the 75% threshold, catching up the EU at a speed of 1.3% per year, we divide 23 (= percentage point gap between the GDP per capita in PPS for Turkey and the threshold value of 75% of the average for the EU-27 in 2011) by 1.3. This yields 17.6, rounded up to 18. We then add 18 to the reference year 2011, i.e. $2011 + 18 = 2029$. This is obviously an approximation. The same method of calculation is used for the other scenarios.

[12] Source : Eurostat, on-line database, June 2012 consultation.

[13] Gérard-François Dumont, "Turquie et l'Union européenne : intégration, divergence ou complémentarité ?", *Géostratégiques*, n° 30, Q1 2011. See also Gérard-François Dumont, "Turquie coupée en deux ?", *Population & Avenir*, n° 703, May-June 2011.

[14] Dumont Gérard-François (2004), *Les populations du monde*, Paris, Armand Colin, 2nd edition.

[15] The aim of the signature of the strategic partnership between the EU and NATO, referred to as "Berlin plus" is to ensure that the EU has access to NATO command's resources and structures, as well as the use of its operational military planning capability and command structures.

[16] Hubert Védrine, "L'Etat, l'Europe et l'avenir de l'Etat européen", *Global Brief*, Consulted on line on June 24 2012 (our translation).

[Retour au Sommaire](#)

La Turquie et les Etats-Unis

Le croissant et la bannière étoilée

dimanche 24 août 2014, par *Tançrède JOSSERAN*

L'auteur :

Attaché de recherche à l'Institut de Stratégie et des Conflits (ISC). Auteur de *La nouvelle puissance turque*, Ellipses, Paris, 2010. En collaboration, *Géopolitique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord*, PUF, Paris, 2012.

Le Premier ministre et président élu turc Recep Tayyip Erdogan a, sans surprise, fait le 21 août 2014 de son fidèle ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoglu son successeur à la tête du parti islamo-conservateur au pouvoir en Turquie comme du gouvernement. L'occasion de revenir sur la géopolitique de la Turquie, membre de l'OTAN et officiellement candidate à l'UE.

Aux confins de l'Europe et de l'Asie, la Turquie est depuis un demi-siècle la sentinelle avancée des Etats-Unis au Moyen Orient. Hier pièce maîtresse de l'endiguement contre l'Union soviétique, elle est aujourd'hui sollicitée par des préoccupations contradictoires.

DE LA GUERRE de Crimée (1853-1856) à l'adhésion à l'adhésion à l'Alliance Atlantique, la Sublime Porte, puis la république Kémaliste ont opté-dans la lutte qui oppose puissance terrestre et maritime- en faveur du grand large. Après la Deuxième Guerre mondiale, la Turquie, gardienne des détroits, stoppe la descente soviétique vers les mers chaudes. Cette assurance-vie occidentale apparaît avantageuse-dans la mesure où elle permet à Ankara de forger un redoutable outil militaire-mais, à terme, elle rend la Turquie otage du bon vouloir de Washington.

Le choc des éléments

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la Turquie est isolée. Neutre, elle a entretenu des relations cordiales avec l'Allemagne. Ultime reliquat de l'Etatisme autoritaire des années 1930, elle est aux yeux des Alliés une anomalie et n'est pas loin de passer pour un pays vaincu [1]. Au même moment, l'Union soviétique exige la restitution des vilayets orientaux de Kars et d'Ardahan, en plus d'un droit

de regard sur les détroits. Ces sommations brutales et les angoisses qu'elles génèrent scellent la décision d'Ankara. Les Turcs renoncent à l'autarcie kémaliste. En échange, la Turquie bénéficie du plan Marshall.

L'adhésion à l'OTAN (1952) sanctionne l'intégration de la Turquie dans la stratégie d'endiguement de l'Union soviétique.

L'aide américaine s'accompagne d'ajustements inévitables : fin du système de parti unique et démocratisation [2]. La guerre de Corée (1950) concrétise la mue avec l'envoi d'un contingent de volontaires au pays du matin calme. Fidèle à sa réputation, le soldat turc fait merveille et suscite l'enthousiasme des correspondants américains. Ultime étape de cette conversion, l'adhésion à l'OTAN (1952) sanctionne l'intégration de la Turquie dans la stratégie d'endiguement de l'Union soviétique. Par la seule vertu de sa position géographique, la Turquie constitue une barrière qui protège la Méditerranée et le Moyen-Orient de la flotte soviétique.

La Turquie adossée aux Etats-Unis rêve de constituer un bloc musulman pro-occidental [3]. La signature pacte de Bagdad en 1955 (Iran, Irak, Pakistan, Turquie, Grande-Bretagne) est un premier pas. Toutefois, cette politique s'embourbe victime de ses contradictions. L'alignement unilatéral en toutes circonstances sur l'Amérique induit la reconnaissance de Tel-Aviv, et par voie de conséquence l'hostilité des pays arabes les plus progressistes.

En réalité, cette alliance est **déséquilibrée**. Otage de sa géographie, la Turquie s'est placée sous l'emprise exclusive d'un allié aussi puissant que l'URSS [4].

Deux ruptures de garantie jettent un trouble.

Deux épisodes au début des années 1960 provoquent une prise de conscience. Tout d'abord, le retrait concomitant des missiles Jupiter de Turquie et des fusées soviétiques stationnées à Cuba (1962). Quelle valeur accorder à la parole des Américains si la sécurité nationale devient un objet de marchandage entre Moscou et Washington ?

La crise chypriote (1964) accroît ces incertitudes. Soucieux d'empêcher un conflit entre deux membres de l'OTAN, les Américains empêchent *in extremis* un débarquement turc sur l'île. Dans une missive cinglante, la Maison Blanche refuse de garantir son soutien en cas de conflit direct avec l'URSS, conséquence de l'invasion de Chypre. Cette lettre constitue une seconde rupture de garantie et

jette un doute profond sur la viabilité d'une alliance à géométrie variable [5].

Ce constat entraîne une **réorientation** de la politique étrangère d'Ankara. Sans rejeter l'alliance occidentale, la Turquie diversifie ses relations. Dans la foulée, le statut des bases américaines est renégocié [6]. L'Etat-major se dote d'une quatrième armée sous commandement national hors OTAN. Disposée face à la côte égéenne, elle est l'ultime recours en cas de crise avec Nicosie ou Athènes. Or, paradoxalement, alors qu'Ankara prend du champ, les Américains changent leur approche de la question chypriote. De manière cynique, **les Anglo-saxons choisissent d'utiliser l'irrédentisme turc**. La République de Mgr Makarios, « Cuba de la Méditerranée », inquiète le secrétaire d'Etat de Richard Nixon, Henry Kissinger. Les Américains, malgré un embargo du Congrès, se satisfont de **l'invasion de l'île (1974) dont ils jugent qu'elle consolide le flanc sud de l'OTAN**.

Le spectre du wilsonisme

Depuis 1923, la Turquie place au dessus de tout le principe d'intégrité du territoire. La lente agonie de l'Empire Ottoman a traumatisé la caste dirigeante. Aussi, les fondateurs de la Turquie moderne n'ont jamais considéré la République comme un fait acquis. Le traité de Sèvres (1920), le projet de partage de l'Anatolie entre puissances occidentales sont autant d'avertissements [7]. L'ébauche avortée d'un Etat kurdo-arménien rappelle la fragilité de la présence turque, et accrédite l'idée qu'elle est illégitime [8]. La méfiance des élites républicaines envers l'Occident transperce à travers cette strophe peu connue de l'hymne national (*Istiklâl Marsi*) :

*« L'Occident peut se couvrir d'une armure d'acier,
Notre foi en Dieu est notre arme. N'aie crainte, grande nation !
Notre foi ne sera pas écrasée sous le talon
De ce monstre édenté que l'on appelle « civilisation ».*

La défiance des cercles militaro-laïcs explose à la fin de la Guerre froide. Peu à peu, les assises des élites kémalistes sont sapées par la montée en puissance d'une nouvelle génération d'entrepreneurs musulmans formés aux Etats-Unis. Coulés dans le moule de la mondialisation libérale, ils bousculent le dirigisme républicain. Pire, à partir de la Première Guerre du Golfe (1990-1991), c'est la notion d'Etat-unitaire qui est remise en cause. A l'abri du parapluie américain, prospère en Irak une région autonome kurde.

En clair, la guérilla kurde dispose en Irak d'un sanctuaire sous protection occidentale.

La Seconde Guerre du Golfe (2003) accélère ce processus. Depuis la chute de Saddam Hussein, les Kurdes jouissent au sein d'un régime fédéral au lien très lâche, d'une quasi-indépendance. L'impact sur les relations turco-américaines est désastreux : il ressuscite à Ankara le spectre du Wilsonisme, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; et délivre aux Kurdes de Turquie (20 millions d'individus) une formidable invitation à transposer l'expérience chez eux [9]. En clair, la guérilla kurde dispose d'un sanctuaire sous protection occidentale.

Les interférences américaines en Irak sont d'autant plus mal supportées que Washington s'est souvent ingérée en Turquie. Dès les années 1950, des officiers turcs sont formés aux Etats-Unis à la guerre clandestine. A l'origine, les réseaux *Stay-Behind* ont pour mission d'agir sur les arrières des lignes soviétiques en cas d'invasion généralisée. Or, à partir des années 1970, ils sortent de leur attribution première et deviennent le bras armé de la répression contre le gauchisme et le séparatisme.

Les Américains soutiennent les coups d'Etats militaires (1960, 1971, 1980, 1997) en Turquie.

Cette **stratégie de la tension** vise à susciter un climat de violence afin d'instaurer un pouvoir fort [10]. L'appui tacite des Américains aux coups d'Etats militaires (1960, 1971, 1980, 1997) est à cet égard significatif.

Ces immixtions ne sont pas à sens unique. Les couloirs du Congrès à Washington sont le théâtre d'une sourde lutte d'influence. Confrontés aux intenses campagnes des associations communautaires grecques et surtout arméniennes, les Turcs manquent de relais. Toutefois, la Turquie, peut compter sur l'appui des groupes de pression pro-israéliens. Au Congrès, ils permettent de repousser les tentatives de reconnaissance du génocide arménien au nom de l'unicité de la Shoah [11]. A cela s'ajoute l'action discrète mais essentielle de l'influent lobby militaro-industriel. La Turquie reste l'un des principaux acheteurs d'armes aux Etats-Unis.

Un tiers-mondisme atlantique ?

En **2002**, l'arrivée au pouvoir des islamo-conservateurs du Parti de la Justice et du Développement (AKP) bouge les lignes.

La dissolution de l'Union soviétique (1991) a éliminé le principal péril. Cette disparition a désarticulé l'automatisme des relations turco-américaines. Inversement, les Etats-Unis sont devenus après le 11 septembre 2001 la

principale source d'insécurité à l'origine des tensions avec la plupart de ses voisins.

Ce que dénonce Davutoglu, c'est la prétention occidentale à vouloir régenter le monde selon ses normes.

Le nouveau ministre des Affaires étrangères turques, Ahmet Davutoglu, juge que la Turquie n'a rien gagné d'une synchronisation servile sur l'administration Bush. A l'image des pays émergents, la Turquie, puissance ascendante, souhaite développer une approche multipolaire et **défendre ses intérêts propres** [12].

Plus globalement, ce que dénonce Davutoglu, c'est la prétention occidentale à vouloir régenter le monde selon ses normes. Le mondialisme accouche d'un *homo oeconomicus* interchangeable à l'infini. L'existence n'a plus d'autre finalité que la consommation dans un univers aseptisé. Les autres civilisations sont promises à une lente attrition. Partout, selon le ministre turc, c'est la même généalogie historique qui opère.

« *L'Occident impose ses paradigmes culturels, d'où une uniformisation sans précédent. Les conséquences sont automatiques. Elle signifie aux Chinois, Musulmans, Indiens : 'vous êtes sans histoire'. D'où une question lancinante, 'si je ne suis pas dans l'histoire, je ne m'achemine vers rien. Quel sens ont mes valeurs, si ma culture et ma civilisation sont dépassées ? Où suis-je maintenant ?' [13]* ». Mais le monde occidental doute. « *Ses valeurs et ses repères se liquéfient sous les coups de boutoir de la postmodernité. Aussi la force de la civilisation islamique est-elle de s'affranchir du seul axiome politico-économique. Elle n'en est que plus robuste. La Chine et l'Inde qui sont unies dans leur réveil contre l'Occident et lui résistent, n'ont pas la même vigueur que l'Islam* » [14].

En 2003, pour la première fois, la Turquie signifie publiquement aux Etats-Unis sa volonté de ne plus être traitée en mineure.

Le « non » à la guerre en Irak (2003) a un énorme impact dans la rue arabe. Pour la première fois, la Turquie signifie publiquement aux Etats-Unis sa volonté de ne plus être traitée en mineure. A partir de 2004, les initiatives turques en direction du monde islamique s'enchaînent. La Turquie liquide ses litiges frontaliers avec Damas et apporte une bouffée d'oxygène à un régime baathiste très isolé. Les dirigeants du *Hamas* sont reçus en grande pompe à Ankara. Cette diplomatie de bon voisinage en compagnie d'adversaires déclarés des Etats-Unis suscite la

colère des milieux occidentalistes [15]. Elle atteint son point culminant en 2010 lorsqu'Ankara s'associe à Brasilia pour s'opposer aux sanctions nucléaires contre l'Iran [16]. Dégât collatéral, Israël pâtit du retour en force de la diplomatie turque [17].

La Turquie est-elle en train de changer d'axe et de basculer vers l'Orient ?

Rien n'est moins vrai. Le fait que la Turquie puisse s'affranchir ponctuellement de la tutelle américaine n'est pas forcément nuisible aux intérêts de Washington. Au contraire, la Turquie est plus écoutée : elle devient à la fois une porte sur l'Ouest et un exemple à suivre [18]. Vitrine modèle d'un islam modéré, la Turquie symbolise durant un temps le mariage réussi entre valeurs traditionnelles, économie de marché et démocratie [19]. Depuis 2011, l'AKP s'est cependant engagé dans un tournant autoritaire

En outre, le tropisme européen de l'AKP rejoint les vues de la Maison de Blanche : l'adhésion d'Ankara à l'UE casse l'unité géo-civilisationnelle du continent et enterre l'idée d'Europe puissance.

En définitive, résume l'ambassadeur des Etats-Unis, James Jeffrey, le discours tiers-mondiste d'Ankara relève d'abord de la rhétorique. Pendant des années, l'AKP s'est appuyé sur Washington contre l'armée [20]. D'autre part, « *la dépendance envers l'Occident est énorme : marché, investissement, transfert de technologie, éducation. Mais pour en bénéficier, la Turquie n'a aucun effort à effectuer. A l'inverse, les relations avec les nouveaux voisins du Sud ou du Nord requiert plus d'efforts, lesquels peuvent être facilités par l'escamotage de son ancrage occidental* » [21].

Cruel dilemme, Ankara a dû trancher entre la diplomatie du bon voisinage et la fidélité à ses alliés traditionnels.

Englué dans ses contradictions, le grand dessein d'Ahmet Davutoglu s'est fracassé sur la crise syrienne [22]. Jugeant la chute de Bachar Al-Assad imminente le ministre turc s'engage dans le soutien à la rébellion jusque dans sa frange la plus radicale. Cruel dilemme, Ankara a dû trancher entre la diplomatie du bon voisinage et la fidélité à ses alliés traditionnels. L'installation sous l'égide de l'OTAN de systèmes anti-missile aux confins du Sud-Est anatolien a suscité la fureur de Damas et de Téhéran. **C'est tout le système Davutoglu qui s'effrite. Le vernis multipolaire craque.** La Turquie se retrouve rejetée dans le camp occidental à la tête d'un bloc sunnite (Arabie Saoudite-Qatar) croisant le fer avec

un axe chiite (Syrie-Irak, Iran) soutenu par les puissances émergentes (Chine-Russie) [23].

Copyright Août 2014-Josseran/Diploweb.com

Notes

[1] Frank G.Weber, *The evasive neutral, Germany and the Quest for a Turkish Alliance in the Second World War*, University of Missouri Press, Columbia & London, 1970.

[2] Jacques Benoist-Méchin, *Le roi Saud*, Editions Albin Michel, Paris, 1960, p. 95.

[3] Hüseyin Bağcı, *Türk dış politikasında 1950'li yıllar*, [La politique étrangère turque dans les années 1950], Metupress, Ankara, 2001, pp. 37-101.

[4] Gérard Groc, « La Turquie et l'option atlantique », *Turquie-La croisée des chemins, Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, n°50, 1989, pp.183-197.

[5] Didier Billion, *La politique extérieure de la Turquie, Une longue quête d'identité*, L'Harmattan, Paris, 1997, pp.45-49.

[6] Ferenc A.Vali, *Bridge across the Bosphorus, The Foreign Policy of Turkey*, The Johns Hopkins Press, Baltimore-London, 1971, pp.115-146

[7] Dorothee Schmid, « Turquie : le syndrome de Sèvres, ou la guerre qui n'en finit pas » in *Politique Etrangère*, 2014/1, p. 199-213.

[8] Les Etats-Unis n'ont jamais ratifié le traité de Lausanne (1923) qui restaure la souveraineté turque.

[9] Cengiz Candar, « Some turkish perspectives on the United States and american policy toward Turkey », in, Morton Abramowitz, *Turkey's transformation an american policy*, pp.117-152, Century Fondation, New-York, 2000.

[10] Cüneyt Arcayürek, *Derin Devlet 1950-2007, [Etat Profond]*, Detay yayincilik, Istanbul, 2007.

[11] Op.cit. (5).p.353.

[12] Hasan Kösebalaban, *Turkish Foreign Policy, Islam, Nationalism, and Globalization*, Palgrave Macmillan, New-York, 2011, pp.146-186.

[13] Ahmet Davutoglu, *Küresel bunalım*, [La crise globale], Küre yayinlari, Istanbul, 2011, p.234.

[14] Ibid.p.225.

[15] National Review Online, 27 septembre 2011, Daniel Pipes, *Is Turkey going rogue ?*.

[16] Hürriyet, 18 mai 2010, Hadi Uluengin, Taharan uzlasma Ankara basarisi, [Le succès de la réconciliation Téhéran-Ankara].

[17] Mesut Özcan, « From strategic partnership to successive crises : Turkish-Israeli relation in the 2000s », pp.31-52, in, Özden Zeynep Oktav, *Turkey in the 21st century, Quest for a New Foreign Policy*, Ashgate publishing, Farnham, 2011.

[18] Zaman, 13 septembre 2011, Ihsan Dagi, Erdogan'ı neden seviyorlar ? [Pourquoi aiment-ils Erdogan ?].

[19] Il s'agit de l'analyse de Graham E. Fuller, ancien directeur adjoint de la CIA et chef de poste à Ankara dans son livre *The New Turkish Republic*, USIP, Washington, 2008. Elle est aujourd'hui dépassée. Depuis 2011, l'AKP s'est engagé dans un tournant autoritaire. Majoritaire à chaque élection, l'AKP prétend assurer un raisonnement collectif au nom de toute la société. Conséquence la majorité écrase la minorité. Néanmoins, la Turquie demeure l'un des rares pays au Moyen-Orient où se tiennent des élections transparentes. Une dose de proportionnelle permet à tous les partis d'être représentés à l'Assemblée Nationale et la population est régulièrement consultée par le biais de référendum...

[20] Les cercles militaro-kémalistes dénoncent dans la politique de l'AKP une rupture avec le mot d'ordre originel de la République : « Paix dans le monde, paix dans le pays ». Hostiles à l'Union européenne, à la promotion d'une « démocratie islamique », et aux ingérences américaines, ils regardent vers l'Est et défendent un axe continental radical : l'Eurasisme.

[21] Câble de l'ambassade des Etats-Unis à Ankara de 2010 révélé par wikileaks : cablegate.wikileaks.org/cable/2010/01/10ANKARA87.html

[22] Yeni Safak, 12 mars 2014, Nezir Yesilmen, Dis politikaya nasil darbe vuruldu ?, [Comment la politique étrangère a-t-elle été impactée ?].

[23] Yeni Safak, 4 août 2013, Resul Toson, Davutoglu 'nun kabahati mi ? [Est-ce la faute à Davutoglu ?].

[Retour au Sommaire](#)

Turquie : dérive sectaire à Ankara

L'évolution récente de la politique étrangère turque

dimanche 12 avril 2015, par *Jean-François DREVET*

L'auteur :

Ancien fonctionnaire européen. Les idées exprimées dans ce texte n'engagent que son auteur

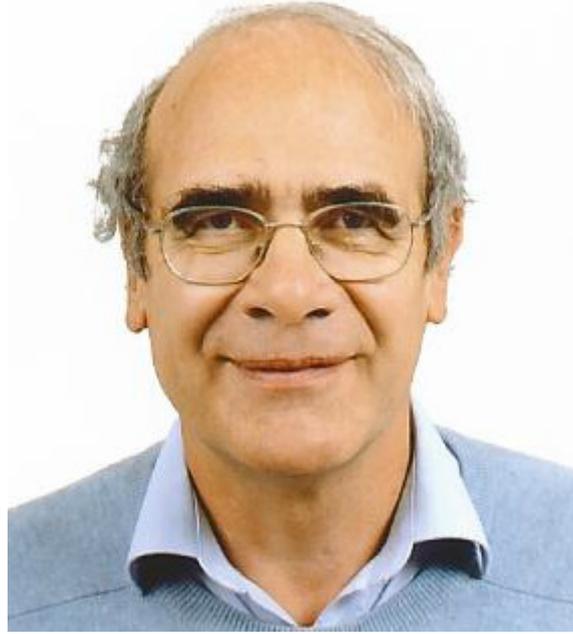
Voici un texte de référence pour comprendre la géopolitique de la Turquie. Avec une remarquable ampleur de vue, l'auteur brosse l'évolution des relations de la Turquie avec son voisinage, l'OTAN et l'Union européenne. A la fois documenté, pédagogique et sans langue de bois.

DEPUIS 2009, des événements convergents mettent en évidence une évolution majeure de la politique menée en Turquie par le parti au pouvoir AKP [1]. Ce qui a éloigné le pays, aussi bien de ses partenaires de l'OTAN, que de sa négociation d'adhésion à l'UE :

. en politique intérieure, dans un pays qui n'a jamais été exemplaire en matière de respect des droits de l'homme, le durcissement est marqué depuis les manifestations de Gezi Park, avec un taux d'emprisonnement record de journalistes, le blocage d'internet et bien d'autres violations attestées par les ONG comme *Amnesty international* [2] ;

. en politique étrangère, depuis 2009, plusieurs inflexions remettent en cause l'alignement de sur l'OTAN et la volonté de la Turquie d'être un pays européen, éventuellement un État membre de l'UE.

On limitera l'analyse aux questions de politique étrangère, à partir des idées du président Erdoğan et de son Premier ministre, ex-ministre des Affaires étrangères, A. Davutoğlu, de leur mise en œuvre et de leurs résultats. On examinera leurs conséquences sur les pays du voisinage, les États-Unis, l'OTAN, l'Union européenne et la Russie. Enfin, on s'interrogera sur les effets de cette politique sur la cohésion interne de la Turquie, en particulier sur l'évolution du problème kurde.



Jean-François Drevet

Des idées nouvelles

Il n'est pas si fréquent de voir des politiques agir en fonction d'une doctrine explicite, si l'on considère ainsi les écrits d'Ahmet Davutoğlu. Dans son œuvre maîtresse « *Profondeur stratégique [3]* », son idée de base est que la Turquie « *is not an ordinary nation state, but the center of Ottoman civilization* ».

Elle doit pleinement exploiter sa centralité géopolitique (elle n'est pas la seule dans ce cas. L'Égypte occupe également une position incontournable), ce qu'elle n'a pas fait dans le passé, Atatürk ayant voulu avant tout en faire un pays européen, donc périphérique. Dominée par les obsessions sécuritaires de ses militaires, elle s'était trop fortement arrimée à l'Alliance atlantique et trop pliée aux priorités des États-Unis. Sous la pression immédiate de l'URSS et de ses alliés du Pacte de Varsovie, la sécurité de la Turquie dépendait exclusivement d'un allié puissant, mais lointain. La fin de la guerre froide (1990) ayant levé cette contrainte, il est temps pour la Turquie de suivre la voie indiquée par les succès de son commerce extérieur en nouant des relations politiques fructueuses avec ses nouveaux partenaires.

À cet effet, Davutoğlu veut « *zero problem with neighbours* », un virage complet par rapport à la politique antérieure : forts de l'appui des États-Unis, les militaires se souciaient fort peu de la mauvaise qualité de leurs relations de voisinage et n'ont fait aucun effort pour les améliorer. En principe, cette vision valorise la géopolitique turque. Elle pourrait compléter utilement la dominante

pro-européenne et atlantique de la politique antérieure et ouvrir à la Turquie les vastes opportunités d'une approche à 360°, en nouant des relations apaisées avec l'intégralité de son voisinage et même au-delà. Cette orientation correspond à l'intérêt national turc et à ses nouvelles opportunités commerciales. Elle a donc beaucoup de chances de survivre à l'équipe actuelle.

La « *centralité* » de la civilisation ottomane » est un concept moins évident. En se greffant sur le passé de la Turquie, il s'agit d'exploiter son passé impérial, quand le sultan-khalife disposait d'une prééminence, à vrai dire plus morale que réelle, sur l'ensemble du monde musulman. En tant qu'héritier de la *Sublime Porte*, le gouvernement turc aurait vocation à exercer une sorte de « *guidance* » sur la communauté sunnite du 21e siècle, éventuellement par une restauration du khalifat, thème récurrent des Frères musulmans. Cet exaltation du passé, qui est assez nouvelle en Turquie [4], n'est pas très originale : beaucoup de Français continuent de vénérer Napoléon, François-Joseph a encore des partisans au-delà des frontières actuelles de l'Autriche et Vladimir Poutine ne cache pas son admiration pour l'URSS.

L'AKP est surtout un parti islamiste, qui veut traduire dans sa politique étrangère un certain nombre d'objectifs pseudo-religieux, dans la logique de l'« *islam politique* », qui est le fondement de son idéologie, inspirée par les Frères musulmans : recherche de l'amitié avec les pays musulmans, distanciation vis-à-vis des autres. Dans ce contexte, d'après Behlül Özkan [5], qui a analysé près de 300 de ses publications, Davutoğlu aurait transposé les théories pangermanistes du début du 20e siècle en imaginant une « *centralité islamique* » menant à la formation d'une communauté sunnite dirigée par la Turquie, transcendant les frontières héritées des années 1920, qui ne serait rien moins qu'une des trois grandes puissances du 21e siècle après, tout de même, la Chine et les États-Unis. Ainsi pourrait se fermer la « *parenthèse* [6] » ouverte au 20e siècle par une occidentalisation jugée excessive de l'empire ottoman, puis de la république kémaliste.

En politique, ce thème n'est pas si porteur et confine au néocolonialisme. Un siècle après sa fin ignominieuse, après avoir été pendant des décennies l'« *homme malade* » de l'Europe, on ne trouve pas beaucoup de nostalgiques de l'empire ottoman, même en Turquie. Au-delà du succès d'une série télévisée [7], Erdoğan et Davutoğlu pourraient bien s'être auto-intoxiqués avec leur propre idéologie.

Car il n'est pas nécessaire de remonter très loin dans l'histoire pour constater qu'en Turquie et parfois ailleurs, l'idéologie et la politique étrangère n'ont pas toujours fait bon ménage : les jeunes Turcs en ont fait une démonstration

particulièrement éclairante il y a tout juste un siècle avec l'exaltation du panturquisme et leur alliance fatale avec l'Allemagne impériale, ce qui a conduit à la disparition de l'Empire ottoman. L'AKP aurait-il oublié les échecs d'Enver pacha [8] et son destin tragique ?

Une mise en œuvre contestée

Empêché par Gül, ministre des Affaires étrangères jusqu'en 2007, de transformer ses théories en objectifs politiques, Davutoğlu peut leur donner libre cours depuis qu'il l'a remplacé en 2009 et *a fortiori* depuis 2014 en tant que Premier Ministre. Erdoğan, qui n'a pas d'expérience en politique étrangère, le laisse agir par ignorance ou parce qu'il espère ainsi flatter son électorat. En dépit de manières très différentes de présenter leurs idées, Erdoğan ayant un discours plus offensif que Davutoğlu, leurs opinions sur le fond sont assez semblables. On peut même penser à une forme de partage des rôles, le Président choisissant une expression virulente pour l'opinion intérieure et le Premier ministre étant plus soucieux de polir son message pour le faire passer dans les médias internationaux.

En fait, la promotion de **la solidarité entre pays musulmans a des limites**, comme on peut s'en apercevoir en faisant le bilan de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), où le gouvernement d'Ankara avait placé le Turc İhsanoğlu [9] au Secrétariat général (2004-2014). **En prenant une position pro-sunnite, l'AKP aggrave une faille ancienne du monde musulman et met en danger sa cohésion interne. Il est allé plus loin encore en soutenant systématiquement les Frères musulmans**, attitude qui constitue une sorte de « *fil rouge* » de la politique récente de la Turquie dans le monde arabe. En croyant que ceux-ci seraient les gagnants du « *printemps arabe* », le gouvernement turc s'est délibérément engagé à leurs côtés en Tunisie et en Égypte. Il semble également que les services secrets turcs [10] se soient compromis dans le soutien à des organisations extrémistes en Afrique noire et dans les pays arabes.

Vis-à-vis de l'UE, contrairement à son intérêt de pays candidat, la Turquie s'est éloignée des critères de Copenhague, en interne comme en externe, faisant douter de sa volonté d'intégration.

En prenant appui sur ses indéniables succès économiques, la Turquie a multiplié les initiatives politiques en direction du monde arabe, de l'Asie centrale, de la Chine et même de l'Afrique. À l'inverse, de nombreux signaux de défiance ont été adressés aux puissances occidentales : en se proposant d'acheter des missiles

chinois, en contournant les sanctions adoptées à l'encontre de l'Iran, le gouvernement AKP a voulu montrer à Washington que sa politique étrangère n'était plus décidée par les militaires.

Vis-à-vis de l'UE, contrairement à son intérêt de pays candidat, la Turquie s'est éloignée des critères de Copenhague, en interne comme en externe, faisant douter de sa volonté d'intégration. Dans un processus où tout se décide à l'unanimité, ces manifestations de mauvaise humeur [11] confortent ceux qui estiment que la Turquie n'a pas vocation à rejoindre l'UE, même si elle en respectait tous les critères.

Significative d'un parti pris idéologique a été la détérioration des relations avec Israël, avec qui la coopération s'était élargie au cours des années 1990, jusqu'à englober des aspects très sensibles : transferts de technologie militaire en provenance de l'État juif, échanges d'information entre les services de renseignements avec la bénédiction des États-Unis. Cette coopération était allée jusqu'à la complicité : Israël sollicitant le lobby juif américain pour aider la Turquie à combattre la reconnaissance du génocide arménien par le Congrès américain.

Cette détérioration porte la marque personnelle d'Erdoğan, qui a multiplié les déclarations hostiles [12], confinant à l'antisémitisme, avant et après l'affaire du *Mavi Marmara*, une expédition organisée en 2010 par une pseudo-organisation humanitaire turque, qui a tourné à un affrontement armé, où 9 Turcs ont été tués par les Israéliens. Bien que le gouvernement de Jérusalem, soumis à une forte pression des États-Unis, se soit montré conciliant au point de faire des excuses, les relations ne se sont pas améliorées, avant que la nouvelle offensive israélienne à Gaza de l'été 2014 n'entraîne d'autres tensions.

Comme Khomeiny en Iran après la chute du shah, Erdoğan a souhaité la rupture, bien qu'elle ne procure aucun avantage à son pays, sinon pour lui-même une popularité très éphémère dans l'opinion arabe. Son soutien explicite au Hamas marque ses préférences idéologiques. **À Washington, après avoir fait preuve de beaucoup de naïveté, le lobby pro-israélien a pris bonne note de la nouvelle attitude d'Ankara.** Dans la presse israélienne [13] et américaine [14] se multiplient les articles incitant la Maison blanche à prendre ses distances.

« Zero problem with neighbours » ?

Parmi les 9 voisins de la Turquie, 5 sont de tradition chrétienne (la Bulgarie, la Grèce, Chypre, la Géorgie et l'Arménie), trois à dominante chiite (l'Azerbaïdjan, l'Iran et l'Irak) et un seul majoritairement sunnite, mais gouverné par une faction alaouite (la Syrie). Compte tenu de cet environnement, une politique pro-sunnite

n'a pas beaucoup de chances de faciliter le rapprochement avec les pays voisins.

Pour améliorer ces relations, il aurait déjà fallu résorber le poids du passé en mettant fin aux disputes héritées des gouvernements précédents. Traditionnellement peu portée à investir sur les relations de voisinage, la diplomatie turque a longtemps cherché à influencer les minorités turcophones ou musulmanes, son invasion de Chypre en 1974 en ayant été la manifestation la plus extrême. Or ces conflits n'ont pas trouvé un commencement de solution.

En dépit de ce qui lui a été demandé en 2005 dans son mandat de négociation avec l'UE, la Turquie n'a toujours pas accepté l'arbitrage de la Cour internationale de justice dans son différend maritime avec la Grèce. En effet, la détermination des limites des Zones économiques exclusives (ZEE), fait partie des litiges habituellement tranchés à La Haye. Mais la Turquie n'a pas voulu signer la convention sur le Droit de la mer, précisément parce que la jurisprudence ne lui donne pas beaucoup de chances de voir aboutir ses revendications.

Quarante ans après son invasion à Chypre, la Turquie refuse toujours de se conformer aux résolutions des Nations unies et de laisser les Chypriotes, grecs et turcs, élaborer librement une nouvelle Constitution. Il serait « *de l'intérêt vital* » de la Turquie de maintenir des troupes dans l'île [15]. Elle conteste au gouvernement légal le droit de faire des forages pétroliers dans sa zone économique exclusive (ZEE) et veut y faire les siens, y compris dans des zones assez éloignées de la Turquie, en dépit des protestations des États-Unis de l'UE et de la Russie (octobre 2014).

Dans le Caucase, avec la fin de l'URSS, la Turquie avait des nombreuses opportunités. Dans le grand jeu entre les Occidentaux et la Russie pour l'exportation des hydrocarbures du bassin de la Caspienne, elle occupe une position incontournable, à condition de s'entendre avec les trois nouvelles républiques. Si les relations sont assez bonnes avec Bakou, elles sont mauvaises avec Erevan. Dans le conflit du Nagorno-Karabakh, au lieu de proposer sa médiation, Ankara a pris le parti de l'Azerbaïdjan et fermé sa frontière avec l'Arménie [16]. À quelques mois du centenaire du génocide arménien (24 avril 1915), on peut se demander pourquoi le gouvernement turc ne fait pas grand-chose pour éviter d'être mis en accusation dans les dizaines de pays qui l'ont officiellement reconnu. Avec Tbilissi, tout en se prononçant en faveur de l'intégrité territoriale de la Géorgie, il a développé ses échanges avec la république sécessionniste d'Abkhazie.

À ces vieux problèmes restés sans solution, il faut ajouter les nouveaux qui résultent de la politique de l'AKP.

Les relations avec l'Iran sont marquées par des convergences tactiques et des divergences stratégiques. Ayant appliqué les sanctions contre Saddam Hussein dans les années 1990 au détriment de ses régions du sud-est, la Turquie n'a pas voulu entrer dans le même processus avec l'Iran. Le système de contournement qu'elle a mis au point a aussi l'avantage de remplir les poches de ses dirigeants [17].

Sur le fond, elle ne tient pas plus que les autres pays de la région à voir Téhéran se doter de l'arme nucléaire. Par ailleurs, le conflit syrien, place les deux « *poids lourds* » de la région dans des camps antagonistes. Sa politique pro-sunnite met nécessairement la Turquie en opposition avec les mollahs, dans les conflits à dimension religieuse qui fractionnent ses voisins du *croissant fertile*, affectés par l'émergence d'un « *axe chiite* » autour de l'Iran.

En Irak, après avoir tenté en vain de manipuler la minorité turkmène [18], la Turquie a fait un choix habile à court terme, en favorisant le gouvernement régional kurde, en espérant en faire un État tampon dont elle contrôlerait les débouchés et qui l'alimenterait en pétrole et en gaz. **En se prononçant en faveur de l'indépendance du Kurdistan irakien [19], Ankara a pris une option encore plus audacieuse, dont il est encore difficile de mesurer l'impact sur les Kurdes de Turquie.** En revanche, comme on peut l'imaginer, les relations avec Bagdad, où les chiites sont installés, n'en ont pas été améliorées.

En décidant de travailler au renversement du régime syrien, le gouvernement turc s'est engagé dans une fuite en avant.

La tragédie syrienne

Mais c'est surtout en Syrie que la politique turque a des effets particulièrement sensibles. Au début des années 2000, Erdoğan et Bachar el Assad avaient noué des relations tellement amicales, qu'on a cru la Turquie en mesure d'obtenir un accord entre Damas et Jérusalem.

En décidant de travailler au renversement du régime syrien, le gouvernement turc s'est engagé dans une fuite en avant. Croyant disposer d'un large appui international, il a transformé ses régions du sud-est en base arrière pour les insurgés les plus radicaux : libre passage de la frontière (880 km), jusqu'à en faire un « *international jihadist corridor [20]* », transferts financiers, fourniture d'armes, délivrance de soins aux blessés etc...

Le résultat n'est pas à la hauteur des espérances. Le régime syrien est toujours

en place et la Turquie doit gérer un afflux de réfugiés et l'installation d'un régime proche du PKK dans les enclaves kurdes du nord de la Syrie. Elle doit compter aussi avec l'émergence d'un soi-disant « État islamique » (EI), qui veut s'imposer dans toute la région. Si le rêve post-ottoman de restauration du khalifat est ainsi en train de se concrétiser, il n'est pas de nature à développer l'influence de la Turquie sur le monde musulman.

En montrant des réticences suspectes à entrer dans la coalition anti-EI, le gouvernement turc poursuit d'autres priorités : le remplacement du régime de Bachar el Assad par une coalition sunnite dirigée par les Frères musulmans et l'élimination des enclaves kurdes de Syrie (pro-PKK). Afin d'atteindre ces objectifs, l'EI est pour Ankara, au moins provisoirement, un moindre mal, sinon un allié objectif, qu'il convient de ménager, ce qui a été mis en évidence par le vice-président Biden [21], quand il a souligné le soutien apporté aux djihadistes par la Turquie et certains émirats. En octobre 2014, comme Staline devant Varsovie pendant l'été 1944, Erdoğan a laissé son armée l'arme au pied, pendant que l'EI exterminait les Kurdes de Kobane, à quelques mètres de la frontière turque. Un rapport de la *Foundation for Defense of Democracies (FDD)* [22] souligne **l'attitude de plus en plus pro-EI du gouvernement turc**.

Pour leur part, les Kémalistes et les militaires ne partagent pas les objectifs sectaires de l'AKP. Ils restent hostiles aux Kurdes et aux Arabes. L'état-major serait aussi hésitant à s'engager en Syrie : il n'a pas combattu depuis la guerre de Corée, alors que son homologue syrien est sur le pied de guerre depuis 1948 et a montré son agressivité en juin 2012, en abattant un avion militaire turc. Inversement, le gouvernement craindrait d'engager l'armée dans un conflit qui pourrait lui redonner le pouvoir qu'elle a perdu. Pour d'autres, Erdoğan était persuadé de réussir et il est désagréablement surpris par les résultats désastreux de sa politique.

Ainsi, le « *zero problem with neighbours* » est devenu « *only problems* ». Alors que la Turquie vit dans un environnement déjà périlleux, **sa politique aventuriste et sectaire a attisé des tensions déjà vives**. À l'exception de sa gestion avisée des relations avec le Kurdistan irakien, elle n'en retire que des ennuis : rupture avec presque tous les pays de la région, méfiance croissante à Washington et à Bruxelles.

Si on dépasse le cercle des pays voisins, la situation n'est pas meilleure. Était-il nécessaire de se brouiller bruyamment avec l'Égypte, même si l'armée a choisi la manière forte pour mettre fin à l'expérience désastreuse de la présidence Morsi ? Non seulement Ankara est en froid avec Le Caire, mais aussi avec l'Arabie saoudite et les Émirats qui ont soutenu les militaires [23]. Si la répression

chinoise dans le Sin-Kiang ouïgour est à condamner, Erdoğan devait-il la qualifier de « *génocide* », un mot tabou en Turquie quand il s'agit des Arméniens ?

Les hésitations des États-Unis

Nouveaux venus au Moyen-Orient après la deuxième guerre mondiale, les États-Unis ont cherché à le dominer par puissance interposée, mais ils n'ont pas été très heureux dans le choix de leurs alliés. Faute de confiance dans les pays arabes réputés perméables à l'influence soviétique, ils se sont appuyés sur les autres : Israël, l'Iran jusqu'en 1979, et surtout la Turquie. Leur désir de « *leading from behind* » n'est donc pas une innovation de l'administration Obama. Membre de l'OTAN depuis 1951, Ankara a longtemps été considérée comme un allié fiable et efficace, d'abord dans le contexte de la guerre froide, ultérieurement face à une région troublée et imprévisible. Une coopération approfondie et diversifiée s'est ainsi développée entre les deux armées et leurs services de renseignement.

Dans cette optique, les considérations stratégiques l'ont emporté sur les normes démocratiques. Washington n'a pas manifesté vis-à-vis de la Turquie la même vigilance qu'avec les autres pays européens : les États-Unis se sont très bien accommodés de la suprématie politique des militaires et ont fermé les yeux sur leur respect très relatif des droits de l'homme. En 1974, le Secrétaire d'État Henry Kissinger a encouragé les Turcs à intervenir à Chypre et les a laissés procéder à un nettoyage ethnique, qui a forcé 40% des insulaires à changer de domicile. Plus récemment, en lui fournissant une aide technique et des renseignements précieux, la CIA a soutenu la Turquie dans sa lutte contre le PKK. En 2002-2004, au moment de la négociation du plan Annan, les envoyés américains ont poussé les experts des Nations unies vers un accord très favorable à Ankara [24].

En prenant le contrepied de la politique agressive des néo-conservateurs républicains, les Démocrates espéraient réduire l'isolement des États-Unis au Moyen-Orient. Avec une certaine naïveté, l'administration Obama a donc beaucoup investi sur Ankara en pensant trouver dans l'« islamisme modéré » supposé de l'AKP une « *source d'inspiration* » pour les autres pays musulmans. Avec beaucoup d'optimisme, le Président lui-même a cru voir en Erdoğan un des rares hommes d'État en qui il pouvait avoir confiance, en le prenant pour un « *liberal minded reformer* [25] ».

Cette sollicitude n'a pas été payée de retour. Dès 2003, le refus de la Turquie de participer à la guerre en Irak a marqué un changement d'attitude qui s'est confirmé par la suite. Après avoir fait preuve de prudence, aussi longtemps qu'il n'était pas parvenu à réduire la puissance des militaires, le gouvernement AKP a

dévoilé ses véritables intentions.

En principe, dans la logique de sa nouvelle orientation à 360°, la politique turque n'a pas vocation à couper les liens établis de longue date. Mais l'AKP veut développer ses orientations idéologiques et satisfaire une opinion publique assez résolument anti-américaine [26]. **Il ira donc aussi loin qu'il le pourra dans le « découplage » de sa politique avec celle des États-Unis**, en affirmant sa « volonté de déplaire » par des gestes aussi spectaculaires que possible [27]. Plus globalement, **l'équipe au pouvoir pense avoir les moyens de mener une politique de confrontation, non seulement avec les États-Unis, mais aussi avec d'autres pays.**

Changer de politique est une entreprise aléatoire, mais probablement inévitable. La Turquie n'est pas un allié aussi indispensable qu'on le croit à Ankara et des alternatives sont possibles.

Jusqu'à présent, l'administration Obama s'est montrée très prudente, au risque de passer pour passive : elle a d'abord espéré qu'Erdoğan pourrait être remplacé et elle a travaillé en ce sens, notamment en faveur d'Abdullah Gül [28]. Au Pentagone et au Département d'État, les esprits sont partagés, entre ceux qui poussent la Présidence à exiger des clarifications [29] et ceux qui se demandent ce qu'on pourrait offrir à la Turquie pour la ramener dans le giron américain. En effet, il ne sera pas facile de trouver une alternative au quadrilatère anatolien et aux facilités qu'il a offert pendant des décennies. À l'exception d'Israël, lui-même très isolé, les États-Unis n'ont pas beaucoup d'amis au Moyen-Orient et ne peuvent pas compter sur ceux qui se prétendent tels, comme les monarchies du Golfe.

Changer de politique est une entreprise aléatoire, mais probablement inévitable. La Turquie n'est pas un allié aussi indispensable qu'on le croit à Ankara et des alternatives sont possibles. Une étude du Hudson Institute [30] recommande au gouvernement américain de s'appuyer sur les démocraties de l'axe Athènes-Nicosie-Tel Aviv, en vue de créer une nouvelle architecture de sécurité dans le bassin oriental de la Méditerranée. Elle préconise d'aider les trois pays à exploiter leurs ressources sous-marines, de faciliter l'adhésion de Chypre à l'OTAN et de renforcer la VIe Flotte [31]. D'après le *Wall Street Journal*, il ne serait pas difficile de construire une base aérienne dans le Kurdistan irakien, afin de remplacer celle d'Incirlik.

Des alternatives seraient ainsi dégagées à la dépendance vis-à-vis de la Turquie.

Cette orientation serait facilitée par une normalisation des relations avec l'Iran, une tâche qui n'est pas impossible, mais qui peut prendre du temps. C'est précisément ce qui manque à Washington, compte tenu des progrès très rapides de l'EI et des autres mauvaises surprises que recèle une région toujours plus volcanique.

Des mesures de rétorsion peuvent pousser la Turquie, déjà qualifiée de « *dubious partner* » [32], à devenir un peu plus hostile. Inversement, les conséquences de la politique aventureuse de l'AKP et la dégradation probable de la situation économique peuvent affaiblir l'équipe au pouvoir au point de la contraindre à des accommodements. Il faudra alors définir ce qu'on doit exiger d'Ankara pour lui conserver l'appui occidental.

L'éloignement de l'OTAN

Bien que la Turquie ait encore récemment manifesté sa bonne volonté en prenant part aux opérations de l'OTAN dans les Balkans et en Afghanistan, **sa politique est de moins en moins compatible avec celle de ses partenaires.**

Le gouvernement d'Ankara s'appuie sur la vision négative de l'Alliance dans l'opinion [33] pour s'en distancer, en estimant qu'il a d'autres intérêts à défendre, notamment au Proche-Orient. Les griefs des détracteurs de l'OTAN sont anciens et nombreux. Ils estiment qu'elle n'a jamais servi les intérêts nationaux. À l'intérieur, elle est jugée responsable des coups d'État et de la longue domination des militaires sur la politique et la société, avec toutes les violations des droits de l'homme qui en ont résulté. En politique étrangère, elle aurait maintenu la Turquie dans un corset qui a limité son indépendance et sa capacité à coopérer avec les pays non-membres. Plus récemment, l'Alliance est à la fois jugée coupable d'être intervenue en Libye et de n'avoir rien fait d'utile contre le régime syrien. Paradoxalement, elle est même accusée de n'avoir pas pris en compte le besoin de sécurité de la Turquie, notamment depuis l'aggravation de la situation en Irak et en Syrie.

En conséquence, le gouvernement d'Ankara multiplie les manifestations de mauvaise humeur. Depuis que Chypre est membre de l'UE, **la Turquie bloque le développement de la coopération UE-OTAN, obligeant l'Alliance à traiter séparément avec chacun des États membres**, entraînant le recours à des procédures de gestion compliquées, par exemple pour gérer cette coopération en Afghanistan. En 2009, Erdoğan a objecté au choix du précédent Secrétaire général, le Danois Rasmussen [34], parce que son pays n'avait pas poursuivi les auteurs des caricatures de Mahomet. En 2013, la Turquie a engagé des négociations pour acheter de l'armement sophistiqué à la Chine, en contradiction

avec les règles de l'OTAN.

Bien qu'ils s'expriment en termes diplomatiques, les autres membres de l'Alliance sont très désappointés, sinon préoccupés par les récentes initiatives de la Turquie et commencent à la voir comme un « *bad ally* » [35] qu'il faudrait peut-être mettre à l'écart, encore qu'aucune procédure juridique ne permette de l'expulser.

A l'OTAN, qui acceptera d'aider la Turquie si elle est victime de ses interventions intempestives en Syrie ? Comment aider un pays à se défendre contre des ennemis qu'il a lui-même suscités ?

En principe, l'article 5 du traité OTAN implique un soutien mutuel en cas d'agression armée. Comment le mettre en œuvre si la Turquie l'invoquait, au cas où les islamistes franchiraient sa frontière ? Une attaque sur le tombeau de Suleyman shah, au bord de l'Euphrate et à 35 km de la frontière, une enclave turque en vertu du traité de Lausanne, relèverait-elle de l'article 5 ? **La mauvaise volonté d'Ankara à soutenir ses partenaires remet en question la solidarité dont elle devrait bénéficier au titre de l'Alliance** [36]. En fait, qui acceptera d'aider la Turquie si elle est victime de ses interventions intempestives en Syrie ? Comment aider un pays à se défendre contre des ennemis qu'il a lui-même suscités ?

Entouré de pays faibles, la Turquie a surestimé ses capacités : elle se trouve aujourd'hui isolée, en ayant perdu ses anciens alliés sans être parvenue à en trouver de nouveaux. Ayant longtemps vécu le syndrome de l'encerclement, quand elle était prise en sandwich entre les pays du Pacte de Varsovie au nord et les clients arabes de l'URSS au sud, elle aurait dû être plus attentive à sa sécurité. En divergence avec l'OTAN, **la Turquie est davantage menacée aujourd'hui que du temps de la guerre froide, par des conflits asymétriques avec des factions infranationales.**

Le refroidissement avec l'Union européenne

Comme vis-à-vis des États-Unis, Erdoğan et Davutoğlu ne sont pas mécontents de montrer leur indépendance, avec d'autant plus de virulence qu'ils craignent moins Bruxelles que Washington. À l'évidence, ce n'est pas un bon moyen de faire avancer un dossier d'adhésion déjà en difficulté de part et d'autre.

Selon les rapports annuels de la Commission européenne [37], la Turquie n'a guère avancé dans la mise en conformité de sa législation et de ses pratiques avec l'acquis communautaire. À la différence des candidats d'Europe centrale, qui

avaient la volonté de progresser, mais des capacités limitées pour y parvenir, en « *bargaining instead of complying* », elle manifeste une forte répugnance à suivre les recommandations de la Commission, qu'elle considère comme des ingérences inacceptables dans ses affaires intérieures.

S'il a de bonnes raisons de se plaindre de l'hostilité de principe de plusieurs États membres, le gouvernement turc doit surtout s'en prendre à lui-même. Il semble que l'AKP en soit tout à fait conscient, mais qu'il estime que « *le jeu n'en vaut pas la chandelle*. » Aussi longtemps qu'ils lui permettaient d'assurer son pouvoir en réduisant celui des militaires et de l'ancien « *establishment* » kémaliste, il défendait les critères démocratiques. **Il n'en va plus de même aujourd'hui.** Comme l'avait clairement déclaré Erdoğan dès 1996, « *la démocratie est un tramway, vous l'utilisez jusqu'à votre destination, et vous en descendez* [38]. »

Après un dépôt de candidature qui remonte à 1987 et de nombreuses tergiversations, les négociations d'adhésion ont été ouvertes en octobre 2005. Au lieu de l'assortir d'exigences qui leur auraient permis de progresser, la présidence [semestrielle] britannique en a fait un objectif en soi. La Turquie était censée respecter les critères de Copenhague (ce qui n'était pas vraiment le cas) et avait promis d'ouvrir ses ports et son espace aérien aux avions et aux navires chypriotes, en application d'un protocole d'extension de l'union douanière UE/Turquie aux adhérents de 2004. À la fin de 2006, comme elle n'avait pas respecté sa signature, le Conseil a été unanime à décréter le gel des 8 chapitres liés à l'union douanière sur les 35 de la négociation, qui s'en est trouvée **considérablement ralentie, sinon bloquée**. Les efforts menés par les présidences successives pour trouver un compromis, y compris en acceptant les demandes d'Ankara en faveur des Chypriotes turcs [39], n'ont pas abouti.

Sur un total de 35 chapitres de l'acquis communautaire, au début de 2015, seulement 13 chapitres ont été ouverts et 1 seul clôturé. Dans un processus qui requiert à chaque étape l'unanimité des 28 États membres, **c'est condamner à une longue stagnation, sinon à l'échec, un processus d'intégration qui ne semble plus intéresser le gouvernement turc.** Sans être démentis, **des conseillers d'Erdoğan ont même souhaité publiquement l'abandon des négociations, ce qui aurait l'avantage de la clarté.** Le Président lui-même a multiplié les déclarations immodestes [40], qui laissent penser qu'il croit toujours que l'adhésion se fera aux conditions fixées par la Turquie.

Dans ce contexte, ceux qui préconisent l'ouverture de deux nouveaux chapitres sujets à controverses [41] auront beaucoup à faire pour convaincre, la négociation elle-même étant devenue « *a toxic item* [42] » pour les relations entre les deux

parties. Compte tenu de l'importance économique de la Turquie et de sa position géopolitique, **il serait souhaitable de lui trouver des alternatives** en renforçant l'intégration économique par d'autres moyens.

Tout en ayant beaucoup contribué à la modernisation de l'économie turque, l'union douanière est très favorable à l'UE : les Européens ont accès au marché turc à un coût budgétaire réduit [43] et n'ont pas à consulter Ankara sur son évolution. Son approfondissement présente des avantages pour les deux parties. La Turquie s'y est d'abord refusée pour des raisons de principe, estimant que cet objectif devait être atteint dans le cadre de la négociation d'adhésion, l'accord conclu en 1995 ayant été conçu comme un arrangement transitoire, dans l'attente de son ouverture. Puisque celle-ci marque le pas, il est proposé [44] d'étendre le champ de l'union douanière, qui ne couvre actuellement que les produits manufacturés, à l'agriculture et aux services.

Dans le domaine agro-alimentaire, la Turquie bénéficie d'un accès préférentiel au marché communautaire sans réciprocité, qui lui assure un excédent commercial (environ 2 milliards d'€). Cette asymétrie est comparable à celle des échanges CE-Espagne avant 1986 : l'ouverture offrirait à l'UE des débouchés pour ses produits continentaux (céréales et produits animaux) et la Turquie pourrait exporter davantage de produits méditerranéens (fruits et légumes, huile d'olive). Le problème est pour l'UE : comme les autres négociations de ce genre, elle avantage les agriculteurs de l'Europe du nord, mais ne fait pas l'affaire de ceux du sud, ce qui divise les États membres.

Dans le secteur des services, il existe un fort potentiel de croissance des échanges. Comme dans d'autres pays, les Turcs ne veulent pas libéraliser leurs marchés publics pour des raisons politiques (les contrats sont une des sources de financement du parti au pouvoir) et souhaitent maintenir certains oligopoles à l'abri de la concurrence.

Par ailleurs, Ankara demande à être associée à la négociation du partenariat transatlantique, ou du moins à un mécanisme parallèle qui lui permettrait d'avoir son mot à dire. Elle en fait une question de principe, menaçant de réduire l'union douanière à une zone de libre-échange. La demande est logique, mais difficile à satisfaire pour l'UE, qui ne tient pas à partager la compétence qu'elle a reçue de ses États membres et redoute dans cette hypothèse l'extension de cet avantage à d'autres pays associés, notamment ceux de l'AELE [45].

Seul pays candidat resté assujéti à l'obligation de visa, Ankara veut en obtenir la suppression ou au moins des aménagements en faveur de certaines catégories de voyageurs. En échange, l'UE veut un accord de réadmission des migrants illégaux. Pendant longtemps la Turquie, submergée par les réfugiés syriens a

fermé les yeux sur leur transit à travers son territoire et sur les agissements des réseaux de passeurs. Depuis que l'accord de réadmission est entré en vigueur [46], il reste à voir comment il sera appliqué et si l'UE parviendra à surmonter les réticences de ses États membres pour assouplir le régime des visas, dans le cadre du « *dialogue* » engagé depuis décembre 2013.

Depuis l'arrivée de l'AKP au pouvoir et a fortiori depuis la crise syrienne, le soutien qu'il apporte aux islamistes, sa vigilance très sélective vis-à-vis des djihadistes venus d'Europe en transit vers la Syrie ont dégradé les relations avec l'UE.

La lutte contre le terrorisme est un sujet encore plus sensible. Depuis des décennies, la Turquie estime que les pays européens ne sont pas assez actifs contre le PKK, bien que classé « *organisation terroriste* » par l'UE [47]. Depuis l'arrivée de l'AKP au pouvoir et *a fortiori* depuis la crise syrienne, le soutien qu'il apporte aux islamistes, sa vigilance très sélective vis-à-vis des djihadistes venus d'Europe en transit vers la Syrie ont dégradé les relations. Tout en reconnaissant que les frontières orientales ne sont pas faciles à gérer, les services occidentaux ne savent plus comment travailler avec leurs homologues turcs. La coopération est devenue très aléatoire du fait de **la méfiance généralisée** qui s'est installée de part et d'autre.

En politique étrangère, un pays candidat est censé aligner ses positions sur celles de l'UE. La dérive de la diplomatie d'Ankara a fait tomber le « *taux d'alignement* » de 46% (2012-2013) à 29% (2013-2014). **Les divergences sont innombrables** : soit la Turquie est en désaccord avec l'approche de l'UE, soit elle préfère agir en solitaire. Comme nous l'avons vu plus haut, **aucune des exigences du mandat de négociation de 2005 n'a été satisfaite**. À Chypre, au lieu de travailler à une solution politique, Ankara veut empêcher les compagnies ayant obtenu des permis de recherche dans la ZEE de l'île de poursuivre leurs forages. Quant aux divergences au Proche-Orient, elles confinent à l'hostilité.

Bien qu'il existe de nombreuses complémentarités et un important potentiel, aussi longtemps qu'il existe de part et d'autre une aussi grande méfiance, une intégration accrue est difficile à promouvoir. À l'exception d'accords ponctuels, dont on ne peut préjuger les conditions de mise en œuvre, **aucun progrès réel ne pourra être obtenu sans un changement substantiel de comportement à Ankara**, qui n'est pas à l'ordre du jour. On peut donc se demander quand viendra le « *moment d'opportunité* » espéré par la fondation Carnegie [48].

Convergences et divergences avec la Russie

Les relations russo-turques [49] sont marquées par des contradictions entre un passé belliqueux, des complémentarités économiques croissantes et des objectifs divergents, sinon opposés.

Les Turcs n'ont pas oublié les conflits à répétition qui les ont opposés aux « *Moskofs* » depuis la fin du 17^e siècle, ce qui explique que 73% aient une opinion négative de la Russie, suivant un *PEW survey* de juillet 2014. Depuis la fin de la guerre froide, Ankara se sent en position plus favorable : en 1964, le rapport démographique Turquie/URSS était 31/225Mh (14%) et en 2014, il y a 82 millions de Turcs pour 142 millions de Russes (58%).

Les deux présidents cultivent des préférences pour une gestion autoritaire et la nostalgie impériale. Tous deux sont intéressés par la création de zones d'influences au-delà de leurs frontières nationales. À cet effet, ils n'hésitent pas à manipuler les minorités (turcophones et musulmanes d'une part, russophones et orthodoxes d'autres part). Les Turcs ont des sympathies pour les Tatars de Crimée et ne sont pas loin d'encourager les Tchétchènes à la résistance. Ils s'intéressent au sort des musulmans du Caucase et aux Turcophones de la Volga et de la Sibérie. La Russie soutient les Abkhazes et les Ossètes de Géorgie, ainsi que les Arméniens du Nagorno-Karabakh. Sur ce dernier point, elle a agi avec plus d'habileté que la Turquie, réussissant à conserver de bonnes relations avec les deux protagonistes, soutenant politiquement et économiquement Erevan tout en fournissant des armes à Bakou.

En Asie centrale, la rivalité est larvée. Si la Turquie se prend pour un modèle, l'ex-grand frère russe en a un autre à défendre. Au demeurant, Ankara n'a pas vraiment séduit les nouvelles républiques, où Moscou conserve pour quelque temps les meilleures cartes, notamment en Ouzbékistan où l'activisme turc a indisposé Tachkent.

À ce stade, il n'y a pas de conflit ouvert. Il pourrait en aller différemment au Proche-Orient, où les positions sont clairement antagonistes. Si la Russie ne soutient pas les Chypriotes grecs autant que la Turquie les Chypriotes turcs, elle n'est pas indifférente au sort de l'île ainsi qu'à celui des chrétiens d'Orient, dont elle estime être toujours la protectrice. Depuis la fin de la guerre froide, la Russie est devenue l'amie d'Israël et la Turquie s'en est éloignée. **En Syrie, Moscou et Ankara sont dans des camps opposés.**

Les deux pays agissent dans l'ambiguïté vis-à-vis de l'Iran. La Turquie l'aide à contourner les sanctions et la Russie lui fabrique une centrale nucléaire à Bouchir, mais elles ne souhaitent pas que Téhéran devienne une puissance

nucléaire. Sur le fond, ils divergent : pour Ankara l'Iran est un pays chiite auquel il s'oppose en Syrie et en Irak. Pour la Russie, il s'agit simplement de sympathiser avec un « *ennemi de l'Amérique* » et d'exploiter sa capacité de nuisance.

En fait, l'islamisation de la politique étrangère turque inquiète Moscou, qui y voit un facteur de multiplication des problèmes et de possibles affrontements. Mais les deux pays ont maintenant des relations économiques étroites qui réduisent en partie les risques de concurrence ou d'opposition directe.

La Russie est devenue le deuxième partenaire commercial de la Turquie : en 2013, le commerce bilatéral a atteint 32,8 milliards de \$, les investissements croisés ont dépassé 10 milliards \$. Trois millions de touristes russes sont venus en Turquie en 2013, suite à la suppression des visas entre les deux pays, mais seulement 100 000 Turcs ont visité la Russie.

Une dépendance énergétique durable

Lourdement déficitaire en énergie (elle importe 72% de sa consommation), la Turquie a trouvé dans l'entreprise russe GAZPROM un fournisseur essentiel. Sa dépendance est croissante. En 2013, elle a importé 45 milliards de m³, dont 26,6 en provenance de Russie, en passant par deux gazoducs : le *Bluestream*, qui entre directement en Turquie par Samsun (capacité de 16 milliards de m³) et le *Western pipeline*, qui l'atteint à travers l'Ukraine, la Roumanie et la Bulgarie (capacité de 14 milliards de m³) et alimente Istanbul. Si ce dernier était coupé par une nouvelle crise entre la Russie et l'Ukraine, la région de Marmara et notamment l'agglomération d'Istanbul n'aurait pas d'alternative : son réseau intérieur n'est pas interconnecté et elle ne possède pas une capacité suffisante de stockage et de regazéification pour importer davantage de gaz liquéfié.

Par ailleurs, le recours à d'autres sources d'énergie est problématique. L'Anatolie ne dispose que de quelques vieux gisements de charbon (Zonguldak), de l'hydroélectricité de ses rivières quand le climat n'est pas trop sec et la prospection dans les mers bordières n'a pas donné de résultat probant. La construction par un groupe russe d'une centrale nucléaire, qui doit commencer en 2015 sur le site d'Akkuyu (province de Mersin) est contestée par les écologistes à cause de l'importance des risques sismiques. Il en résulte que la Turquie est très démunie et que sa dépendance énergétique n'est pas près de prendre fin : elle ne dispose pas de ressources importantes et ne semble pas en mesure d'en découvrir.

Par contre, elle est entourée de pays riches en gaz naturel : la Russie, déjà citée et les autres riverains de la Caspienne (Azerbaïdjan, Turkménistan, Kazakhstan, Iran), l'Irak (dont le Kurdistan irakien), les pays du Golfe et plus récemment

Chypre et Israël. Compte tenu de sa position géographique, la Turquie pourrait attirer les gazoducs sur son territoire comme elle l'a fait avec l'oléoduc Bakou-Ceyhan. Elle diversifierait ainsi ses importations et réduirait sa dépendance, le désir de Washington et de Bruxelles de promouvoir un « *corridor sud* » pour contourner la Russie lui offrant des opportunités supplémentaires.

Cependant, à ce jeu complexe, il semble que **la Turquie n'a pas, une fois de plus, joué les bonnes cartes** en voulant être un leader au lieu de se présenter en honnête courtier [50].

En 2003, l'UE a commencé à étudier le projet Nabucco, un gazoduc amenant en Europe la production de la Caspienne en contournant la Russie. Ce qui était pour Ankara une occasion de valoriser sa fonction de transit a été perdue : en 2007, en représailles à l'opposition du gouvernement français de l'époque à son entrée dans l'UE, la Turquie a refusé l'entrée de Gaz de France dans le consortium Nabucco ; en 2009, Erdoğan a lié son accord pour lancer le projet à des progrès dans la négociation d'adhésion, ce qui a contribué à l'échec final du projet. Dans la négociation du gazoduc transanatolien [51], la performance turque est un peu meilleure. S'il n'est pas encore sûr que ce projet aboutisse, il ne donnera pas à Ankara le leadership qu'il revendique, puisque l'Azerbaïdjan, via la compagnie publique SOCAR, a pris 80% des parts du consortium. Alors que les nouvelles ressources de gaz découvertes en Méditerranée orientale auraient pu alimenter la Turquie, son attitude hostile conduit Chypre et Israël à chercher d'autres solutions, bien que plus coûteuses. Financer des infrastructures onéreuses et les exploiter pendant plusieurs décennies implique d'en minimiser les risques. En politisant à l'excès les négociations, **la Turquie est devenue une partie du problème au lieu d'être une partie de la solution**. L'ambition légitime d'Ankara de faire de l'Anatolie un *hub* gazier implique l'amélioration de ses relations de voisinage, ce qui ne cadre pas avec la politique suivie par l'AKP.

La proposition récente de la Russie, d'y faire transiter le gazoduc qui remplacerait *Southstream* reste à concrétiser. L'UE, qui a contraint GAZPROM à l'abandonner, voudra-t-elle se placer dans la double dépendance de Moscou et d'Ankara pour une partie aussi importante (environ 50 milliards de m³) de ses importations de gaz, à travers un projet qualifié d'impraticable par le Commissaire responsable [52] ?

La dépendance énergétique et les disputes avec Washington et Bruxelles peuvent-elles rapprocher Ankara de Moscou, ce qui mettrait l'UE en grande difficulté ? À l'évidence, il existe des convergences tactiques, comme l'a bien montré la rencontre Erdoğan-Poutine de décembre 2014 et le projet de gazoduc ci-dessus. Mais les divergences stratégiques demeurent, si l'on en croit cette déclaration du

président russe : « *the Turkish regime became a serious threat to international security and is jeopardizing regional stability ; hence the Russian Federation won't hesitate to ignore this grave menace and will do the necessary steps to prevent Erdoğan from committing a suicide adventure in the Middle-East [53].* »

Le bilan : « Precious loneliness » ?

En se mettant au service d'une faction, le gouvernement d'Ankara s'est coupé d'une grande partie de ses partenaires musulmans. Si certains pays, avec beaucoup d'illusions, étaient prêts à l'accepter comme modèle, en aucun cas ils ne le voulaient comme leader. Alors qu'il aurait pu se placer en position d'arbitre, Erdoğan s'est impliqué dans les inextricables conflits de la région, dont son pays était parvenu à se tenir à l'écart depuis l'avènement d'Atatürk. Le succès n'est pas au rendez-vous : « *the more Erdoğan agitated the streets with his pro-Sunni, pro-Muslim Brotherhood and pro-Hamas rhetoric, the more ground Turkey lost in a region where it once had ambitions of being a key player.* » [54]

L'ampleur de cet isolement s'est révélée à New York, en octobre 2014, quand la Turquie, malgré un intense lobbying auprès des « *joke states [55]* », a vu sa candidature au Conseil de sécurité rejetée avec seulement 60 voix pour, contre 132 à l'Espagne. À titre de consolation, en référence au « *splendide isolement* » de l'Angleterre dominant le monde au 19^e siècle, Davutoğlu a célébré la « *precious loneliness* » de sa diplomatie, que la presse a traduit en « *dangerous loneliness* ».

Une partie de l'opinion n'y est pas hostile : « *Turks are prone to not trusting others and going it alone [56].* Comme on a pu le constater en observant la Turquie se complaire pendant des décennies dans des positions solitaires, à Chypre ou ailleurs, la fascination pour l'isolement n'est pas une nouveauté dans la politique étrangère d'Ankara. Cependant, le *Transatlantic trends survey* de 2014, ne trouve que 33% des personnes interrogées souhaitant voir la Turquie agir seule en politique étrangère ; 49% estiment l'OTAN essentiel à sa sécurité et 28% veulent qu'elle agisse en liaison avec l'UE. Dans les deux cas les pourcentages sont en croissance par rapport à 2013. Dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, l'AKP ne fait pas l'unanimité.

Les illusions de l'« islamisme modéré »

Depuis 2002, pour la première fois depuis l'avènement du multipartisme, un seul parti dispose de la majorité à l'Assemblée nationale turque et a pu imprimer sa marque au cours de trois mandats consécutifs. Aux élections de juin 2015, l'AKP espère maintenir ses positions afin de poursuivre et d'accentuer son effort de réislamisation de la Turquie.

En réalité, les événements de Gezi Park en 2013 et les controverses avec le mouvement güleniste démontrent que la société turque est profondément divisée. Bien qu'administrée de manière ultra-jacobine depuis le début des années 1920, la Turquie est traversée par de nombreuses lignes de fracture, que la politique sectaire de l'AKP et le comportement d'Erdoğan sont en train de faire rejouer. De nombreux observateurs s'interrogent sur le maintien de la cohésion nationale si l'expérience islamiste se poursuit dans l'avenir, comme le souhaite le Président, en effectuant encore deux mandats présidentiels pour être encore en place en 2023, date du centenaire de la République turque. En parallèle, la Turquie ne bénéficie plus de l'excellente conjoncture économique des années 2000, ce qui pourrait aggraver les effets des antagonismes internes.

Dans ce contexte, la politique étrangère initiée par Davutoğlu apparaît comme un facteur supplémentaire de division. Non seulement son absence de résultat n'est pas de nature à rassembler les Turcs derrière le pouvoir, mais elle accroît le malaise de plusieurs segments de population.

La Turquie évolue vers un régime autoritaire et l'islamisme vers l'extrémisme. L'activation par les services secrets turcs du radicalisme religieux en Syrie a entraîné la formation de cellules jihadistes en Turquie, qui recrutent des combattants et mobilisent l'opinion en faveur de l'EI dans les grandes villes et près de la frontière sud-est.

Si la politique pro-laïque d'Atatürk et de ses successeurs n'a jamais fait l'unanimité, celle de l'AKP heurte profondément les classes moyennes urbanisées qui n'apprécient pas son discours moralisateur et les pressions sociales qui en découlent. **Contrairement à ce qu'on a imaginé à Washington, il n'existe pas d'islamisme modéré : le « mild islamism » qu'on croyait, avec beaucoup de naïveté, compatible avec la démocratie ne s'est pas concrétisé.** La Turquie évolue vers un régime autoritaire et l'islamisme vers l'extrémisme. L'activation par les services secrets turcs du radicalisme religieux en Syrie a entraîné la formation de cellules jihadistes en Turquie, qui recrutent des combattants et mobilisent l'opinion en faveur de l'EI dans les grandes villes et près de la frontière sud-est [57].

Si presque tous les Turcs sont musulmans, ils ne sont pas tous sunnites. La communauté alevite (chiite) compte plusieurs millions de fidèles qui se plaignent depuis longtemps de diverses discriminations, en partie liée au refus des gouvernements successifs (ce n'est pas un reproche qui vise seulement l'AKP) de

ne reconnaître d'autres musulmans que sunnites. À la frontière syrienne, dans la province du Hatay, réside une minorité alaouite qui désapprouve la politique d'hostilité d'Ankara vis-à-vis du régime de Bachar el Assad.

La renaissance kurde

De tous les problèmes de minorités, celui des Kurdes est le plus préoccupant, non seulement parce qu'il concerne 10 à 20 millions de citoyens turcs, longtemps confinés à l'est de l'Euphrate et aujourd'hui installés dans presque toutes les grandes villes, mais en raison de ses implications internationales, parce que près de 20 millions de kurdophones résident en Irak, en Syrie et en Iran, à proximité immédiate des frontières sud et est de la Turquie.

Qualifiés de « *Turcs montagnards* », les Kurdes ont été soumis à un régime d'exception jusqu'au début des années 1960. Leurs revendications d'autonomie culturelle et administrative n'ayant jamais été satisfaites, ils se sont orientés vers l'action violente, sous l'influence du groupe marxiste du PKK [58], qui a déclenché de virulentes actions de guérilla au cours des années 1990. Si l'armée turque l'a emporté sur le terrain, il n'est pas démontré qu'elle ait remporté une victoire politique. Aux élections présidentielles d'août 2014, le candidat pro-kurde Demirtaş a obtenu près de 10% des suffrages (9.76%) et est arrivé en tête dans les provinces du sud-est.

L'AKP a le mérite d'avoir cherché un accord avec le PKK. En principe, il a accepté de reconnaître des droits culturels aux Kurdes, mais très peu a été réalisé dans la pratique. En fait, Erdoğan poursuit un objectif essentiel à sa survie politique : obtenir les voix kurdes en vue d'une modification de la constitution [59] qui lui permettrait d'établir un régime présidentiel. Il les veut au meilleur prix et doit compter avec l'opposition des nationalistes. Il est donc tenté de faire des promesses qu'il ne voudra pas ou ne pourra pas tenir, ce qui n'a pas échappé aux Kurdes.

Dans la mesure où le problème est devenu international, cette absence de résultat concret pourrait avoir des conséquences fatales. Suite à la première guerre du Golfe, la Turquie a dû se résigner à la mise en place d'une région kurde semi-indépendante en Irak, qui a récemment accru sa marge d'initiative avec l'effondrement de l'État central. Erdoğan a eu l'habileté de s'entendre avec ses dirigeants, en espérant en faire un pays-client et un de ses principaux fournisseurs d'énergie. Il a été plus loin encore en reconnaissant l'autonomie et éventuellement l'aspiration à l'indépendance des Kurdes irakiens.

Mais il se pourrait que le génie soit sorti de la bouteille. Le conflit syrien, qui a fait émerger trois enclaves kurdes (Afrin, Kobane et Qamishliyé), administrées

par une émanation du PKK, apparaît comme une étape vers la création d'une nouvelle entité autonome, le Rojava (Kurdistan occidental). En abandonnant les habitants de Kobane aux islamistes, le gouvernement turc a provoqué une forte réaction des Kurdes de Turquie, qui ont montré leur sensibilité aux mots d'ordre du PKK, sans compter les risques d'affrontement en Turquie même [60].

Loin de les rassembler derrière lui au nom de l'islam (les Kurdes sont en majorité sunnites), l'AKP aurait alimenté leur fibre autonomiste. **En croyant les exploiter comme force d'appoint, Erdoğan pourrait bien avoir engagé un processus séparatiste, qui conduirait à terme à la formation d'un grand Kurdistan indépendant**, avec de multiples conséquences sur l'environnement international de la Turquie et des pays voisins, qu'il est impossible de prévoir actuellement.

S'il n'est pas trop tard, l'alternative serait un compromis historique offrant aux Kurdes de Turquie et éventuellement aux autres régions, comme aux Catalans et aux Basques dans l'Espagne de 1978, un niveau de décentralisation adéquat pour satisfaire leurs aspirations, qui découragerait les sécessionnistes. Le PKK renoncerait à la lutte armée et se transformerait en parti autonomiste. Il y aurait un Kurdistan autonome dans les frontières de la Turquie, bordant éventuellement un Kurdistan indépendant construit sur les décombres de la Syrie et de l'Irak.

Désastre ou grand compromis ?

Si la défense obstinée de positions solitaires, le refus d'entrer dans la recherche de compromis n'est pas un aspect nouveau de la diplomatie turque, les experts peinent à trouver des explications à une telle accumulation de maladroites au cours de la période récente. Peu au fait des réalités internationales, soumise à ses préjugés idéologiques et surestimant le poids de son pays, l'équipe AKP aurait manqué d'expérience et de compétence. **Si l'objectif d'une politique étrangère est d'accroître le prestige et la sécurité du pays, le bilan n'est pas glorieux.**

En termes de prestige, c'était une bonne idée de profiter des succès indéniables de son commerce extérieur pour valoriser l'image de la Turquie et accroître son rôle international. Une diplomatie active, contribuant à la solution des conflits, à la fois en bon termes avec son voisinage et avec Washington et Bruxelles, aurait certainement été mieux écoutée. La multiplication des discours sectaires et belliqueux a abouti au résultat inverse, car il est toujours difficile de faire de la bonne publicité avec de mauvais produits. En dépit de la patience des dirigeants occidentaux, **la crédibilité d'Ankara est aujourd'hui faible**, ce qui arrive inévitablement à une diplomatie qui s'adresse davantage à la rue qu'aux chancelleries [61].

En termes de sécurité, bien que toujours officiellement membre de l'OTAN, la Turquie ne peut en réalité compter sur personne, notamment en cas de conflit asymétrique avec une faction infra-étatique. Dans le domaine sensible de la haute technologie et des échanges de renseignement, elle a perdu la confiance de ses alliés occidentaux (et d'Israël) et ne peut rien attendre de ses voisins, trop faibles, hostiles ou les deux à la fois. Si son armée reste la deuxième en importance de l'Alliance atlantique, elle risque, en cas de conflit, de manquer des yeux et des oreilles aujourd'hui nécessaires pour mener des opérations complexes. Dans une région aussi volcanique, son exposition aux risques est devenue bien plus grande qu'au temps de la guerre froide : *Turkey is too big, too Islamist and too un-European for the EU ; it is too little Islamist and a disliked former colonial power for most of the Arab street ; a sectarian and regional rival for Iran, and a security threat to the bigwigs in the Shanghai Cooperation Organization.* [62]"

Ce n'est pas la première fois qu'un gouvernement mène une politique étrangère contraire aux intérêts de son pays.

Par ailleurs, le combat entre les extrémistes sunnites et les Kurdes pourrait bien s'installer à l'intérieur du pays. Ces derniers ont vigoureusement manifesté leur opposition à l'inaction de l'armée face à l'extermination des Kurdes de Kobané. C'est le résultat désastreux d'une politique « *unrealist and ineffective* [63] ». Alors qu'elle était parvenue pendant des décennies à se tenir à l'écart, en quelques années **la Turquie s'est enlisé dans les conflits orientaux, au point de mettre en péril sa cohésion nationale.** Comparant la Turquie avec le Pakistan, des observateurs la mettent en garde contre une « *talibanisation* » du sud-est du pays. Comme le général Zia-ul-Haq, **Erdoğan a encouragé les extrémistes, qui ont tissé leur toile et vont ultérieurement s'opposer à lui, quand il aura un peu trop tard réalisé l'ampleur du danger pour l'État turc.**

Ce n'est pas la première fois qu'un gouvernement mène une politique étrangère contraire aux intérêts de son pays. Compte tenu de ses *a priori* idéologiques et de ses succès électoraux, l'AKP pourrait bien continuer dans cette voie aussi longtemps qu'il restera au pouvoir, ses deux principaux dirigeants, Erdoğan et Davutoğlu, n'acceptant pas de tenir compte des signaux d'alerte que le monde entier leur adresse.

S'il se dégagait une alternance politique, on pourrait imaginer des inflexions décisives, encore que difficilement concevables au regard de l'obstination solitaire des décideurs en Turquie, qui ne date pas de la période AKP. En effet, beaucoup de changements ne coûteraient pas grand-chose et apporteraient de

nombreux dividendes.

En mer Égée, on ne voit pas en quoi un arbitrage de la Cour de Justice de La Haye, même s'il ne s'aligne pas sur les positions turques, lui serait dommageable. Beaucoup d'autres pays y ont eu recours et en ont retiré les frontières maritimes stables nécessaires à l'exploitation de leurs ZEE.

Quarante années après son invasion de 1974, il est clair que la Turquie n'a rien gagné à se mêler des affaires de Chypre. S'en retirer lui apporterait de nombreux avantages politiques et budgétaires et notamment un accès aux ressources énergétiques du bassin oriental de la Méditerranée, dont elle a le plus grand besoin.

En prenant parti contre l'Arménie dans le conflit du Karabakh et en fermant sa frontière, elle s'est privée d'une opportunité de jouer un rôle pacificateur dans le Caucase. À quelques semaines de la commémoration de son centenaire, la négation du génocide arménien est tout aussi contreproductive et très dommageable à la réputation internationale de la Turquie.

Au Proche-Orient, s'il n'est pas trop tard, il serait tellement plus simple de cesser de prendre parti pour l'un ou l'autre des antagonismes et de revenir à une politique de neutralité et de bon voisinage avec tous les pays de la région, afin d'y apporter une contribution à l'instauration d'un minimum de stabilité.

Avec l'Occident, sans renoncer à l'ambition d'une politique à 360°, la Turquie n'a rien à perdre à restaurer de bonnes relations avec les États-Unis, l'Union européenne et l'OTAN, qui sont les mieux à même de contribuer à sa sécurité et à sa prospérité.

Copyright Avril 2015-Drevet/Diploweb.com

Notes

[1] AKP : Adalet ve Kalkınma Partisi, Parti de la Justice et du Développement.

[2] Cf Amnesty international Annual report on Turkey.

[3] En turc Stratejic Derinlik, KÜRE publications, İstanbul, 2001.

[4] Atatürk voulait au contraire couper la Turquie de son passé ottoman, ce qu'il a obtenu par le changement de l'alphabet et la rupture avec la sharia.

[5] Behlül Özkan, de l'Université de Marmara, From the Abode of Islam to the Turkish Vatan : the Making of a National Homeland in Turkey, Yale University Press 2012.

[6] Suivant une expression de Davutoğlu de mars 2013 : « last century was only a parenthesis for us. We will close the parenthesis. »

[7] La série Muhteşem Yüzyıl (Le Siècle magnifique), qui s'inspire de l'Empire ottoman, a été vendue dans quarante pays, principalement au Moyen-Orient.

[8] Enver pacha (1881-1922), un des chefs du mouvement jeune turc, a gouverné l'empire ottoman de 1908 à 1918. Il a trouvé la mort au Tadjikistan dans un combat contre l'Armée rouge.

[9] Par ailleurs candidat malheureux de l'opposition à l'élection présidentielle de 2014.

[10] Le MIT (Milli İstihbarat Teskilati) aurait soutenu (ainsi que [le Qatar](#)) Boko Haram au Nigeria et différents mouvements islamistes dans les Balkans, en Syrie, en Libye et en Irak, au moyen de pseudo-organisations de bienfaisance et en utilisant la « zone de non-droit » que l'armée turque contrôle dans le nord de Chypre (cf Defense and Foreign Affairs, Special analysis volume XXXII n°49 du 7 octobre 2014).

[11] Au deuxième semestre de 2012, prenant prétexte que c'était à Chypre d'exercer la présidence tournante, la Turquie a provisoirement gelé ses relations avec Bruxelles.

[12] En partie pour flatter son opinion publique : selon un PEW survey de juillet 2014, 86% des Turcs ont une opinion négative d'Israël, 2% seulement sont positifs.

[13] Efraim Inbar directeur du centre Begin-Sadate d'études stratégiques : « Turkey is no American Ally » (4 janvier 2015).

[14] Un groupe bipartisan de deux douzaines de membres du Congrès appelle à des sanctions contre la Turquie et le Qatar en raison de leur soutien à des groupes terroristes (Ryan Mauro, « Call in Congress to Sanction Turkey, Qatar for Terror Support » 11 décembre 2014.)

[15] “..Even if there was no Muslim Turks in Cyprus, Turkey is obliged to have a Cyprus issue. No country can remain indifferent towards such an island located in the heart of that vital area.” (Davutoğlu, Strategic depth, p.179).

[16] Elle apporte aussi son appui à la petite république autonome du Nakhitchevan (dépendante de l'Azerbaïdjan), avec qui elle partage une frontière de 15 km.

[17] Entraînant une corruption à haut niveau et un scandale majeur, qui a secoué la Turquie à la fin de 2013, mais a finalement été étouffé par l'équipe au pouvoir au prix d'une épuration massive de la police et de la magistrature.

[18] Turcophone, mais chiite et numériquement réduite (environ 5% de la population du nord de l'Irak).

[19] Pour les Kurdes, Bashour, le Sud.

[20] Kadri Gursel, Turkey finds out one is the loneliest number, Turkey pulse, Al Monitor, 29 octobre 2014.

[21] Qui a avoué avec une certaine candeur, avant de s'en excuser : "our biggest problem is our allies... they poured hundreds of millions dollars, thousands of tons of weapons into anyone who would fight against Assad." (déclaration à la Harvard Kennedy School du 2 octobre 2014).

[22] Jonathan Schanzer & Merve Tahiroglu, Bordering on Terrorism : Turkey's Syria Policy and the Rise of the Islamic State, Foundation for Defense of Democracies (FDD), Washington DC, novembre 2014, 30p.

[23] Après les avoir soutenues pendant des années, les monarchies du Golfe, à l'exception du Qatar, craignent les Frères musulmans et favorisent plutôt les courants salafistes. Mais elles commencent à prendre conscience du danger que représentent les islamistes radicaux pour leur propre pouvoir, en dépit d'événements anciens, comme la prise de la mosquée de La Mecque par une poignée d'extrémistes en 1979.

[24] Qui a pour cette raison été rejeté par les Chypriotes grecs (avril 2004).

[25] Claire Berlinski, Turkey's two Thugs, City journal, 23 décembre 2014.

[26] Selon un PEW survey (juillet 2014), 73% des Turcs ont une opinion négative des États-Unis.

[27] Déclaration d'Erdoğan « against impertinence, recklessness and endless demands emanating from 12000 km away. » (cité par Ivan Eland, Huffington Post, Turkey is a bad ally, 12 août 2014).

[28] En août 2014, Washington a accueilli froidement l'élection d'Erdoğan à la Présidence de la République et envoyé un simple chargé d'affaires à son inauguration.

[29] Turkey must now understand that while America's Syria policy may have been feckless, its border policy has been reckless...Turkey has greatly exacerbated the Syria crisis. Some might even argue that Turkey could now qualify as a State Sponsor of Terrorism for abetting [al-Nusra and ISIS]." (FDD report, op. cit.)

[30] Seth Cropsey & Eric Brown, Energy : The West's Strategic Opportunity in the Eastern Mediterranean, Hudson Institute, Wasington, décembre 2014, 47p.

[31] Une option qui vise clairement les provocations turques contre les forages pétroliers en Méditerranée orientale, qui sont pratiqués par la compagnie américaine Noble. Une récente décision du Congrès (19 décembre 2014) exclut la Turquie de l'octroi de frégates américaines, qui iront à des alliés plus fidèles.

[32] Par Francis Ricciardone, ambassadeur US à Ankara de 2011 à 2014, cité par Wikileaks.

- [33] Selon un PEW survey (juillet 2014), 70% des Turcs ont une opinion négative de l'OTAN.
- [34] Anders Rasmussen, né en 1953, Premier Ministre du Danemark (2001-2009), puis Secrétaire général de l'OTAN (2009-2014).
- [35] Ivan Eland, Senior Fellow and Director of the Center on Peace & Liberty, The Independent Institute, 12 août 2014.
- [36] "The United States is in the absurd situation of essentially bribing Turkey to be permitted to defend it from both radical ISIS and hostile Syria, both threats of its own making." (Ivan Eland, op. cit.)
- [37] Turkey 2014 Progress report, SWD 2014 307 (final) du 8 octobre 2014.
- [38] "Democracy is like a streetcar, you ride it until you arrive at your destination and then you step off."
- [39] L'UE fournit déjà des aides importantes à la communauté chypriote turque, mais Ankara exige la levée des restrictions découlant de la non-reconnaissance de Chypre-nord, ce qui reviendrait à faire payer deux fois à l'UE l'ouverture des ports et des aéroports turcs au gouvernement chypriote.
- [40] Trop nombreuses pour être citées ici.
- [41] Il s'agirait des chapitres 23 (justice et droits fondamentaux) et 24 (justice, liberté sécurité).
- [42] Marc Pierini et Sinan Ülgen, visiting scholars de la Fondation Carnegie Europe, A moment of opportunity in the EU-Turkey relationship, 10 décembre 2014. Marc Pierini a été Chef de délégation de la Commission à Ankara et antérieurement à Tunis, où il a joué un rôle décisif dans la libération des infirmières bulgares.
- [43] En moyenne des aides de 900M€/an sur la période 2014-2020, pour un commerce de 128 milliards d'€, qui a généré un excédent de 28 milliards pour l'UE en 2013.
- [44] D'après l'étude effectuée par la Banque mondiale, Evaluation of EU-Turkey Customs Union, report n°85830-TR, Washington, 28 mars 2014, 132p.
- [45] Association européenne de libre échange (en anglais EFTA), dont font partie la Norvège, l'Islande, le Liechtenstein et la Suisse.
- [46] Après sa ratification par le Parlement turc, il est entré en vigueur le 31 octobre 2014.
- [47] La Turquie a demandé environ 500 extraditions et n'en a obtenu que 15.
- [48] Marc Pierini et Sinan Ülgen, op. cit.
- [49] Exploring the Prospects for Russian-Turkish Cooperation in a Turbulent

Neighborhood (GRF-Carnegie, Moscow Center Working Group, 28 septembre 2014, 17p.)

[50] Cf Jörn Richert, Is Turkey's energy leadership over before it began ? İstanbul Policy Center, Sabanci University, Stiftung Mercator Initiative, policy brief, janvier 2015, 13p.

[51] Le TANAP (Trans-anatolian Natural Gas Pipeline) doit dans un premier temps (2019) transporter 16 milliards de m³, dont 6 milliards de m³ pour la Turquie et 10 milliards vers l'Europe). Ultérieurement, sa capacité pourrait être portée à 23 (2023) puis 31 milliards de m³ en 2026.

[52] "I believe the Russians will have to look at this option again and come up with a viable economic solution that's also acceptable to the European partners", Maroš Šefčovič, Commissaire chargé de l'énergie (2014-2019), interview au Wall Street Journal, 22 janvier 2015.

[53] Déclaration de Poutine au Valdai club de Sotchi reprise par l'Agence Itar-Tass, 31 octobre 2014.

[54] Cf Semih Idiz, What will it take Ankara to wake up ? Hürriyet Daily News, 23 octobre 2014.

[55] Surnom donné par la presse anglaise aux petits pays des Caraïbes et du Pacifique parfois tentés de monnayer leurs voix aux Nations unies.

[56] Cf Barçın Yinanç, interview du professeur İlter Turan, Hürriyet Daily News, 22 septembre 2014.

[57] "Ali Ediboğlu, a Turkish opposition deputy, claims that 'at least 1,000 Turkish nationals are helping ... foreign fighters sneak into Syria and Iraq to join ISIS.' Youtube videos depict IS gatherings in Istanbul and demonstrations of support by Turkish citizens for the jihadi fighters in Syria, including IS." (Jonathan Schanzer & Merve Tahiroglu, *Bordering on terrorism*, op. cit.)

[58] En kurde : Partiya Karkerên Kurdistan (Parti des travailleurs kurdes).

[59] Il lui faut 330 sièges (60%) pour modifier la Constitution et l'AKP n'en aurait que 290. Les 20-25 sièges espérés par les Kurdes seraient un appoint substantiel, mais pas décisif.

[60] Les efforts de l'AKP pour susciter une alternative islamiste au PKK n'ont pas donné de résultat significatif : les candidats du parti Hûda Par n'ont obtenu que 0.19% des voix aux élections municipales de mars 2014 (dans les deux provinces kurdes de Batman et Diyarbakır, respectivement 7.8 et 4.3%).

[61] Cf Barçın Yinanç, Turkey needs to take foreign policy away from the street, interview de l'ex-ambassadeur Volkan Vural, Hürriyet Daily News, 5 janvier 2015.

[62] Cf Burak Bekdil, Why does nobody want to play with Turkey, Gatestone Institute, 26 décembre 2014.

[63] Krzysztof Strachota, The Crisis in Iraq and the twists and turns of Turkish Middle East policy, OSW, Centre for Eastern Studies number 142, 29 juillet 2014.

[Retour au Sommaire](#)

